

## Pouvoir et argent

# Chercheurs sous pression

**Le cri  
de révolte  
des femmes  
afghanes**

**À l'écoute  
d'une «nouvelle  
conscience  
islamique»**

**Médias:  
l'audimat  
n'aime pas  
le Sud**

**Le grand  
retour  
des droits  
économiques**

Afrique CFA: 1000 F.CFA, Belgique: 140 FB, Canada: \$4.65  
Can,  
Espagne: 550Ptas, Maroc: 20 DH, Portugal-Cont: 700 Esc,  
Suisse: 6.20.FS, United Kingdom: £2.5, USA: \$4.25

**M 1205 - 22 - 22,00 F - 3,35 €**





Éditions UNESCO

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

Fax: +33 1 45 68 57 37

Internet: [www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

E-mail: [publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org)

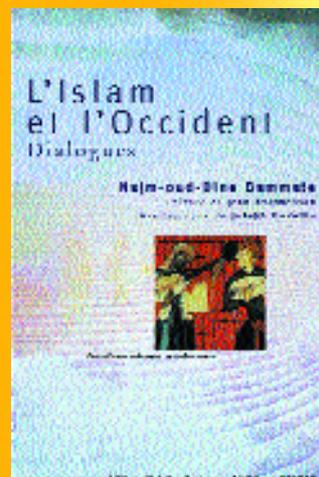
## L'Islam et l'Occident

Dialogues

Par Najm-oud-Dine Bammate

- Principales conférences prononcées par Najm-oud-Dine Bammate (universitaire, diplomate et érudit, 1922-1985) au cours de sa longue carrière.
- Le destin de l'homme musulman, la conception de la liberté dans l'islam, l'État musulman traditionnel, les rapports entre l'islam et l'Occident.
- Une invitation à une réflexion posée, tolérante et élargie, aujourd'hui plus urgente que jamais.

168 p., 16 x 24 cm  
19,67 € / 129 F



## Chemins de la pensée... vers de nouveaux langages

Sous la direction d' Eduardo Portella

Avec des contributions de R. Argullol, J. Baudrillard, R. Cardoso de Oliveira, E. Carneiro Leão, B. Freitag, Z. Laidi, C. Lévi-Strauss, R. Lima Lins, E. Lourenço, M. Maffesoli, E. Prado Coelho, M. Sodr , G. Vattimo

- Quelle est la place du penseur au sein d'une cité qui reflète les contradictions d'une société à la fois globale et communautaire ?
- Se placer au carrefour de diverses sciences humaines...
- Chercher à comprendre les langages de l'art, de la littérature, de la musique...
- Repenser la raison, l'histoire et la tradition...

300 p., 17 x 24 cm  
Version imprimée : 22,87 € / 150 FF  
Version  lectronique : 11,43 € / 75 FF



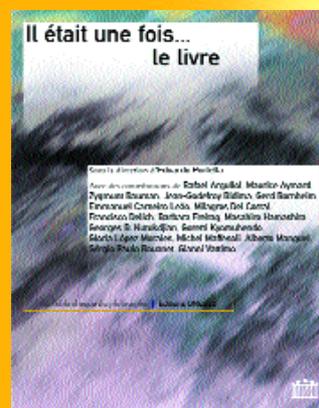
## Il était une fois... le livre

Sous la direction d' Eduardo Portella

Avec des contributions de R. Argullol, M. Aymard, Z. Bauman, J.-G. Bidima, G. Bornheim, E. Carneiro Le o, M. del Corral, F. Delich, B. Freitag, M. Hamashita, G. B. Kutukdjian, G. Kyomuhendo, G. López Morales, M. Maffesoli, A. Manguel, S. Paulo Rouanet, G. Vattimo

- Qu'en est-il du livre aujourd'hui ?
- Illettrisme pour certains, « hyper-lettrisme » pour d'autres.
- Les bouleversements technologiques ne doivent pas masquer le changement de nature du monde.
- Une analyse globale qui s'inscrit dans la réflexion sur les chemins de la pensée actuelle.

198 p., 17 x 24 cm  
Version imprimée : 21,34 € / 140 FF  
Version  lectronique : 10,67 € / 70 FF



Consultez la sélection spéciale  
des ouvrages et CD-ROMS de l'UNESCO  
sur le dialogue entre les civilisations  
  [www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

## D'ICI ET D'AILLEURS

### 4 Ces femmes afghanes qui résistent

Seule l'Université de Faizabad, au nord de l'Afghanistan, accueille des étudiantes. C'est également de là que Chekeba Hachemi témoigne de la souffrance de ses compatriotes.

Photos de Antoinette de Jong, texte de Chekeba Hachemi

## NOTRE PLANÈTE

### 10 Le littoral a besoin de tous

Les villes et le tourisme menacent le littoral. Les compétences locales peuvent être déterminantes pour le sauver.

Propos recueillis par Lucia Iglesias Kuntz

### 12 Les irréductibles de Xcalak

Gerardo Tena

## ÉDUCATION

### 13 Les manuels d'Histoire chassent le préjugé

Les bouleversements géopolitiques conduisent à réviser les manuels d'Histoire. Une entreprise difficile.

Propos recueillis par Shiraz Sidhva

### 15 Allemagne: deux Histoires réunifiées

Thomas Schnee

## Dossier

### Pouvoir et argent Chercheurs sous pression

La fin de la Guerre froide et la vague de démocratisation dans le tiers monde devaient donner un nouvel élan aux «libertés académiques».

Or, partout dans le monde, des pressions continuent de s'exercer sur les chercheurs du secteur public. Dans de nombreux pays, ils risquent encore la prison ou la mort quand leurs travaux dérangent. Au Nord et plus encore au Sud, la baisse des fonds publics les oblige à trouver des sponsors privés qui peuvent leur imposer de nouvelles contraintes.

Le sommaire détaillé est en page 16



© Tubbi Barnus, Paris

## DROITS HUMAINS

### 36 Droits économiques: le grand retour

Les violations de ces droits ont-elles un lien avec les attentats du 11 septembre? Les ONG ont redécouvert leur importance.

Philippe Demenet

## CULTURES

### 39 Écoutons la «nouvelle conscience islamique»

Pour le philosophe Abdou Filali-Ansary, seul des débats ouverts mettront fin à la confusion entre religion et politique.

Propos recueillis par Sophie Boukhari

### 42 Un Islam, des islams

Slimane Zéghidour

## MÉDIAS

### 44 L'audimat n'aime pas le Sud

L'opinion du Nord méconnaît la réalité des pays du Sud. Une étude analyse les raisons de cette ignorance et les moyens d'y remédier.

Greg Philo

## ENTRETIEN

### 47 Boris Cyrulnik: il y a une vie après l'horreur

La violence et la délinquance de la famille traumatisent de plus en plus de jeunes. Pour qu'ils s'en sortent, aidons-les à devenir «résiliants».

## DANS CE NUMÉRO

### Libertés

La communauté internationale n'a que trop tardé à prendre conscience du sort tragique de l'Afghanistan, et notamment des femmes afghanes, comme elle a ignoré la résistance farouche de certaines d'entre elles à l'oppression des taliban (pp. 4-9). L'intégrisme religieux, dont ils incarnent la forme la plus extrême, existe aussi dans d'autres pays musulmans, où il entretient des relations ambiguës avec le pouvoir. Le philosophe marocain Abdou Filali-Ansary estime néfaste cette confusion entre religion et politique, et appelle à un libre débat pour qu'elle cesse (pp. 39-43). Un débat libre – et scientifiquement fondé –, que doivent également refléter les livres d'Histoire, à plus forte raison après des bouleversements géostratégiques (pp. 13-15). Un débat libre qui est aussi l'un des fondements de la déontologie de la recherche, de ce qu'on appelle les «libertés académiques». Or, celles-ci sont menacées par les pressions du pouvoir et de l'argent, qui s'exercent sur certains chercheurs (dossier pp. 16-35).

### Fractures

Les grandes fractures économiques, pour l'essentiel Nord-Sud, sont-elles l'une des causes profondes des attentats du 11 septembre? Depuis quelques années, les organisations de défense des droits humains placent la lutte contre ces inégalités en tête de leurs priorités. Seront-elles entendues (pp. 36-38)? L'opinion publique du Nord paraît sous-informée sur le monde en développement, car les médias sont obsédés par l'audience (pp. 44-46). Autre fracture enfin: celle que subissent tant d'adolescents du fait de la violence et de la dissolution des familles. Mais Boris Cyrulnik, «psy en tous genres», estime qu'ils ont la capacité de s'en sortir si on leur en donne les moyens, même dans des «conditions incroyablement adverses» (pp. 47-51).

# Ces femmes afg qui résistent

PHOTOGRAPHIES DE ANTOINETTE DE JONG, TEXTE DE CHEKEBA HACHEMI

ANTOINETTE DE JONG EST UNE PHOTOGRAPHE NÉERLANDAISE; CHEKEBA HACHEMI EST PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION AFGHANISTAN LIBRE\*.

La seule université ouverte aux femmes en Afghanistan se trouve à Faizabad dans la zone nord que les taliban ne contrôlent pas. Antoinette de Jong y a photographié ces étudiantes en avril 2001. C'est également de là que l'Afghane Chekeba Hachemi, responsable d'une ONG, nous a fait parvenir son témoignage sur les souffrances et la révolte de ses compatriotes. Elle lance un appel pour que l'Afghanistan ne devienne pas «un pays inconsolable».



La majorité des 80 étudiantes, qui n'ont connu que la guerre, sont des réfugiées qui ont fui Kaboul où les taliban ont interdit l'éducation aux femmes. «Dans le Coran, il est dit que chaque musulman doit acquérir le maximum de connaissance, que ce soit un homme ou une femme», déclare une étudiante.

# ghanes

Il a fallu à la communauté internationale du temps, beaucoup de temps, pour comprendre quel immense danger représentait les taliban au pouvoir en Afghanistan. Dangereux pour les Afghans, pour leurs libertés, leurs espoirs de paix et leur culture millénaire, ils l'étaient également pour tous les autres peuples de la Terre. Les hallucinantes images du 11 septembre ont achevé de nous en convaincre: le Mal était à l'œuvre dans Kaboul.

Pourtant, nous étions prévenus. D'autres images, quelques mois plus tôt, avaient soulevé une unanime indignation: des femmes enfermées dans des cachots de tissus, derrière d'étroites grilles: des Afghanes en *tchadri*. Et, derrière ces grilles, du fond de ces cachots mouvants et fantomatiques, des voix fragiles et révoltées nous avaient parlé. Car les Afghanes sont comme les Afghans: courageuses. Dans ce pays, le courage est une vertu ancestrale. Elles avaient parlé aux journalistes, dit quel enfer les tenait prisonnières, combien était sombre leur solitude, et combien sombre aussi l'avenir de leur peuple, de leurs enfants et de leurs fiancés.

Elles résistaient. Côté taliban, fidèles à leur réputation de fierté et de dignité, les Afghanes organisaient des écoles clandestines, des conférences de presse secrètes, des réseaux d'entraide pour résister à l'ignorance, à la faim et à la terreur. Quant à celles qui avaient réussi à se réfugier dans les zones encore libres, elles criaient dans les micros, elles suppliaient les journalistes occidentaux de dire aux femmes du monde entier que Kaboul était devenue une prison, et que cette prison deviendrait un jour un cimetière.

Pourquoi n'avons-nous pas écouté ces femmes avec plus d'attention? Nous avons cru qu'elles étaient les énièmes victimes de la misogynie qui sévit depuis si longtemps et dans tant de contrées. Nous avons, en quelque sorte, banalisé leur douleur, au nom d'autres douleurs comparables. Et grande fut notre erreur, car le régime taliban ne ressemblait à rien de ce que nous connaissions. Les femmes d'Afghanistan étaient au cœur d'une tragédie sans équivalent. Sur les cinq continents, conscientes, concernées, empathiques, des femmes écoutèrent, se mobilisèrent, interpellèrent leurs gouvernements. Mais ces derniers firent la sourde oreille.

Oui, les Afghanes souffrent, dirent-ils, mais nous n'y sommes pour rien, et puis qu'y pouvons-nous? Tout était encore possible, ►



© Antoinette de Jong/Panos Pictures, Londres

Le professeur Ali Yussuf Pur, ancien recteur de la faculté de Kaboul, enseigne dans l'unique salle de cours.

## Nous avons banalisé la douleur des femmes afghanes, au nom d'autres douleurs comparables





## Ces femmes afghanes qui résistent

**Cette fois, si nous n'entendons pas l'appel de cette nation brillante et exténuée, il n'en restera plus rien. Le légendaire rire des Afghans s'éteindra. Et, sous les tchadri, couleront des larmes que personne ne verra**



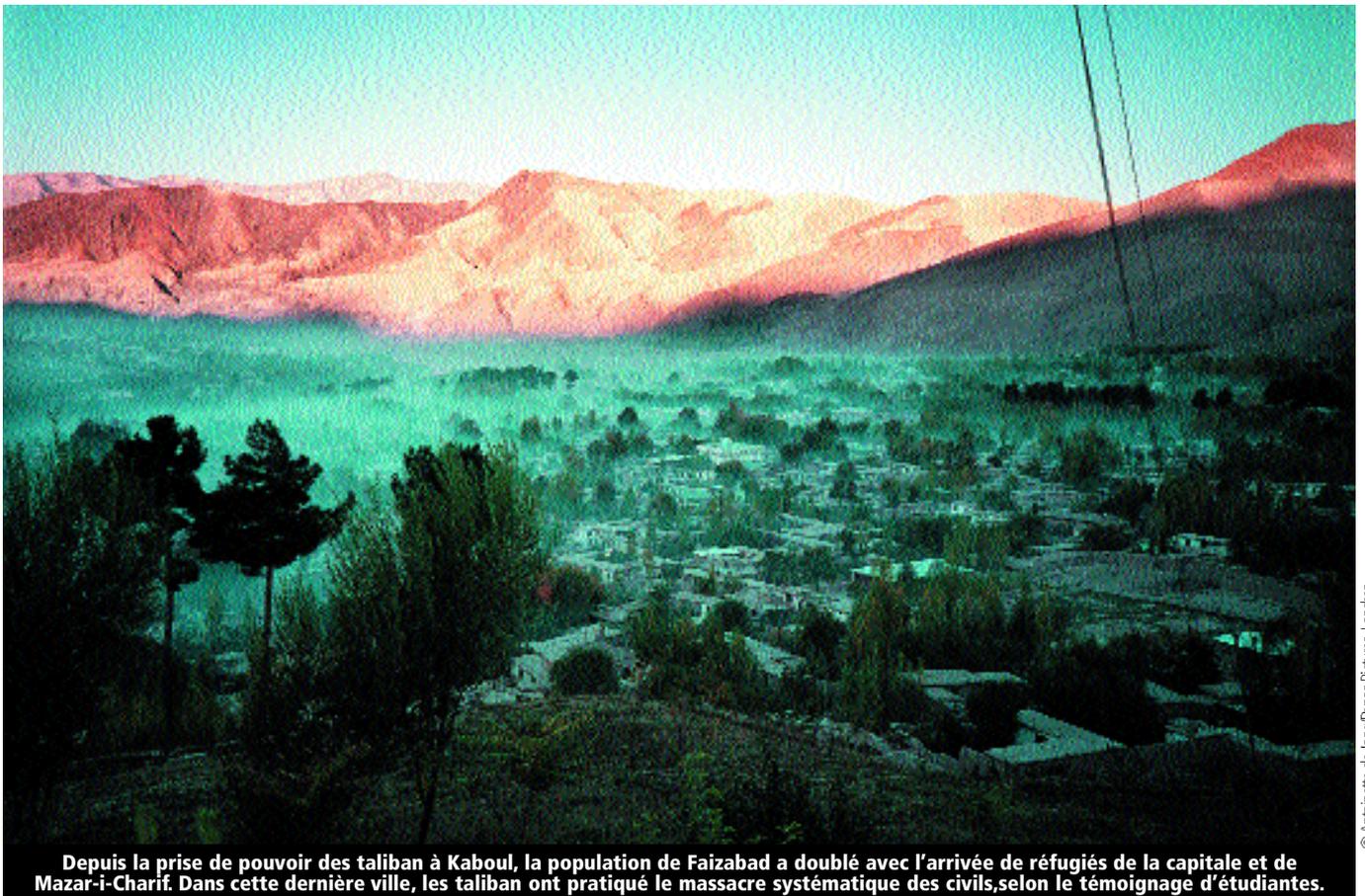


© Antoinette de Jongh/Anos Pictures, Londres

Depuis l'arrivée des taliban au pouvoir, l'image cinématographique ou photographique est strictement interdite. Des cassettes du Titanic, l'un des films les plus recherchés, circulent clandestinement malgré les risques encourus.



Selon Mari, la directrice adjointe de l'Institut pédagogique dont les locaux sont installés au premier étage de la faculté de médecine, le salaire mensuel des professeurs est de un dollar et demi. Il est, souvent, versé avec un retard de trois à six mois.



Depuis la prise de pouvoir des taliban à Kaboul, la population de Faizabad a doublé avec l'arrivée de réfugiés de la capitale et de Mazar-i-Charif. Dans cette dernière ville, les taliban ont pratiqué le massacre systématique des civils, selon le témoignage d'étudiantes.

© Arminette de Jong/Panos Pictures, Londres

# Ces femmes afghanes qui résistent

pourtant, à l'époque. Faire pression, écouter le commandant Massoud, qui redoutait tant le jour où les taliban viendraient porter l'incendie de la guerre jusque dans nos contrées. Ce jour est venu. Nous avons réagi, trop tard, quand la violence était la seule réponse possible. Et nous avons ajouté un nouveau fardeau sur les épaules déjà trop chargées de la femme afghane.

Maintenant, elle erre dans le bruit des armes, sous un ciel devenu fou. Je crois que nous pouvons désormais demander pardon aux Afghanes. Pourquoi dis-je «nous», alors que je suis moi-même née en Afghanistan et que je dirige une association humanitaire qui, depuis des années, fait tout son possible pour libérer les Afghanes? Parce qu'il y a deux sortes de femmes: celles qui sont condamnées à porter le *tchadri* – sans quoi elles sont condamnées à mort – et celles qui sont LIBRES de ne pas le porter.

Or, je fais partie de la deuxième catégorie. Et je le redis: nous n'avons pas fait assez. L'heure est venue. L'Afghanistan est au bord du précipice. Cette fois, si nous n'entendons pas l'appel de cette nation brillante et exténuée, il n'en restera plus rien. Le légendaire rire des Afghans s'éteindra. Et, sous les *tchadri*, couleront des larmes que personne ne verra.

Faisons nôtre le destin de ces gens que l'Histoire aveugle semble vouloir abolir, anéantir. Ne faisons pas de l'Afghanistan un pays inconsolable. ■



Pour plus d'information sur le sort fait aux femmes afghanes, se reporter aux numéros d'octobre 1998 et de mars 2001 du Courrier de l'UNESCO.

*\* Afghanistan libre est une association créée pour permettre aux Afghans des zones non occupées par les taliban de monter des projets pour amorcer une reconstruction du pays. Avec deux axes principaux: l'éducation et les micro-projets économiques. Cette association basée à Paris coordonne la construction, dans la vallée du Panjshir, d'un lycée pour 1000 filles, et a ouvert un centre d'alphabétisation et de formation pour 300 femmes qui suivront des cours le matin et travailleront l'après-midi.*



Avant de sortir, ces étudiantes se maquillent, se mettent du rouge à lèvres. Mais même ici, elles disparaissent sous le tchadri dès qu'elles vont dehors. Elles vivent dans l'inquiétude permanente de l'arrivée des taliban à Faizabad.

# Le littoral a besoin de tous

Le littoral est menacé par la pression des villes et du tourisme. Pour sauver ce qui peut encore l'être, il faut cesser de s'en remettre entièrement aux experts étrangers, et compter sur les compétences locales. Stephen B. Olsen\* explique pourquoi et comment.

PROPOS RECUEILLIS PAR LUCÍA IGLESIAS KUNTZ

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

**D**our la première fois, en 1992, le Sommet de la Terre (Rio de Janeiro) a posé la question de la protection du littoral au niveau international. Dix ans après, où en sommes-nous?

Nous avons considérablement progressé. En 10 ans, nous sommes passés de concepts un peu vagues à des réalisations pratiques. Par exemple, avec les programmes de Gestion littorale intégrée (GLI). En 2000, nous avons ainsi recensé plus de 300 initiatives de ce type, dans 95 pays, le plus souvent en voie de développement.

Nous avons également appris, après des expériences douloureuses, qu'il fallait se montrer réaliste: nous ne pourrions pas tout sauver. Il est indispensable de faire des choix. Car, malheureusement, à certains endroits de la planète, la pression humaine augmente à un point tel qu'elle ne permet plus à l'écosystème de se développer, ni même de se maintenir. Quiconque visite les régions les plus touristiques du littoral méditerranéen, en Italie, en Espagne ou en Tunisie, réalise combien peut coûter un développement mal conçu.

**Tourisme et protection du littoral seraient-ils incompatibles?**

C'est hélas l'impression que laissent de nombreuses régions méditerranéennes ou nord-américaines. Mais ailleurs, comme à Cuba ou au Costa Rica, on trouve parfois des exemples d'un développement touristique réussi. Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion de me pencher sur un projet de développement touristique dans les archipels de Sabana et de Camagüey, au nord de l'île principale. Les Cubains ont commencé par bâtir d'énormes hôtels, quasiment sur la plage. Pour y accéder, ils ont construit des *pedriplanes*, des routes qui traversent les lagunes, gênant la cir-

culcation des eaux et détruisant l'écosystème.

Au vu des résultats d'une étude à laquelle j'ai participé dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial<sup>1</sup>, ils ont complètement révisé leurs plans, modifiant aussi bien l'architecture que la densité et la localisation des infrastructures. Ils ont détruit les *pedriplanes* à grands frais, et les ont remplacés par des structures qui ne gênent plus la circulation des eaux. Aujourd'hui, les touristes sont là et les lagunes se sont régénérées.

**Une nouvelle conférence sur le climat devrait se tenir en 2002 en Afrique du Sud. Quelles sont les priorités pour le littoral?**

Le grand défi, selon moi, consiste à favoriser l'émergence de talents locaux, capables de changer les comportements, d'améliorer les modes de gestion. Le problème n'est ni technique, ni financier. On peut réaliser des choses très positives avec peu d'argent à condition qu'apparaissent une volonté et des compétences locales. On ne peut compter uniquement sur les experts dans mon genre. Les populations les plus démunies comprennent parfaitement quels sont leurs intérêts à long terme. Les problèmes sont le plus souvent le fait de gens venus d'ailleurs, qui cherchent à faire de l'argent le plus vite possible, sans penser à l'avenir.

**Près de la moitié de la population mondiale vit sur le littoral, et 12 des 15 villes les plus importantes du monde sont construites en bordure de mer. Quels problèmes cette énorme pression pose-t-elle?**

Toutes les atteintes au littoral sont liées à l'activité humaine. Le plus couramment, cela se traduit par des infrastructures touristiques ou aquacoles mal conçues. Ou



© William Campbell / Still Pictures, Londres

Mesure de la progression des

encore, par des phénomènes de surpêche ou de «pêche nocive», comme la pêche à la dynamite. Ces activités humaines détruisent des habitats dont l'existence est fondamentale pour la reproduction des poissons, des crustacés et des mollusques. Quand on sait que la biodiversité d'un récif corallien est aussi riche que celle d'une forêt tropicale, on comprend qu'il est urgent d'arrêter le massacre.

**En quoi consistent les programmes de gestion intégrée des zones côtières?**

Nous partons du principe qu'il est

plus rentable d'éviter les destructions que d'essayer de réparer les dégâts, même si ce genre de démarche est nettement moins visible. Nous avons aujourd'hui suffisamment d'expérience pour éviter de reproduire certaines erreurs. D'abord, si nous voulons assurer des modes de développement et de conservation durables, nous devons améliorer les mécanismes de gestion. Il ne s'agit

démarche participative, car si les spécialistes travaillent dans leur coin, ils n'arriveront à rien.

**Pouvez-vous nous citer des exemples de bonne gestion du littoral?**

La baie de Chesapeake, le plus grand et le plus industrialisé des estuaires aux États-Unis; la mer des Wadden, que se partagent l'Allemagne, le Danemark et

développement, quantité de projets pilotes de gestion du littoral, s'étalant sur quatre à six ans. Mais il est vrai que les programmes à grande échelle et à long terme y sont bien plus rares. On peut cependant citer le Programme de protection du littoral, au Sri Lanka, prévu sur 30 ans et déjà bien entamé. La clé de sa réussite tient au fait que les Sri Lankais ont refusé de traiter tous les problèmes à la fois. Ils ont identifié deux priorités: l'érosion côtière et la mauvaise localisation des infrastructures. Et les deux causes principales d'érosion étaient d'origine humaine: l'extraction du sable des rivières (ce même sable qui alimente les plages) et la destruction des récifs de corail pour en extraire la chaux.

Le sable était utilisé pour produire du ciment; la chaux pour diminuer l'acidité des sols agricoles. Ces deux activités minières créaient beaucoup d'emplois. Elles avaient une excellente rentabilité. Politiquement, il n'a pas été facile de les mettre sous tutelle, dans un pays aussi pauvre, ravagé par la guerre civile. Cependant, les succès ont été patents. Ces deux activités sont aujourd'hui réglementées et, plus important, la construction de nouvelles infrastructures (routes, hôtels, etc.) a été déplacée hors des zones protégées.

Les pays en développement vont devoir passer d'une multitude de micro-projets (dans l'île de Mafia en Tanzanie, dans le golfe de Fonseca au Honduras...) à des programmes conçus à plus grande échelle. C'est le défi majeur qui les attend. ■

*\* Directeur du Centre des ressources littorales de l'Université de Rhode Island (Etats-Unis).*

1. *Le Fonds pour l'environnement mondial a été lancé en 1991 pour protéger l'environnement et promouvoir le développement durable dans le monde. Il réunit 166 gouvernements, les principales institutions de développement, la communauté scientifique, un large éventail d'ONG et le secteur privé.*



La Commission océanographique de l'UNESCO organisera à Paris, du 3 au 7 décembre, une conférence intitulée «Océans et côtes, dix ans après Rio». <http://ioc.unesco.org/iocweb/>.  
Centre des ressources littorales (CRC): <http://www.crc.uri.edu>



**spartines (graminées des vasières littorales) en baie de San Diego (Etats-Unis).**

pas non plus de tout miser sur les gouvernements. D'autres groupes aux intérêts souvent divergents — comme le secteur privé (touristique et industriel), les pêcheurs, la population locale, les ONG — doivent être associés au processus. Ensuite, il faut définir ce que nous appelons dans notre jargon un zonage: distinguer ce qu'il faut développer de ce qu'il faut préserver. Aussi surprenant que cela puisse paraître, dans la grande majorité des cas, les intérêts des uns et des autres finissent par se concilier. Mais j'insiste sur un point: il faut adopter une

les Pays-Bas; ou encore l'estuaire de la Tamise, en Angleterre. Ici même, dans l'Etat de Rhode Island, le centre que je dirige travaille sur la réhabilitation d'un port industriel abandonné, dont l'eau est de très mauvaise qualité. On peut citer également la lagune de Venise, un cas très complexe où nous obtenons certains résultats.

Il semblerait que seuls les pays riches puissent se permettre de protéger leurs côtes...

C'est faux. Il existe, dans les pays en

LE LITTORAL A BESOIN DE TOUS

# Les irréductibles de Xcalak

Les 400 habitants d'un petit paradis, au Mexique, ont obtenu la création d'un parc national. Maintenant, ils doivent faire face à un gigantesque projet de développement touristique...

GERARDO TENA

JOURNALISTE MEXICAIN.

**A**u sud de la presqu'île du Yucatan (Mexique), à la frontière du Belize, la nature est encore préservée. Face au village de Xcalak, la mer des Caraïbes abrite la deuxième plus grande barrière corallienne du monde: le récif méso-américain. Une grande diversité d'espèces peuple ces eaux, y compris des tortues et des lamantins. Sur le littoral, les colonies de singes, les jaguars et les crocodiles se partagent la lagune et la forêt. Cent cin-

voies nouvelles, avec le concours d'experts. Le 5 juin 2000, grâce à l'appui de l'Université de Quintana Roo et du Centre des ressources littorales de Rhode Island (CRC, voir pp. 10-11), ils ont obtenu du gouvernement fédéral mexicain la création d'un parc national maritime dont la gestion leur a été confiée.

Pour protéger l'écosystème et concilier les intérêts de tous, le territoire est depuis divisé en six zones, affectée

Ka'an, une association régionale qui participe à plusieurs projets de défense de l'environnement. La Route de la côte maya et ses 14 000 nouvelles chambres d'hôtel favorisera l'introduction d'un tourisme de masse, comme à Cancun, qui reçoit plus de deux millions de visiteurs par an, à 300 kilomètres au nord de Xcalak.

«Il serait irréaliste de se tenir en marge d'un tel projet, tempère toutefois Marco Lazcano. La seule route d'accès à Xcalak a été dévastée par l'ouragan Mitch, en 1988. Il n'y circule plus qu'un seul autobus par jour.» Le village n'est pas non plus raccordé au réseau électrique, bien que cela soit envisagé pour les mois qui viennent. «Pour autant, les habitants ne veulent pas voir pousser des pyramides d'acier et de béton sur leurs plages. Ils veulent garder leurs maisons de bois et leurs rues de sable. Ils demandent donc à participer aux décisions concernant la Route maya, afin de peser en faveur d'un développement équilibré», ajoute le biologiste.

«Les habitants installés plus à l'intérieur des terres, poursuit-il, veulent eux aussi bénéficier du développement. Ils travaillent pour y arriver sans pour autant renoncer à la pêche, qui reste une de leurs ressources majeures et définit leur identité. Ils se préoccupent donc de la protection de l'écosystème. S'ils veulent que leur communauté continue à vivre, face au raz-de-marée touristique et aux projets des investisseurs, ils savent qu'ils doivent s'organiser.»

Xcalak possède deux modestes hôtels d'une capacité de 12 et de 30 lits. Cinq autres sont déjà prévus à proximité. Et plusieurs des habitants du village ont commencé à apprendre l'anglais et à suivre des formations pour l'accueil des touristes. Pourtant, malgré cette bonne volonté, Xcalak n'est pas prête à tout accepter. ■

© Centre des ressources littorales de Rhode Island, États-Unis



Plan de Xcalak montrant la zone maritime protégée.

quante-cinq espèces d'oiseaux ont été identifiées sur ce territoire de 17 000 hectares!

Si la première activité des 400 habitants de Xcalak reste la pêche, une nouvelle source de revenus commence à prendre de l'importance: le tourisme. Il y a cinq ans de cela, les habitants de Xcalak en sont arrivés à la conclusion que le développement de la pêche de loisir et d'autres activités touristiques, encadrées par des guides souvent irresponsables, risquait à très court terme d'appauvrir leurs ressources et d'endommager l'écosystème. Ce constat les a amenés à explorer des

chacune a une activité encadrée par une réglementation propre. Pêche commerciale, pêche sportive, tourisme, occupent chacun une zone. Une quatrième est attribuée à la reproduction des espèces sous-marines, une cinquième à la conservation de la flore et de la faune. Sur une sixième, enfin, la pêche est interdite en hiver.

La réalisation de ce plan n'a pas mis fin à tous les soucis. «Un projet gouvernemental, la Route de la côte maya, envisage d'insérer Xcalak dans un vaste corridor touristique», explique Marco Lazcano, biologiste et directeur des Amis de Sian



Amigos de Sian Ka'an, BP 770, Cancun. Quintana Roo, 77500. Mexique.

# Les manuels d'Histoire chassent le préjugé

Les bouleversements géopolitiques des dix dernières années ont conduit de nombreux pays à réviser leurs manuels d'Histoire. L'entreprise ne va pas sans difficultés. Falk Pingel\* explique comment les surmonter.

PROPOS RECUEILLIS PAR SHIRAZ SIDHVA

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

Entre la vérité historique et la distorsion des faits à des fins politiques ou autres, la frontière est parfois difficile à tracer. Comment les historiens chargés de réviser les manuels scolaires procèdent-ils ?

Pour éviter que les livres d'Histoire ne perpétuent les préjugés, il faut procéder à une analyse minutieuse. Nous utilisons plusieurs critères pour évaluer l'exactitude d'un fait historique. Avant tout, il est indispensable que des points de vue différents soient mentionnés. A défaut, on glisse vers une interprétation partisane. C'est un travers qu'on retrouve souvent dans le traitement des questions religieuses ou la présentation des pays dits sous-développés. On est parfois très loin de la vision que les individus concernés

ont de leur propre culture et de leur religion. En Europe, on se heurte aussi parfois à des interprétations tendancieuses des deux guerres mondiales, notamment en ce qui concerne les frontières, les minorités nationales ou les victimes de persécutions.

Comment prévenir ces distorsions ?

L'Institut pour la recherche internationale sur les manuels scolaires a élaboré, avec l'UNESCO, une guide pour l'analyse et la révision des manuels scolaires. L'examen de la structure profonde d'un texte permet de voir s'il respecte la diversité culturelle ou s'il diffuse des stéréotypes ethniques.

Le choix des auteurs est-il déterminant ?

En Europe occidentale et aux États-Unis, un livre est rédigé par une équipe de trois spécialistes, au moins. Le marché des manuels est libre et les écoles ont le choix. En principe, ce système garantit l'expression de points de vue différents. Mais dans d'autres régions (notamment en Europe de l'Est et du Sud-Est, en Afrique et en Asie), les manuels sont souvent rédigés par un auteur unique, auquel l'État impose une ligne directrice étroite.

Ce problème est-il plus sensible dans certains pays ?

Oui, dans l'ex-Union soviétique, bien qu'en dix ans, les choses se soient améliorées. Nous avons organisé des sémi- ▶

\* Directeur adjoint de l'Institut Georg-Eckert pour la recherche internationale sur les manuels scolaires (Allemagne), auteur du guide de l'UNESCO pour l'analyse et la révision des manuels scolaires (1999).

## JAPON : DES MANUELS AMBIGUS

C'est dans le bâtiment sans grâce du Mombusho, le ministère de l'Éducation à Tokyo, que siège le comité d'experts chargé de réviser périodiquement (en général tous les deux ans) le contenu des manuels d'Histoire. Les corrections naissent soit sur de nouvelles données – découvertes archéologiques, révélations décisives –, soit d'aspects pédagogiques liés à l'évolution des programmes. Cette tâche de routine a engendré, cette année, une polémique internationale.

Neuf manuels d'Histoire pour les classes secondaires avaient été approuvés après révision. Tous ont dû être corrigés. L'un d'entre eux, celui de la maison d'édition Fusosha, liée au groupe de presse conservateur Fuji-Sankei, a même subi plus de 200 modifications.

Mais l'Histoire, au Japon, a toujours mal à la mémoire: malgré les corrections requises, ce manuel, rédigé par une association de professeurs nationalistes, continue de passer sous silence la tragédie des «femmes de réconfort», ces anciennes esclaves sexuelles de l'armée impériale, coréennes pour la plupart. Et d'affirmer que les 300 000 morts du massacre de Nankin, en Chine, en 1937, «ne sont pas prouvés». Les huit autres manuels, bien moins contestés, reconnaissent pourtant à la guerre du Pacifique, malgré ses horreurs, le mérite d'avoir mis fin au colonialisme occidental en Asie.

Les élèves nippons grandissent donc avec une vision tronquée de

l'Histoire. Il reste que le nouveau manuel très controversé de Fusosha a été massivement rejeté par les milieux enseignants du secteur public et qu'aucune des préfectures japonaises (chacune choisit un manuel) n'a opté pour ce titre.

Que faire en revanche contre les mangas (bandes dessinées) révisionnistes, qui atteignent des tirages record? Le dessinateur polémiste Yoshinori Kobayashi a vendu plusieurs millions d'exemplaires de *Senso Ron* (De la guerre), un récit en images qui glorifie les héros de la Seconde Guerre mondiale. L'association d'enseignants révisionnistes Tsukuru Kai s'est empressée de lui demander d'illustrer ses futurs ouvrages.

Plus préoccupant: les adolescents japonais, déboussolés par la crise actuelle, avouent – dans les sondages – «aimer» les livres où sont vantés, sans mention des atrocités commises, le code de l'honneur et les vertus nipponnes d'ordre et de discipline de l'époque impériale.

«Le Japon n'a toujours pas fait le ménage dans son passé», déplore Aruki Wada, de l'Université de Tokyo. ■

Richard Werly, journaliste au Japon

## K.N.PANIKKAR\*: EN INDE, LE PASSÉ RECOMPOSÉ

Depuis son accession au pouvoir, il y a trois ans, le BJP (Bharatiya Janata Party, droite nationaliste) s'efforce d'imposer un nouveau programme d'Histoire. Il ne s'agit pas d'y introduire des approches novatrices de la discipline. Non, le gouvernement veut remanier le passé, dans un sens favorable à la tradition religieuse hindouiste. Pour cela, il réforme les structures scolaires, entreprend la réécriture des programmes et des manuels et renouvelle les cadres de l'Éducation nationale.

Le BJP contrôle le ministère du Développement des Ressources humaines (qui englobe l'Éducation) et le Conseil national pour la recherche pédagogique et la formation, qui conçoit la plupart des manuels scolaires. Dans ces administrations, comme dans d'autres organismes publics – le Conseil indien de la recherche historique, par exemple – les libertés académiques sont menacées: des historiens renommés sont remplacés par des fonctionnaires ou par des universitaires complaisants.

La révision de l'Histoire indienne s'inscrit dans une remise en cause plus vaste de l'orientation laïque des politiques pédagogiques et culturelles, qui prévaut depuis l'indépendance. L'hindouisme doit redéfinir l'identité de la nation. Le BJP veut ainsi légitimer son nationalisme culturel. Et flatter l'orgueil national en réinterprétant l'Histoire à travers des stéréotypes religieux. Tensions sociales, luttes politiques, différences culturelles, aucune dimension du passé n'y échappe. Les réalisations majeures de l'Antiquité sont mises au crédit du seul hindouisme – et grossièrement exagérées.

L'humanité et toutes les grandes découvertes scientifiques, du travail du bronze à l'imprimerie et à l'aéronautique, seraient nées dans l'Inde du Nord, patrie originelle des Aryens. Contre l'avis général des spécialistes qui la situent vers 1500 avant J.-C., la rédaction du Rig Veda (un traité religieux) est repoussée jusqu'à 5000 avant J.-C., de façon à associer les Aryens à la civilisation de l'Indus, alors en plein essor à Harappa et à Mohenjo-Daro, dans l'actuel Pakistan.

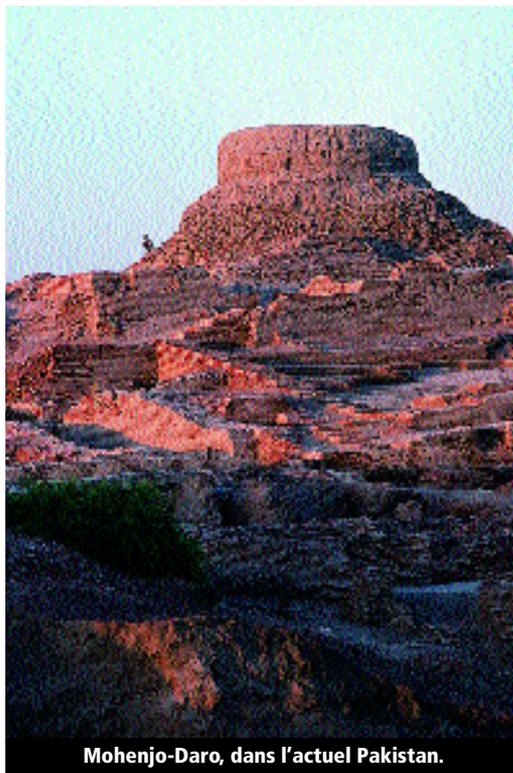
Les distorsions ne se limitent pas au passé lointain. L'Histoire du mouve-

ment national a été déformée pour glorifier les organisations les plus ouvertement hindouistes et leurs dirigeants, même s'ils ont collaboré avec le pouvoir colonial. Dans cette perspective, toutes les populations qui ont immigré en Inde et leurs descendants, sont perçus comme des étrangers ou des ennemis. Pourtant, au cours des deux derniers millénaires, le peuplement de l'Inde a résulté de la rencontre de toute une série de groupes – ethniques et linguistiques –, ce qui rend à peu près impossible l'identification d'«éléments extérieurs».

Les menées du BJP se heurtent à une forte résistance de la part des universitaires et des historiens. Par tous les moyens, ils s'opposent à l'introduction progressive des nouveaux manuels et cherchent à maintenir une longue tradition d'histoire scientifique en Inde. ■

NDLR: récemment, le gouvernement a défendu son Plan d'orientation nationale des programmes, qui demande la révision des manuels d'Histoire. Le ministre de l'Éducation, Murli Manohar Joshi, a nié l'introduction de « préjugés religieux » dans ces manuels. Il a soutenu, au cours d'un débat parlementaire, que son gouvernement avait préparé les nouveaux programmes en respectant le jeu démocratique et après de nombreuses consultations.

\* Vice-Chancelier de l'Université du Kerala. Cet historien éminent a participé à la rédaction de *Towards Freedom*, un traité en deux volumes sur l'Histoire moderne de l'Inde.



Mohenjo-Daro, dans l'actuel Pakistan.

Le Conseil indien de la recherche historique a brutalement retiré son soutien à ce projet, qu'il finançait depuis 1972.

naires avec des auteurs de manuels des pays d'Europe de l'Est, pour les initier à de nouvelles méthodes rédactionnelles et à une approche pluraliste. Aborder les guerres dans les Balkans ou l'éclatement de la Yougoslavie reste très épineux car le traumatisme est trop proche.

Quel type de distorsion historique vous semble le plus grave?

La tendance à fabriquer une continuité historique, en faveur d'une culture, d'une nation ou d'un Etat pour prouver sa supériorité. Certains pays européens font remonter la naissance de leur nation

au IX<sup>e</sup> ou au X<sup>e</sup> siècle, alors que l'État-nation existe depuis 200 ans.

Comment éviter ces manipulations?

Par le débat. La plupart des États s'attribuent des origines antiques ou médiévales, époques où les relations de dépendances sociales et religieuses primaient largement les appartenances ethniques ou «nationales». Les termes «peuple» ou «nation» n'avaient pas la même signification qu'aujourd'hui. Les auteurs de manuels ont souvent tendance à privilégier la place de leur propre nation, au détriment des autres, dont ils déprécient

les droits «historiques». Nous leur disons: ne déshumanisez pas ce qui est différent de vous.

Au cours des 20 dernières années, l'historiographie du nazisme a beaucoup progressé en Allemagne. Le passage du temps contribue-t-il à rendre les manuels plus fidèles à la vérité?

Sans aucun doute. Il est beaucoup plus difficile d'avoir des manuels fiables dans les pays en conflit. Les livres d'Histoire récents publiés sous l'égide de l'Autorité palestinienne ne traitent pas de la dimension actuelle du conflit israélo-palestinien. En Israël, où il existe un mar-

LES MANUELS D'HISTOIRE CHASSENT LE PRÉJUGÉ

# Allemagne: deux Histoires réunifiées

Après cinq années de tension, l'enseignement de l'Histoire dans l'Allemagne unifiée a fini par tenir compte de la vie quotidienne et des mouvements dissidents dans l'ancienne RDA.

**THOMAS SCHNEE**

JOURNALISTE À BERLIN.

Le choc de l'unification a atteint les établissements scolaires des nouveaux Länder de l'Est à la rentrée scolaire 1991. L'Allemagne était réunifiée. Pas ses programmes scolaires. C'est donc l'enseignement ouest-allemand qui s'est imposé. En Histoire, les manuels de l'Est ont tout de suite été interdits parce qu'ils traduisaient, fidèlement, la vision idéologique d'un régime déchu. «*Les éditeurs en ont rapidement publié de nouveaux. Mais ce n'étaient que des rééditions d'ouvrages élaborés à l'Ouest, dans les années 80, augmentés d'un chapitre sur la réunification. Cela ne correspondait pas du tout à la vision que les Allemands de l'Est avaient de leur propre Histoire. On y insistait sur le système répressif du régime communiste ou encore sur l'intégration de la RDA au système soviétique. La réunification était présentée sous un jour positif, sans évoquer les espoirs déçus à l'Est*», rappelle Falk Pingel, directeur de l'Institut Georg-Eckert pour l'étude internationale des manuels scolaires.

## La vie quotidienne en RDA

En l'espace d'un an, les enseignants ont dû se mettre à l'enseignement d'une tout autre Histoire: «*beaucoup n'ont pas su expliquer à leurs élèves pourquoi la vérité d'hier n'était plus celle d'aujourd'hui*», note Andréa Schwärmer, qui a lui-même enseigné l'Histoire dans le Land de Thuringe. *Ceux-là ont perdu toute crédibilité et ont dû se résigner à quitter l'enseignement*».

Au milieu des années 1990, les ministères de l'Éducation des Länder de l'Est qui, fédéralisme oblige, pilotaient l'élaboration des programmes, ont commencé à rectifier le tir. «*De nombreux professeurs est-allemands nous ont demandé de rédiger un manuel d'Histoire moins partial. Les nouveaux ouvrages ont commencé à paraître dès 1995*», explique Walther Funken, directeur de Volk und Wissen, à Berlin, le plus gros éditeur de manuels scolaires dans les nouveaux Länder. Volk und Wissen, autrefois émanation du régime

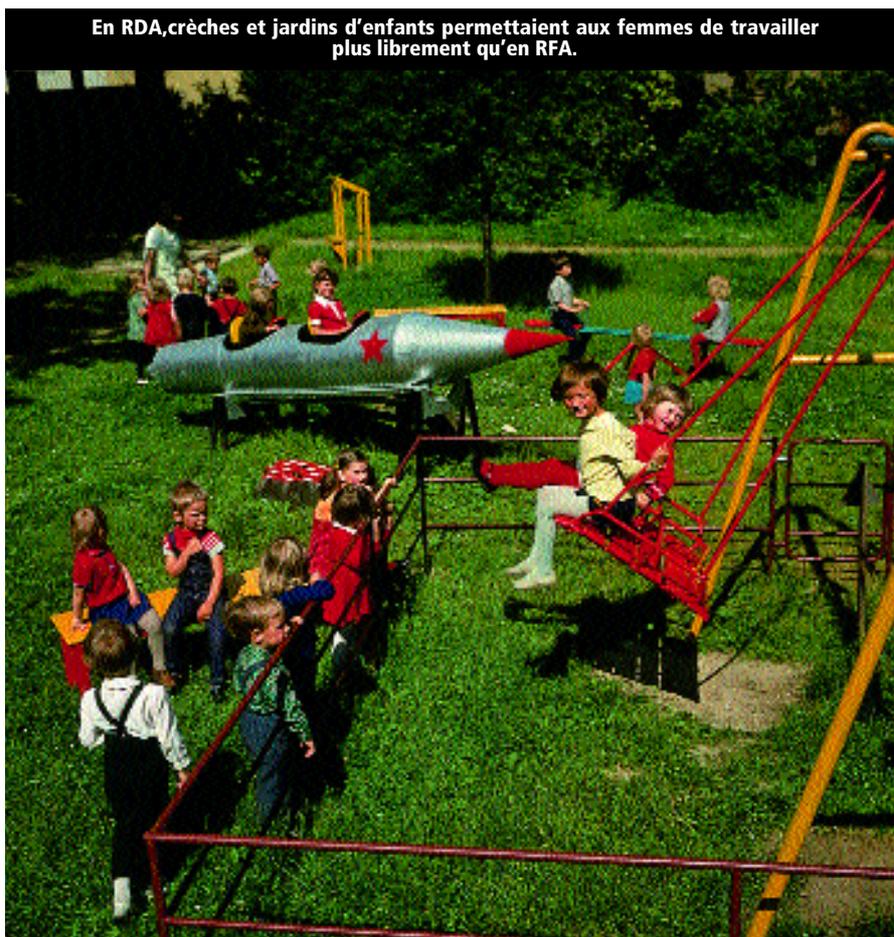
est-allemand, a été racheté en 1994 par l'éditeur ouest-allemand Cornelsen. Désormais, ses auteurs sont originaires des deux parties de l'Allemagne. «*Il n'était pas question de rédiger un manuel d'Histoire pour nostalgiques de la RDA, poursuit Walther Funken, mais de présenter, de manière plus nuancée qu'auparavant, toutes les facettes de la société est-allemande au travers de biographies individuelles. Nous consacrons, par exemple, un chapitre à la comparaison du rôle de la femme dans les sociétés est- et ouest-allemande, rappelant la forte présence féminine dans le monde du travail, en RDA, ou encore, les raisons politiques et historiques qui tendent à confiner les femmes de l'Ouest à la maison*».

L'an dernier, le Land de Brandebourg a officiellement révisé ses programmes d'Histoire pour la première fois depuis 1991. La place accordée à certains thèmes comme la vie quotidienne en RDA, la période nazie et l'Holocauste, la comparaison entre stalinisme et nazisme, ou encore le rôle des mouvements citoyens

dans la chute du régime est-allemand, a été largement accrue. «*En RDA, rappelle Falk Pingel, le national-socialisme était présenté comme une perversion du système capitaliste. On ne le comparait évidemment pas au régime stalinien et l'on parlait très peu du système concentrationnaire et de ses victimes. De même, l'existence de mouvements dissidents était passée sous silence*».

Toujours selon Falk Pingel, la grande majorité des historiens allemands s'accordent aujourd'hui sur une interprétation commune de l'Histoire de la RDA. Et tenant compte du fait que les nouvelles générations n'ont pas vécu l'Histoire qu'on leur enseigne, «*les manuels présentent la naissance des mouvements citoyens de 1989 ou la manière dont la jeunesse est-allemande a vécu la réunification au travers de sources et de témoignages variés. Cet enseignement ouvert ne présente pas une vérité mais plusieurs points de vue. Il cherche à provoquer un débat dans les classes*». ■

En RDA, crèches et jardins d'enfants permettaient aux femmes de travailler plus librement qu'en RFA.



# POUVOIR

# Chercheur

## Sommaire

### 1 / L'enjeu de l'argent

- 18 OPA sur l'université  
James L. Turk
- 21 Novartis sème la discorde  
Vicky Elliott
- 23 Les revues corrigées  
Jeffrey Drazen
- 24 Des barbelés sur le terrain  
de la recherche  
René Lefort
- 26 Trop pauvres pour être libres  
Ebrima Sall

### 2 / L'emprise des pouvoirs

- 29 Le parcours du combattant d'un  
chercheur afghan  
Donald Macleod
- 30 Dans l'œil du cyclone  
Sam Zia-Zarifi
- 32 Taisez-vous, Ibrahim!  
Steve Negus
- 33 Le piège de la nostalgie  
Nick Holdsworth
- 35 «L'université doit s'engager»  
Propos recueillis par Cynthia Guttman

**D**epuis la naissance des premières universités, voilà huit siècles, les intellectuels ont défendu leur droit à enrichir et critiquer le savoir sans subir de contraintes extérieures. Ce droit précieux – les libertés académiques – est, aujourd'hui encore, remis en cause sur plusieurs fronts. Touchées, comme toutes les institutions publiques, par les restrictions budgétaires, les universités cherchent des financements auprès des entreprises. Parfois fructueux (pp. 21-22), les accords qui en résultent favorisent, le plus souvent, les résultats à court terme, au détriment des sciences humaines et de la recherche fondamentale. La récente initiative prise par les grandes revues médicales pour garantir l'indépendance des universitaires chargés d'examiner les articles avant publication, est significative de ce conflit d'intérêts (p. 23). Par le même mouvement, les règles toujours plus strictes protégeant la propriété intellectuelle, freinent l'accès au savoir, que la révolution de l'information devait faciliter (pp. 24-25). En Afrique, des chercheurs marginalisés par les difficultés économiques vendent leurs compétences au plus offrant pour survivre. Dans d'autres régions du monde, les intellectuels sont inquiétés au nom d'orthodoxies religieuses ou ethniques (pp. 30-31). Le professeur afghan Abdul Lazard (p. 29) n'a pas eu d'autre choix que l'exil. Ailleurs, des chercheurs croupissent en prison (p. 32) ou rencontrent une hostilité plus diffuse. Ainsi, les historiens russes se heurtent aux réticences du pays à se confronter aux aspects les plus sombres de l'ère soviétique (pp. 33-34). Les libertés académiques servent à briser la loi du silence. Elles doivent aussi pousser les universitaires à s'attaquer aux problèmes cruciaux de notre monde (p. 35).

Dossier conçu et coordonné par Cynthia Guttman, journaliste au Courrier de l'UNESCO.



# ET ARGENT

# 'S sous pression

O P I N I O N

## QUE REVIENNENT LES **FOUS** DU **ROI!**

GILLIAN EVANS

ASSISTANT DETHÉOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, CHARGÉ DU SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES AU COUNCIL FOR ACADEMIC FREEDOM AND ACADEMIC STANDARDS.

L'idée qu'il y ait un mérite à questionner, en débat public, les dogmes de la société n'est apparue qu'aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, comme une conséquence des guerres de religion. Peu à peu, un accord tacite s'est instauré entre l'Etat et les universités, reconnaissant à ces dernières, pour l'intérêt général, le droit à la liberté d'expression.

Aujourd'hui, les gouvernements – et dans une certaine mesure les rectorats des universités – ont oublié les raisons qui les amenaient à protéger une institution qui, tel le fou du roi, soulève des questions dérangeantes. Les universités, jadis établissements d'enseignement supérieur, sont de plus en plus considérées comme des centres de formation. On attend d'elles qu'elles produisent des ouvriers qualifiés – et non des érudits à l'esprit critique –, dans une société où le programmeur est plus prisé que le philosophe.

Les pressions visant à réduire les dépenses publiques et l'accroissement du nombre des étudiants ont jeté les universités dans les bras du commerce. La quête incessante de financements leur prend un temps considérable et s'avère inefficace. De

plus, grâce à leur «image de marque», certaines attirent plus que d'autres les capitaux privés. Mais lorsqu'un «partenariat» s'instaure, les avocats des grandes entreprises se montrent bien plus futés que les représentants des universités pour défendre les intérêts de leurs clients. L'entreprise offrira un bâtiment neuf, des équipements, des salaires attractifs. En échange, elle pourra orienter la recherche, voire imposer une nouvelle organisation du personnel enseignant.

Autrefois, les chaires universitaires offraient aux scientifiques la sécurité nécessaire pour leur permettre d'explorer les voies nouvelles qui se découvraient à eux, à l'occasion de leurs travaux. Mais la recherche financée par le privé poursuit des objectifs précis et n'autorise aucune digression. Son but premier est la production de biens commercialisables au détriment de la recherche fondamentale. Le sponsor peut aussi s'accaparer la propriété intellectuelle et contrôler le droit de publier les résultats des travaux. Il peut interdire au chercheur de partager ses résultats lors de conférences internatio-

nales et peut même interrompre ses travaux, s'il n'approuve pas leur évolution.

Jadis, on attendait des scientifiques qu'ils soient universels dans l'objet de leurs recherches et la portée de leurs échanges. Ils se rencontraient lors de conférences internationales et livraient leurs articles au jugement de chacun. Des voix indépendantes et respectées pouvaient exprimer leur désaccord avec l'objet de recherches financées par le gouvernement ou l'industrie. A présent, les entreprises achètent les compétences, coupant court aux points de vue contradictoires.

Quelques mauvais coucheurs commencent à réagir. Pourtant, même l'American National Academy of Sciences estime qu'il est difficile de trouver des personnalités suffisamment éminentes et intègres pour former des organes de contrôle qui demanderaient des comptes à ceux qui manipulent les données, s'approprient les idées ou déforment les conclusions. Nous avons besoin de «chiens de garde» désireux de faire entendre leur voix jusqu'à ce que renaisse la liberté académique, pour la protection des libertés tout court. ■

# 1. L'ENJEU DE L'ARGENT

## OPA sur l'université

Le rempart des libertés académiques tiendra-t-il face aux incursions des entreprises? Diverses affaires de financement obscur

ou de pressions sur les chercheurs nourrissent les inquiétudes.

JAMES L. TURK

DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTS D'UNIVERSITÉ, DIRECTEUR DE PUBLICATION  
DULVRE THE CORPORATE CAMPUS: COMMERCIALIZATION AND THE DANGERS TO CANADA'S COLLEGES AND UNIVERSITIES, TORONTO, JAMES LORIMER & CO, 1999.

**L**e rôle de l'université dans la société démocratique est menacé. Aucune autre institution n'a de mission équivalente: la recherche sans entrave de la vérité et du savoir et leur diffusion auprès du public. Elle sert l'intérêt général en se vouant à l'analyse informée et à la connaissance critique et en maintenant une conception intransigeante de l'intégrité intellectuelle.

La remise en cause des idées reçues, qu'elle résulte de l'enseignement, de la recherche ou d'autres services auprès du public, menace les pouvoirs établis, intéressés au maintien du *statu quo*. A toutes les époques, des universitaires qui prenaient leur mission au sérieux se sont heurtés aux institutions religieuses, aux gouvernements ou aux puissances économiques.

L'implication croissante des entreprises dans la vie universitaire constitue aujourd'hui la principale source d'inquiétude. Les réductions budgétaires du secteur public ont amené les universités à chercher des ressources privées et à accepter des formes de collaboration jusqu'ici impensables. La notion même de philanthropie a changé. Aujourd'hui, les donateurs attendent une contrepartie.

Jusqu'ici, les débats les plus houleux ont eu pour cible les accords commerciaux qui transforment les universités en supports publicitaires ou octroient à certains fournisseurs – de boissons fraîches, par exemple – une présence exclusive sur les campus. Si les protestations étudiantes contre ces pratiques sont légitimes, un autre type de relations fait peser une menace plus grave sur l'autonomie universitaire et

## COMMENT SONT NÉES LES LIBERTÉS ACADÉMIQUES

**L**es universités en tant que communautés autonomes de maîtres et d'étudiants sont une création de l'Occident médiéval. Les premières sont apparues vers 1200, à Bologne et à Paris. D'autres ont rapidement suivi, à Oxford, Cambridge, Montpellier, Toulouse, Padoue, Salamanque. A la fin du xv<sup>e</sup> siècle, il en existait plus de 60. Les hommes qui formèrent ces universités – le philosophe Siger de Brabant, le théologien Thomas d'Aquin, le médecin Arnaud de Villeneuve – se réunirent, souvent, avec très peu de moyens, pour se consacrer à l'étude de diverses disciplines (philosophie, médecine, droit, théologie). Aussitôt, ils luttèrent pour obtenir leur autonomie, c'est-à-dire pour le droit d'organiser l'enseignement à leur guise, d'accueillir qui ils voulaient dans les écoles, de conférer librement les diplômes, de coopérer les professeurs.

En un temps où le droit, fragmenté en multiples coutumes, protégeait avant tout les gens du lieu, les universités qui attiraient des maîtres et des étudiants d'origine lointaine, facilement en butte à la méfiance des autorités et de la population locales, avaient besoin d'une protection particulière.

Pour autant, l'autonomie, une fois acquise, ne signifiait pas l'indépendance totale. Elle devait être garantie par une autorité supérieure sous la forme de privilèges écrits. L'Eglise ayant imposé depuis longtemps son contrôle à toute forme d'enseignement, ce fut le pape qui octroya les premiers privilèges universitaires contre ceux qui, sur place, supervisaient traditionnellement les écoles: l'évêque, la commune, les agents locaux du prince (dans la mesure où les pouvoirs politiques intervinrent aussi très tôt).

L'expression *libertas scolastica* apparaît, à Paris, dès 1231. Ces libertés universitaires recouvraient dans une certaine mesure ce que nous appellerions aujourd'hui la liberté d'enseignement, celle-ci restant cependant toujours soumise à un strict contrôle d'orthodoxie de la part de l'Eglise. Mais elles désignaient surtout le droit de vivre et de travailler en paix, en échappant

aux impôts urbains, aux réquisitions militaires et, plus encore, aux tribunaux locaux, à leurs sergents et à leurs prisons.

Les libertés universitaires empruntèrent beaucoup aux libertés ecclésiastiques: étudiants et maîtres, qu'ils fussent, ou non, hommes d'Eglise, furent assimilés à des clercs relevant de la seule justice ecclésiastique, réputée plus équitable. Mais ils échappèrent aussi largement à la justice ecclésiastique locale, n'étant justiciables que devant leur propre institution – les professeurs et le recteur, chef élu de l'université – ou devant le pape ou ses délégués.

Les libertés académiques marquèrent donc l'émergence d'un droit propre, qui ménageait aux maîtres et aux étudiants une place à part dans la société. Ce droit était le même, à travers l'Occident, pour tous ceux qui appartenaient à ces institutions supranationales que furent, par essence, les premières universités.

A la fin du Moyen Age, l'affirmation des Etats nationaux obligea les libertés académiques à s'inscrire dans ce nouveau cadre politique, comme de simples pratiques dérogatoires au droit commun et toujours sujettes à révision. Vestige vénérable de l'antique indépendance et privilège octroyé par le prince, elles eurent donc désormais un statut ambigu. ■

Jacques Verger, professeur d'Histoire du Moyen Age à l'Université de Paris-Sorbonne, auteur de *Les Universités françaises au Moyen Age* (Brill, Leyde, 1995).

les libertés académiques. Les dons consentis par les entreprises aux universités, par exemple, sont souvent soumis à un secret absolu. Les clauses des accords ne sont pas communiquées au conseils d'université et encore moins aux autres enseignants. Ainsi, en 1997, l'Université de Toronto, la plus grande et la plus riche du Canada, signait une série d'accords secrets: la Fondation Joseph Rotman attribuait 15 millions de dollars à la Faculté de management; Peter Munk, PDG de Barrick Gold et Horsham, 6,4 millions de dollars à un projet du Centre d'études internationales et Nortel, huit millions de dollars à un institut des télécommunications. Ces accords permettent aux entreprises d'exercer une influence sans précédent sur les orientations scientifiques de l'institution.

Dans sa formulation initiale, l'accord Rotman stipulait une «*adhésion sans réserve de la direction et des enseignants de la faculté aux principes et aux valeurs qui fondent la vision [du donateur]*». En contrepartie de la donation Munk, le Centre d'études internationales devait s'assurer que le projet choisi par l'homme d'affaires serait considéré comme prioritaire par l'université et financé en conséquence.

### Plusieurs affaires alimentent le débat

Aux Etats-Unis, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) s'est distingué, au début des années 1990, en offrant aux entreprises un accès privilégié à ses enseignants et à leurs rapports de recherche, en échange d'une contribution annuelle de 10 000 à 50 000 dollars. Il s'est déclaré, par voie de publicité, prêt à mettre l'expertise et les ressources de toutes ses écoles, départements et laboratoires à la disposition de l'industrie.

Le changement a été graduel, mais les relations de plus en plus étroites entre entreprises et chercheurs universitaires sont à l'origine d'un malaise aujourd'hui sensible. Plusieurs affaires ont alimenté le débat. Au Royaume-Uni, le rédacteur en chef du *British Medical Journal* a démissionné de son poste de professeur à l'Université de Nottingham, lorsqu'il a appris que celle-ci avait accepté un don de plus de cinq millions de dollars de British American Tobacco, destiné à créer un centre international sur la responsabilité sociale de l'entreprise. Aux Etats-Unis et au Canada, les affaires Nancy Olivieri (voir page suivante) et David Kern, entre autres, illustrent les menaces que le secteur privé fait peser sur les libertés académiques. Consultant médical d'une entreprise qui produisait du flocon de nylon, David Kern, par ailleurs directeur de la médecine du travail au Memorial Hospital de l'Université Brown (Etats-Unis), a découvert l'existence d'une maladie pulmonaire grave chez les salariés. Contre la volonté de son université et de la firme qui le menaçait de poursuites, le médecin a publié ses résultats. Son poste à l'université a été supprimé. La même année, le Centre de contrôle des maladies des Etats-Unis a

reconnu officiellement la nouvelle maladie pulmonaire, associée au flocon de nylon<sup>1</sup>.

Dans ces deux dernières affaires, l'administration n'a pas pris le parti de ses enseignants. C'est le signe d'un changement de fond. Les conseils d'université, dans lesquels la présence des entreprises est significative, choisissent, de plus en plus, des administrateurs qui se conforment aux méthodes de direction du privé. Et les universités travaillent toujours plus dans des «cultures de marché», où l'intérêt social d'une recherche se mesure à sa pertinence à court



© Tiber Barnis

terme sur le marché. L'argent va donc vers les départements d'informatique ou de gestion et ignore la philosophie, l'Histoire, la physique théorique et les arts. Les universités risquent de se heurter très vite aux limites de leur propre jeu. Le sous-financement public rend les universités vulnérables aux charmes des entreprises. Mais rien n'indique que les dons privés pourraient remplacer les fonds publics disparus. Pour le seul Canada, il faudrait affecter plus de deux milliards de dollars aux universités pour qu'elles retrouvent les moyens dont elles disposaient il y a dix ►

## «Les restrictions des libertés académiques contribuent à entraver la circulation des connaissances et donc à perturber le jugement et l'action des nations.»

Albert Einstein,  
physicien allemand  
(1879-1955)

### UN ENGAGEMENT PERMANENT DE L'UNESCO

En 1950, l'UNESCO a organisé à Nice une conférence, où les universités ont énoncé trois principes que toute institution d'enseignement supérieur devrait défendre: «le droit et la liberté de rechercher la science pour elle-même, où que cette recherche puisse conduire; la tolérance des opinions opposées et l'indépendance à l'égard de toute ingérence politique; le devoir, en tant qu'institution sociale, de promouvoir par l'enseignement et la recherche les principes de liberté, de justice, de dignité et de solidarité...»

La liberté académique est devenue un sujet brûlant dans le monde à la fin des années 1980, notamment après la chute de nombreux régimes communistes et l'essor de la démocratie. Depuis, une série de déclarations ont été adoptées. En 1997, la conférence générale de l'UNESCO a voté une recommandation sur la condition du personnel enseignant du supérieur: elle stipule que le principe de liberté académique doit être «scrupuleusement respecté». Lors de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (1998), la liberté académique et l'autonomie des universités ont été qualifiées de préalables fondamentaux et inaliénables pour permettre aux établissements du supérieur d'accomplir leur mission. L'UNESCO prépare un rapport mondial sur le sujet et anime un groupe de travail en vue de rédiger un instrument international. En juin 2001, l'organisation a également lancé le Réseau pour l'éducation et les droits académiques (voir p. 31), afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les violations de ces droits. Pour plus d'informations, voir: [www.unesco.org/education/wche](http://www.unesco.org/education/wche) ■

ans. Les apports des entreprises ne comblent pas les restrictions budgétaires. En veut-on une preuve? De nombreux pays renchérisent les frais de scolarité, ce qui réduit les possibilités d'accès pour les étudiants.

Des poches de résistance existent, toutefois. A plusieurs reprises, étudiants et enseignants se sont opposés à l'esprit commercial sur les campus. Au Canada, le tournant s'est produit voici deux ans quand un rapport d'experts a recommandé de considérer la commercialisation comme la quatrième mission de l'université, à égalité avec la recherche, l'enseignement et les services auprès du public. Ce même rapport préconisait d'instaurer un lien plus étroit entre la promotion des enseignants et leur participation aux activités commerciales. Une adresse au Premier ministre, rédigée par l'Association canadienne des enseignants d'université, a recueilli 1500 signatures d'intellectuels et de chercheurs en trois jours. Tous partageaient la même crainte: les intérêts privés seraient en mesure de décider du programme de recherches. La question est revenue sur le devant de la scène cet automne, lorsque les rédacteurs en chef d'une dizaine de grandes revues médicales internationales ont pris des mesures pour mieux protéger leurs collaborateurs universitaires (voir p. 23).

Sans l'autonomie et les libertés académiques, les universités ne peuvent remplir leurs missions. Les enseignants n'ont d'autre choix que de défendre leur droit à pratiquer l'analyse critique, à publier leurs résultats et à inciter leurs étudiants à remettre en cause les idées reçues. L'avenir des universités dépend de leur mobilisation. ■

## NANCY OLIVIERI: «L'INTÉGRITÉ NE SE DÉCRÈTE PAS»

1. *Eyal Press et Jennifer Washburn, «The Kept Uni-*

Si la fiction aide à comprendre la vie, le dernier roman de John Le Carré, *La Constance du jardinier*<sup>1</sup>, est une excellente lecture. Nancy Olivieri, professeur de médecine à l'Université de Toronto, compte parmi les éminents scientifiques que l'auteur a rencontrés pour la préparation de son livre. Cet ouvrage porte sur un meurtre mystérieux qui entraîne les lecteurs dans un sombre voyage à travers la jungle pharmaceutique, de l'Afrique jusqu'au monde riche.

Spécialiste de la thalassémie, une terrible affection du sang, Nancy Olivieri est au cœur d'une controverse. En 1996, elle a résisté à la firme pharmaceutique Apotex, avec laquelle elle était sous contrat. Lors des essais cliniques d'un remède potentiel à la maladie, elle a constaté chez certains patients des effets secondaires graves.

Elle en a informé les dirigeants d'Apotex, qui ont...haussé les épaules. Elle s'est alors adressée au bureau d'éthique de l'hôpital, qui a étudié le cas et lui a recommandé de rédiger un nouveau formulaire de consentement du patient, précisant les contre-indications. «Soixante-douze heures plus tard, Apotex m'a adressé un courrier: "Vous êtes renvoyée. Si vous dites quoi que ce soit, nous portons plainte". Trois jours plus tard, ils sont venus à l'hôpital reprendre tous leurs médicaments.»

Le plus gênant, c'est que ni l'université ni son hôpital universitaire ne l'ont soutenue: ils ont parlé de «différend scientifique». L'hôpital lui a ôté ses responsabilités de directrice du programme d'hémoglobinopathie. Or, le conflit d'intérêts était patent: l'université attendait un don de 20 millions de dollars d'Apotex. «Les Etats doivent le comprendre: les compagnies pharma-

ceutiques comblent un vide créé par la baisse des fonds publics», souligne Nancy Olivieri. Quant aux scientifiques, ils ont une marge de manœuvre «zéro». «Si vous tirez la sonnette d'alarme, rien n'empêche l'université de vous licencier. Les firmes pharmaceutiques peuvent vous détruire. Et l'intégrité ne se décrète pas.»

L'affaire a provoqué un tollé international: les grands spécialistes mondiaux de la thalassémie sont venus protester au Canada. Sous la pression, l'hôpital a annoncé qu'il soumettrait désormais ses décisions à un audit indépendant. Et Apotex a eu beau faire, le *New England Journal of Medicine* a publié l'étude de la chercheuse.

«Cette affaire est typiquement un problème de santé publique. Et ce n'est pas terminé», affirme Nancy Olivieri. Au cours d'un travail récent au Sri Lanka, elle s'est entretenue avec des patients à qui on n'avait jamais dit que le traitement comportait des risques, ni même qu'il était expérimental. En 1999, le médicament a été autorisé en Europe pour un usage spécifique. Nancy Olivieri a attaqué en justice la Commission européenne. Elle jure qu'elle ne signera plus jamais de contrat avec l'industrie pharmaceutique. Actuellement en congé sabbatique au Royaume-Uni, elle prépare une maîtrise en droit et éthique de la médecine. ■

1. Traduction française de Mimi et Isabelle Perrin, Paris, Seuil, 2001.

## 1. L'ENJEU DE L'ARGENT

# Novartis sème la discorde

Une «alliance stratégique» conclue entre la multinationale et un département de l'Université de Berkeley a provoqué un tollé dans le monde académique. Mais qui y gagne le plus?

VICKY ELLIOTT

JOURNALISTE À SAN FRANCISCO.

**E**n 1998, la firme suisse Novartis offrait 25 millions de dollars à l'Université de Californie-Berkeley contre la signature d'un accord de cinq ans. Avec cette entente, les relations entre l'industrie et l'enseignement supérieur entraient dans une ère nouvelle. Pour la première fois, une multinationale, active dans les secteurs de la pharmacie et de l'agro-alimentaire, s'appropriait, non pas les travaux d'un chercheur sous contrat, mais l'activité d'un département universitaire tout entier.

Par l'intermédiaire d'une nouvelle filiale – Novartis Agricultural Discovery Institute – installée à La Jolla (Californie), la société suisse allait contribuer, à hauteur d'un tiers environ, au budget du département de biologie végétale et microbienne pendant cinq ans. En échange, elle obtenait un privilège sans précédent: un droit de première négociation pour le dépôt de brevets, sur un tiers des découvertes effectuées dans n'importe quel laboratoire du département.

## L'accord a été perçu comme un pillage des ressources publiques

L'université a-t-elle bradé son expertise ou joué un coup de maître? Le parrainage de la recherche par l'industrie ne date pas d'hier, mais que penser de ce changement d'échelle? En 1998, les firmes privées «sponsoraient» – à hauteur de deux milliards de dollars – 9% des travaux de l'ensemble des universités américaines. La même année, l'Etat fédéral leur versait 13 milliards. Mais alors que les chercheurs négociaient leurs financements au coup par coup, le nouvel accord Berkeley-Novartis a été perçu comme un véritable pillage des ressources publiques par le privé.

Depuis 1993, la question des sources de financement était officiellement posée à Berkeley. Le chancelier de l'université, Chang-Ling Tien, créa alors un comité de planification des biotechnologies, pour tisser des relations à long terme avec l'industrie. Cette démarche s'appuyait sur une loi de 1980, le Bayh-Dole Act, qui autorise les universités à breveter leurs inventions.

Gordon Rausser, ancien doyen du College of Natural Resources et spécialiste d'économie agri-



Cultures d'OGM aux Etats-Unis.

cole a longtemps participé aux travaux du comité. Pendant des années, dit-il, les rencontres entre les universitaires et la dizaine de représentants du secteur privé sont restées infructueuses. Or, le financement fédéral de la recherche agronomique stagnait depuis les années 1960, tandis que les écoles de médecine et d'ingénieurs captaient une part croissante des ressources.

«En résumé, notre problème consistait à créer les conditions les plus favorables pour nous», explique Gordon Rausser. Au lieu d'aller mendier des fonds ici et là, l'université a défini sa propre conception du partenariat. Plusieurs firmes se sont alors manifestées, en se réservant souvent le droit de ne financer que les travaux susceptibles d'une application commerciale. Seule Novartis était prête à concéder aux chercheurs l'exercice de leurs libertés académiques, ou, pour citer l'accord, à «financer sans restriction la recherche générale, non ciblée».

En contrepartie, la firme bénéficiait d'un délai de 30 jours pour étudier les résultats des recherches du département avant publication, et de 90 jours supplémentaires pour demander à l'université de les protéger par un brevet. Brian Wright, un autre spécialiste d'économie agricole à Berkeley, qui a travaillé sur la propriété intellectuelle, observe que le droit de première négociation, défini par l'accord, ►

**«Et si les êtres humains voulaient s'affranchir des technocrates et des commissaires politiques, des banquiers et des hommes d'affaires... et de quiconque voudrait balayer la liberté et chercherait à les anéantir.»**

Noam Chomsky,  
linguiste américain  
(1928-)

n'est pas un droit d'achat, «*mais seulement le droit de payer assez cher pour que l'université ne soit pas tentée de vendre à quelqu'un d'autre.*»

L'émotion soulevée par l'annonce de l'accord balaya ces distinctions subtiles. Au moment où l'opposition aux cultures génétiquement modifiées prenait de l'ampleur dans l'opinion, les défenseurs de l'agriculture durable y virent une véritable provocation: l'institution universitaire donnait son aval aux biotechnologies.

Deux éminents responsables de l'université se firent entartés. L'organisation Students for Responsible Research stigmatisa l'accord qui donnait la priorité «*à des recherches lucratives, dans un domaine très controversé.*» Et le Conseil scientifique de l'université, lors de débats houleux, s'interrogea sur la trop grande précipitation des signataires et d'éventuelles atteintes à l'indépendance de la recherche.

Une clause, en particulier, alimentait la controverse: elle prévoyait la présence de deux représentants de Novartis dans le comité de cinq personnes qui répartirait chaque année les crédits de recherche. Steven Briggs, alors directeur de l'institut Novartis (rebaptisé Torrey Mesa Research Institute) affirme que cette disposition a été introduite à la demande de l'université. Selon Gordon

Rausser, Berkeley espérait ainsi apprendre si des travaux similaires étaient déjà en cours dans le secteur privé.

### **L'accord laisse à Berkeley une grande marge de manœuvre**

Pour Andrew Jackson, président du département de biologie végétale et microbienne, les deux représentants de Novartis ont, pour l'essentiel, suivi les avis des enseignants au cours des premières années. «*Il n'y a eu aucune atteinte aux libertés académiques.*», assure-t-il. Paradoxalement, l'accord avec Novartis a permis aux professeurs d'entreprendre des projets audacieux en science fondamentale, pour lesquels ils n'auraient jamais obtenu de ressources. La répartition des fonds fédéraux laisse aujourd'hui peu de place au «*financement de l'inattendu.*», selon l'expression d'un professeur émérite. La concurrence acharnée entre les laboratoires favorise la prudence au sein des commissions nationales qui allouent les fonds.

Les 30 enseignants et chercheurs du département étaient libres de souscrire ou non à l'accord. Un seul a refusé d'y participer, deux se sont abstenus par principe. Les autres sont contents. «*C'est un cadeau du ciel.*», affirme Loy Volkman, un virologue qui travaille sur les insectes. *L'Etat nous finance peu; alors il faut bien trouver ailleurs jusqu'à 70%*

*du budget, et d'habitude, le payeur veut orienter nos recherches.»*

L'accord laisse à Berkeley une marge de manœuvre peu commune pour négocier les brevets qu'elle veut conserver. Par comparaison, dans l'accord entre l'Université de Washington et Monsanto, la firme dépose elle-même les brevets. Jamais Berkeley n'aurait consenti à une telle abdication de ses droits, affirme Carol Mimura, du bureau des brevets de l'université.

### **La seule autre ressource, c'est l'argent public, et il n'y en a pas**

Depuis la signature de l'accord, Syngenta (le nouveau nom de la filiale de Novartis) a pris une option sur sept brevets, tous issus de projets qu'elle a financés, partiellement (pour quatre) ou totalement (pour les trois autres).

Les jeunes chercheurs ne paraissent pas troublés. Ils savent qu'ils ne peuvent plus se retrancher dans leur tour d'ivoire. Pour Michael Goodin, étudiant post-doctorat, l'accord est «*significatif du contexte dans lequel nous allons évoluer. La seule autre ressource, ce sont les fonds publics, et il n'y en a pas.*»

Lors des séminaires annuels organisés par l'institut de Novartis, enseignants et étudiants ont été surpris de la

liberté de ton des chercheurs du privé. Néanmoins, lors d'une audition au capitole de l'Etat de Californie en 2000, le sénateur démocrate Tom Hayden a qualifié l'accord d'«*usurpation de la démocratie par la biotechnologie.*», et le sénateur Steven Peace, président du comité budgétaire, s'est interrogé sur la transparence financière de l'accord. Tels qu'ils sont prévus, les rapports comptables sont, selon lui, «*piégés, impossibles à contrôler de l'extérieur.*»

Un comité interne à l'université devait présenter un bilan de l'accord à mi-parcours. Il ne sera probablement pas prêt avant la quatrième année.

A tout moment, Syngenta est libre de suspendre son soutien, avec un préavis d'un an. Pour éviter cette issue, le corps enseignant sollicite de nouveaux financements. Mais qu'aura gagné la firme dans cette opération? Guère plus, sans doute, qu'un poste d'observation sur les recherches d'une université de premier ordre. Avec les menaces de récession et les problèmes que lui attirent les cultures transgéniques, il paraît peu probable qu'elle renouvelle l'accord. Le partenariat avec Berkeley-Novartis pourrait bien passer à la trappe et rejoindre, dans l'histoire universitaire, la longue liste des «*expériences*» inabouties. ■

Paradoxalement,  
l'accord avec Novartis  
a  
permis aux professeurs  
de mener des projets  
audacieux en science  
fondamentale

## 1. L'ENJEU DE L'ARGENT

## Les revues corrigées

A plusieurs reprises, les laboratoires ont influencé, à leur avantage, la publication des résultats d'essais pharmaceutiques. Pour éviter ces dérives, les grandes revues médicales adoptent un nouveau code de conduite.

JEFFREY DRAZEN

RÉDACTEUR EN CHEF DU NEW ENGLAND JOURNAL OF MEDICINE ET PROFESSEUR DE MÉDECINE À LA HARVARD MEDICAL SCHOOL.

Dans la recherche médicale, les essais cliniques sont une étape indispensable pour établir les avantages d'un nouveau traitement. Mais la rigueur scientifique ne s'arrête pas là: pour être validés, les résultats de ces essais doivent être soumis à la critique et publiés dans une revue médicale. Une fois ces étapes franchies, la pratique clinique pourra évoluer.

Les articles publiés par des chercheurs dans les revues scientifiques ne sont pas simplement les résultats bruts de leurs expérimentations. Avant la publication, ils sont soumis à un comité de lecture composé de chercheurs étrangers au protocole expérimental, qui s'efforcent de déceler d'éventuelles failles et rédigent un avis à l'intention des revues.

Toutefois, aujourd'hui, ce processus d'examen critique ne suffit plus à garantir la crédibilité des résultats publiés.

Il y a 20 ans, les essais cliniques étaient conduits en commun par des chercheurs universitaires et des laboratoires pharmaceutiques. Les chercheurs élaboraient les protocoles d'essais, recrutaient les malades et interprétaient les données. Le sponsor finançait leurs travaux et fournissait le matériel nécessaire au traitement de la masse de données. La description des résultats était rédigée par les deux parties; les articles publiés étaient signés par les chercheurs qui avaient joué un rôle essentiel dans les essais, ce qui en renforçait la crédibilité.

Mais, au cours des dix dernières années, de nombreux chercheurs ont quitté l'université pour l'industrie pharmaceutique. Cette dernière a désormais la capacité de définir elle-même des protocoles d'essais. Par ailleurs, les chercheurs salariés par ces laboratoires industriels ont parfois tendance à définir des protocoles favorables aux produits maison. Quant aux sponsors, qui rédigent le plus souvent les manuscrits soumis aux revues médicales, ils peuvent ne livrer qu'une partie des données. N'étant pas neutres, ils ont intérêt à contrôler l'interprétation et la publi-

cation des résultats.

On s'est aperçu à plusieurs reprises que des laboratoires qui finançaient certains essais cliniques cachaient les résultats obtenus parce qu'ils n'étaient pas conformes à leurs attentes. Ces affaires ont fait grand bruit (voir p. 20). Pourtant, pour les comités éditoriaux des revues, d'autres pratiques, plus surnoises, sont encore plus inquiétantes: il arrive que le manuscrit soumis par un laboratoire omette des données essentielles ou minimise les effets indésirables d'une nouvelle thérapie. Cette présentation biaisée des données trahit la confiance

des sujets qui se sont prêtés aux essais, des patients et des médecins. Et elle ne satisfait pas à une exigence légitime: le compte-rendu objectif et complet des résultats de la recherche.

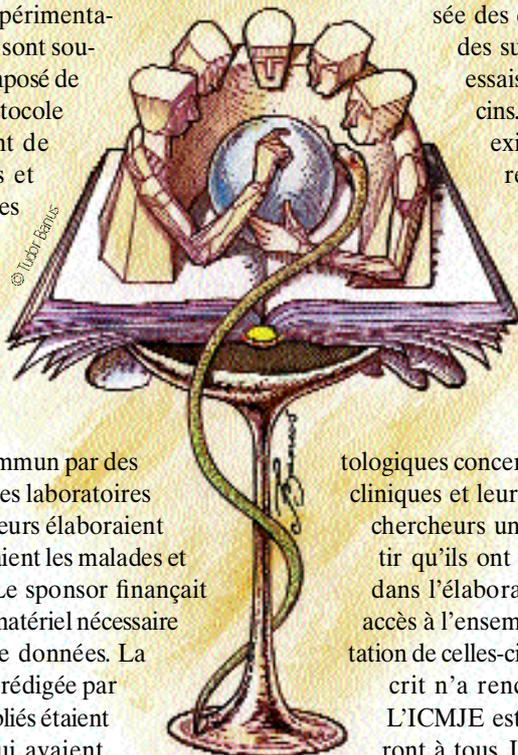
En septembre 2001, l'International Council of Medical Journal Editors (ICMJE), qui réunit les directeurs de 12 revues médicales, a adopté un ensemble de règles déontologiques concernant les protocoles d'essais cliniques et leur évaluation. Dorénavant, les chercheurs universitaires devront garantir qu'ils ont bien eu un rôle significatif dans l'élaboration des essais et que leur accès à l'ensemble des données, l'interprétation de celles-ci et la préparation du manuscrit n'a rencontré aucune restriction.

L'ICMJE estime que ces règles profiteront à tous. Les universitaires seront en meilleure position pour négocier des contrats de recherche avec les laboratoires et pour analyser objectivement toutes les données disponibles. Les malades et les médecins y gagneront l'assurance de disposer de toute l'information concernant un nouveau traitement. Et tous les laboratoires, quelle que soit leur surface financière, se verront offrir des chances égales.

Les pratiques médicales ont progressé jusqu'ici grâce aux innovations. Pour que ces avancées se poursuivent, il est indispensable que les protocoles d'expérimentation et leurs comptes rendus échappent à toute interférence commerciale.

**«Le scientifique est libre, et doit rester libre de poser toutes les questions, de douter de tous les principes, de chercher toutes les preuves, de corriger toutes les erreurs.»**

J. Robert Oppenheimer, physicien américain (1904-1967)



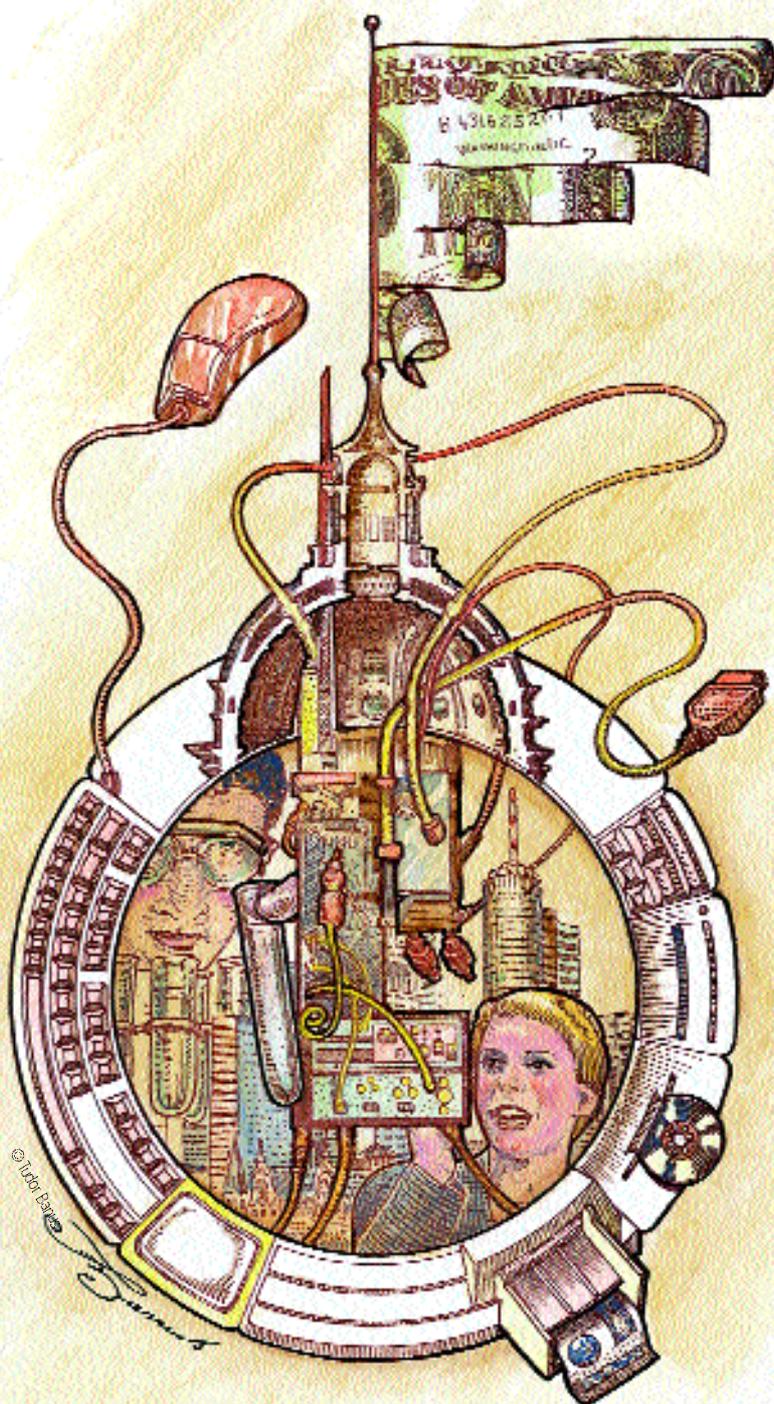
## 1. L'ENJEU DE L'ARGENT

Des **barbelés** sur le terrain de la **recherche**

Tandis que les brevets prolifèrent, des chercheurs et des organisations internationales tentent de protéger l'une des conditions essentielles de la recherche: la libre circulation de

**RENÉ LEFORT**

DIRECTEUR DU COURRIER DE L'UNESCO.



**N**ous vivons, dit-on, à l'«ère de la connaissance». Cela veut-il dire que les connaissances circulent mieux, et plus librement? L'accès au savoir, liberté fondamentale dans les milieux académiques, est-il amélioré? L'évolution technique favorise un accès plus aisé à l'information. Mais la circulation des savoirs n'est pas qu'une affaire de technologie; elle est aussi régie par le droit de la propriété intellectuelle, qui impose ses propres limites. Quel est le «juste équilibre» à trouver entre l'appropriation privative des connaissances et leur diffusion publique, gratuite?

Des initiatives récentes montrent que de nombreux scientifiques, estimant leur liberté menacée, passent à l'action. Le MIT (Massachusetts Institute of Technology), l'un de plus grands centres de recherche des Etats-Unis, vient d'annoncer son intention de mettre sur la toile, en libre accès, l'intégralité de ses cours et de ses ressources pédagogiques. D'autre part, plus de 22 000 scientifiques issus de 161 pays ont lancé une campagne de boycott dirigée contre les éditeurs de publications scientifiques et se mobilisent en faveur d'une «bibliothèque publique de la science».

### Nouvel ordre juridique

«Nous ne voyons vraiment pas pourquoi nous devrions céder nos droits d'auteur à un éditeur dont le but est avant tout lucratif, alors que nous avons fait tout le travail. Les prix des abonnements pratiqués par ces maisons d'édition sont tellement exorbitants que, même dans les pays riches, il est parfois impossible d'avoir accès à certaines informations, sans parler de la situation des scientifiques dans les pays en développement», estime l'un des signataires, le Britannique Michael Ashburner, professeur de biologie à l'Université de Cambridge.

Au cours des dernières années, l'évolution technique a justifié toute une série de réformes du droit de la propriété intellectuelle par le Congrès américain ou la Commission européenne. Ces réformes ont été mondialisées sous l'égide de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), mais aussi de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à travers les accords ADPIC<sup>1</sup>. Depuis 1995, tout Etat qui désire faire du commerce doit se plier à ce nouvel ordre juridique de la propriété intellectuelle. Or, des

points sensibles ont été touchés. Par exemple, la durée de protection d'un texte par le *copyright* et le régime des exceptions légales à la protection (*fair use* en anglais). En gros, ces exceptions recouvrent la copie privée (réservée à un usage personnel, non commercial) et le droit de citation de larges extraits à des fins scientifiques, éducatives ou académiques.

Sous couvert d'harmonisation internationale, on a assisté à l'allongement de la durée de protection (qui vient de passer de 50 à 70 ans après la mort de l'auteur dans le cas de la propriété littéraire et artistique), ce qui se traduit notamment par une diminution de l'information scientifique librement accessible.

Par ailleurs, des «mesures techniques» sont développées par les fabricants de produits informatiques pour lutter contre la «piraterie» et empêcher la copie (de logiciels, de bases de données, etc.). Elles empêchent les usagers de jouir de leurs droits légitimes au titre du *fair use*. Pire, on pourra bientôt être poursuivi pénalement pour avoir tenté d'exercer un droit légitime de copie privée!

De manière plus générale, on assiste à l'élargissement continu du domaine des informations et des connaissances protégeables. Le vivant, le génome humain et même les cellules souches, commencent à entrer dans ce domaine, créant d'énormes restrictions à la recherche génétique. Idem pour les «méthodes d'enseignement» et les bases de données. Depuis quelque temps, on voit même apparaître des tentatives, encore infructueuses, de protéger les idées et les algorithmes. On a ainsi vu des firmes aussi importantes que British Telecom revendiquer un brevet sur les liens hypertextes. Avec la prolifération des brevets<sup>2</sup>, le terrain de la recherche est en voie d'être morcelé, «clôturé», avec pour conséquence de restreindre les libertés des chercheurs.

En «renforçant la protection» de la propriété intellectuelle, on va jusqu'à créer une situation d'insécurité juridique pour des activités relevant de la liberté des échanges académiques. Un professeur de l'Université de Princeton a ainsi renoncé à faire un cours sur certaines techniques logicielles de chiffrement de peur d'être traîné devant les tribunaux par les industriels de la communication. Un autre enseignant, au MIT cette fois, s'est vu réclamer par l'un de ses étudiants la signature d'un accord de confidentialité pour examiner son mémoire!

Face à ces évolutions, il est temps de se demander à quoi doit servir le droit de la propriété intellectuelle. De fait, il s'agit avant tout d'assurer la diffusion universelle des connaissances et des inventions, en échange d'une protection consentie aux auteurs par la collectivité, pour une période limitée. Ce souci d'équilibre entre les intérêts de la collectivité et ceux des inventeurs s'incarne notamment dans la durée de protection limitée et dans le *fair use*.

Aujourd'hui, le débat fait rage entre les partisans d'une extension de la durée de protection des œuvres et des informations scientifiques et ceux qui militent pour prendre en compte l'impératif social d'un accès aux connaissances, plus libre, plus universel et moins onéreux. Ce débat symbolise la recherche d'une finalité socialement acceptable à ce qu'il est convenu d'appeler «l'ère de la connaissance».

Dans une économie des savoirs mondialisée, l'enjeu est crucial pour les pays en développement, qui ne détiennent que... 3% de l'ensemble des brevets. En 1999, le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) soulignait: «le renforcement des droits de propriété intellectuelle barre l'accès des pays en développement à l'économie du savoir». Et il ajoutait: «la marche implacable des droits de propriété intellectuelle doit être mise en cause et stoppée».

Tandis que les chercheurs du monde industrialisé voient les résultats de leurs travaux soumis à des protections de plus en plus dures, leurs collègues du Sud ont de moins en moins accès aux informations scientifiques nécessaires pour mettre au point des produits appropriés aux besoins de leurs concitoyens. Ainsi, la dépendance des pays pauvres à l'égard de médicaments importés, chers et inaccessibles au plus grand nombre, continue de croître.

En revanche, l'information scientifique que l'on se transmet de génération en génération dans les pays en développement est librement accessible aux chercheurs occidentaux. Comme le droit des brevets ne reconnaît pas ces savoirs traditionnels et autochtones, certains n'hésitent pas à se les approprier. En 1995, selon le PNUD, deux chercheurs du centre médical de l'Université du Mississippi ont obtenu un brevet leur permettant d'utiliser le curcuma pour soigner les blessures, un traitement connu en Inde depuis des milliers d'années (ce brevet a d'ailleurs été retiré depuis).

Afin de financer le développement de recherches d'intérêt public mondial, certaines organisations, comme le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, proposent de taxer les brevets enregistrés auprès de l'OMPI. Une taxe de 100 dollars par brevet aurait rapporté 350 millions de dollars en 1998, soit une somme bien supérieure au budget annuel du MIT (226 millions de dollars). Plus généralement, le cadre juridique de la propriété intellectuelle doit favoriser l'accès de tous aux savoirs, car c'est clairement dans l'intérêt général. Ce sera l'un des enjeux du Sommet mondial de la société de l'information, qui aura lieu en 2003. ■



[www.unesco.org/webworld/observatory](http://www.unesco.org/webworld/observatory)

[www.publiclibraryofscience.org](http://www.publiclibraryofscience.org)

Rapport du PNUD sur le développement humain, 1999.

**«Les universités, qui sont financées par l'argent public servent moins à cultiver les dons naturels des hommes qu'à les restreindre.»**

Baruch Spinoza, philosophe hollandais (1632-1677)

1. Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS, en anglais).
2. Selon l'OMPI, le nombre de brevets accordés dans le monde a doublé entre 1980 et 2000 et les demandes de brevets ont été multipliées par neuf.

## 1. L'ENJEU DE L'ARGENT

# Trop pauvres pour être libres

Dans de nombreux pays africains, les pressions exercées sur les universitaires par les gouvernements se sont allégées, alors que les empêchements de nature économique ne cessent de grandir.

TEXTE RÉALISÉ À PARTIR DE DOCUMENTS ET D'UNE INTERVIEW D'EBRIMA SALL

CHERCHEUR GAMBIEN AU NORDIC AFRICA INSTITUTE (SUÈDE), ANCIEN DIRECTEUR DU PROGRAMME SUR LES LIBERTÉS ACADÉMIQUES DU CODESRIA (CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES EN AFRIQUE, BASÉ À DAKAR, SÉNÉGAL).

**«Rien de ce qui est appris sous la contrainte ne reste ancré dans la mémoire.»**

Platon, philosophe grec (428-348 avant J.-C.)

**E**n Afrique subsaharienne, les chercheurs ont l'impression que la nature des menaces qui pèsent sur leurs libertés a changé au cours de la dernière décennie. Elles sont aujourd'hui moins politiques et plus économiques.

Après les indépendances, les libertés académiques ne faisaient pas partie des priorités des jeunes Etats. Certains allaient même jusqu'à les qualifier de «*concept bourgeois*». L'université devait avant tout servir la nation et participer à son développement... en collaborant avec le pouvoir en place. Très vite, cette logique a mené à la répression de toute contestation, à l'arrestation et à la détention de nombreux universitaires et étudiants, voire à leur élimination physique dans les dictatures les plus dures. Les universités, dont le nombre est passé de six au début des années 1960 à 120 à la fin des années 1990, devinrent la bête noire des régimes autoritaires.

### Risques d'élimination physique

Pour dompter ces foyers de sédition, certaines disciplines jugées subversives furent purement et simplement interdites. Après 1968, par exemple, les sciences politiques et la sociologie n'avaient plus droit de cité au Rwanda et au Sénégal, tandis que le droit disparut des universités mozambicaines quelques années plus tard. Presque partout, la censure sévissait. Elle était particulièrement sévère au Kenya, au Malawi et dans l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Plus récemment, on se souvient de l'occupation du campus de Lubumbashi (ex-Zaïre) par les forces de sécurité (1990), des brutalités policières à Yopougon, en Côte-d'Ivoire (1991), de l'élimination de nombreux universitaires tutsis et hutus contestataires pendant le génocide rwandais (1994) et des meurtres d'intellectuels algériens. Au Nigeria, les régimes militaires ont liquidé les conseils d'administration des universités pour les remplacer



Un laboratoire de l'Université de Kano, au Nigeria.

par d'anciens généraux.

Cependant, depuis une dizaine d'années, les chercheurs africains ont vu leur terrain de recherche s'élargir au fur et à mesure que leurs gouvernements entraînent dans des processus de démocratisation. Les risques d'élimination physique ne concernent plus guère que quelques pays comme le Burundi, et la censure s'allège.

Toutefois, d'autres menaces se précisent. A la fin des années 1990, un pays d'Afrique subsaharienne

sur trois était en guerre. De nombreuses universités ont été détruites (voir l'encadré sur la Sierra Leone ci-dessous) ou réduites à leur plus simple expression. Aujourd'hui, les principales limitations des libertés académiques en Afrique sont de nature économique. Les enseignants, mal payés, exercent souvent plusieurs métiers à la fois et ne peuvent donc plus se consacrer à leurs recherches. Les universités, qui ont été «sacrifiées» au cours des deux dernières décennies sur l'autel des plans d'ajustement structurels, manquent cruellement de ressources. Les grèves se multiplient et certains établissements tentent de se regrouper pour faire face aux nouveaux défis posés par la mondialisation. Petit signe encourageant: à l'heure de l'économie du savoir, les bailleurs de fonds et, en particulier, la Banque mondiale reconnaissent qu'on ne peut plus reléguer l'enseignement supérieur et la recherche au rang de «luxes» superflus.

Mais les universités doivent désormais produire des résultats «rentables». La recherche appliquée tient la vedette tandis que les projets des chercheurs sont jugés à l'aune de leur «valeur marchande». La recherche fondamentale et les sciences humaines sont marginalisées. Des universités, couramment présentées comme des «modèles», ont

**Les universités  
ont été sacrifiées  
au cours des deux  
dernières décennies sur  
l'autel des plans  
d'ajustement  
structurels**

adopté un mode de fonctionnement libéral. Comme Makarere, en Ouganda, elles trouvent de l'argent en vendant des services. Les chercheurs y perçoivent des salaires plus élevés qu'ailleurs, leurs laboratoires sont dotés de matériel neuf et leurs tuteurs étrangers (les donateurs) les protègent parfois des pressions politiques locales. Ils travaillent donc «à la commande» pour les bailleurs de fonds, quand ils ne se transforment pas en consultants pour leurs projets de développement. Ils sont parfois considérés comme des exécutants et exclus des projets s'ils veulent intervenir dans la définition des protocoles ou des méthodes de recherche. Des économistes soudanais ont connu cette mésaventure, après avoir protesté contre un projet de l'Organisation mondiale du travail (OIT).

Comme l'a souligné le juriste tanzanien Issa Shivji, il y a quelques années, à l'intention d'intellectuels africains: *«Vous savez à quoi vous attendre de la part de l'Etat et quelle résistance lui opposer. Mais vous ne savez pas ce que le marché vous réserve. L'Etat vous fait savoir qu'il s'apprête à vous pendre pour que vous ayez le temps de préparer votre défense. Le marché vous donne une longue corde pour que vous vous pendiez vous-mêmes».* ■

## SIERRA LEONE: UN CHERCHEUR SUR TOUS LES TERRAINS

Après une guerre civile d'une extrême brutalité, commencée en 1991, la Sierra Leone connaît un processus de paix encore incertain. Chris Squire, professeur de thermodynamique et responsable du département d'ingénierie mécanique du Fourah Bay College explique ce que signifient les libertés académiques dans le pays classé au tout dernier rang de l'indice de développement humain du PNUD.

«Jusqu'en 1995, j'enseignais à Njala College, à 150 kilomètres de la capitale, dans le département d'agriculture. Avec l'arrivée des rebelles, notre situation est devenue intenable. Nous nous sommes repliés sur Freetown. Nous n'avons pas pour autant échappé à la guerre et à l'insécurité. Le toit de mon atelier de mécanique a été détruit par un obus, et des voleurs ont visité nos locaux.

»L'université connaît un début de renaissance. Njala College a accueilli 2 000 étudiants l'année dernière, contre 900 l'année précédente. Mais, si je ne connais pas de professeurs auquel on ait interdit de publier, je n'en connais pas non plus qui ait pu mener un projet de recherche à bien, du fait de l'absence criante de ressources.

Mon salaire est de 300 dollars par mois. L'Etat le paye régulièrement. Mais tous les enseignants savent que le financement de l'université ne peut plus dépendre exclusivement du budget de l'Etat. Nous devons explorer d'autres voies.

»Trois cents étudiants sont inscrits dans mon département. Nous essayons de trouver des aides extérieures. Nous avons, par exemple, récupéré de l'équipement informatique auprès de la FAO. Surtout, nous sommes contraints

d'avoir une activité commerciale. L'atelier de mécanique a commencé à produire, en quantité limitée, des portes et des fenêtres. Nous envisageons de fabriquer des pièces détachées et des ustensiles ménagers. Cette petite production sert de travaux pratiques à mes étudiants.

»Je suis associé à un travail de recherches en sciences sociales sur la transition vers la paix, financé par un institut suédois, le Nordic Africa Institute. Cela peut sembler très éloigné de ma spécialité, mais il s'agit d'une question de survie. Pour moi – parce que je veux poursuivre des recherches – et pour la Sierra Leone, qui doit trouver des solutions pour sortir de la guerre. Aujourd'hui, ce travail ne me procure pas un revenu régulier, il me sera payé quand il sera terminé.

»J'élabore aussi un autre projet, en collaboration avec un réseau universitaire qui a un statut d'ONG, le Science and Technology Policy Research, basé à Nairobi. Mon but est d'identifier des possibilités de relancer des activités locales, dans l'agriculture, la santé, l'éducation. A l'origine du cercle vicieux de violence dans lequel la Sierra Leone s'est enfoncée, il existe des causes politiques, sociales, institutionnelles profondes. Si nous voulons engager une véritable refondation, nous ne pouvons pas nous contenter de l'aide internationale. Cela vaut pour la production agricole, mais aussi pour l'avenir d'institutions condamnées à une survie précaire, par manque de ressources. Je pense, en particulier, à l'université.» ■

## LA RECHERCHE INDIENNE ET LES MULTINATIONALES

Depuis que l'Inde a libéralisé son économie en 1991, en s'ouvrant aux multinationales, l'expertise et les équipements du CSIR, notamment en pharmacie et en chimie, sont devenus très demandés. Mais ce Conseil de la recherche scientifique et industrielle, qui regroupe 80% des laboratoires publics, doit désormais se livrer à des arbitrages délicats.

Dès 1986, le gouvernement a réduit ses subventions, contraignant cet organisme spécialisé dans la recherche industrielle à recourir à d'autres sources de financements, pour un tiers de son budget. Aujourd'hui, 70% de ses fonds extérieurs (55 millions de dollars) sont d'origine publique, 10% viennent de contrats avec des multinationales et le reste provient de l'industrie indienne.

Suite à la baisse des fonds publics, un nouveau rapport de force s'est établi entre les entreprises et les instituts de recherche. «Les universitaires affrontent la concurrence en plein essor des "consultants scientifiques", qui sont moins scrupuleux par rapport aux traditions d'indépendance et d'objectivité de la recherche», observe Anil Agarwal, président du Centre pour la science et l'environnement, à New Delhi.

Pour le docteur Mashelkar, directeur général du CSIR, la recherche privée, qui ne concerne que 2% des chercheurs et sept laboratoires du Conseil, ne change rien à ses priorités. Mais, selon les critiques, l'ambiance n'est plus du tout la même dans les sept laboratoires en question – qui comprennent le laboratoire national de chimie (NCL) à Pune et l'Institut indien de technologie chimique (IICT) à Hyderabad.

A l'IICT, un projet de 100000 dollars de la société SmithKline Beecham a monopolisé, dit-on, huit étudiants de second cycle, 12 de troisième cycle et plusieurs techniciens pendant toute une année. C'est ainsi que des scientifiques de haut niveau abandonnent des recherches importantes afin d'effectuer des

tests de routine et de collecter des données pour des multinationales. Pour gagner de l'argent, on sacrifie des idées neuves, déplore-t-on à l'IICT. En moyenne, un projet sous contrat rapporte dans les 1,9 million de roupies (42000 dollars) contre 0,5 million (11000 dollars) il y a cinq ans. Le docteur K. V. Raghavan, directeur de l'IICT, estime cependant que ce type de travail a permis à ses chercheurs de se familiariser avec de nouvelles méthodes de production des médicaments, qui, dans le futur, pourraient être adaptées aux besoins de l'Inde. Mashelkar ne nie pas que certaines priorités de la recherche puissent, à l'avenir, être sacrifiées au profit de projets privés. Mais pour lui, il existe assez de garde-fou dans le système pour que les laboratoires puissent conserver leur indépendance.

Agarwal, quant à lui, a récemment appelé les directeurs d'instituts publics à «définir des procédures et des règles pour les chercheurs qui collaborent avec l'industrie». Car attention aux dérives: récemment, par exemple, un professeur du prestigieux Institut indien de technologie a publié une étude, financée par l'Indian Oil Corporation, où il prétendait que l'introduction de gaz naturels comprimés dans les transports publics de Delhi allait accroître le niveau de pollution! Pour Agarwal, la recherche est comme un iceberg: «L'intérêt public est le sommet, petit et visible; mais l'intérêt privé est la base, énorme et cachée.» ■

R. Ramachandran, journaliste à la revue Frontline, en Inde.

## AMÉRIQUE LATINE: LE GRAND DÉSORDRE

La Péruvienne Gisella Orjeda a quitté son pays en 1996. Après des années d'efforts et de frustrations, cette brillante biologiste de 41 ans en est arrivée à la même conclusion que des milliers d'autres chercheurs latino-américains: l'exil est la seule façon de mener la carrière dont on rêve.

Diplômée de l'Université nationale agraire du Pérou, Gisella Orjeda a soutenu sa thèse de doctorat à l'Université de Birmingham, grâce à une bourse du Royaume-Uni. Depuis l'an dernier, elle travaille en France, au Centre national de séquençage (le Génoscope), sur le génome du riz. Selon elle, la recherche latino-américaine est la proie d'un gigantesque désordre: manque de moyens, de structures, de coordination... Mais surtout, manque d'objectifs.

«Au Pérou, une fois diplômés, les biologistes sont dans l'incapacité de choisir leur domaine de recherche, explique-t-elle. Faute d'instituts de recherche, les scientifiques ont le choix entre exercer à l'université — sans moyens ni programmes —, ou obtenir un poste au Centre international de la pomme de terre (CIP), à Lima. Cet organisme, financé par les pays du Nord, emploie des chercheurs de toutes les nationalités. Il est extrêmement difficile d'y entrer, si bien qu'on accepte de s'intégrer là où la place est libre.»

Gisella Orjeda a eu le rare privilège de travailler au CIP, ce qui explique qu'elle ait pu partir ensuite soutenir sa thèse en Angleterre. Mais ceux qui, comme elle, n'ont pas bénéficié de cette carte de visite internationale ont dû rester au Pérou et y affronter une triste réalité: comme la plupart des pays latino-américains, le Pérou consacrait, en 1984, à peine 0,25 % de son PIB à la recherche. Aux Etats-Unis, ce pourcentage s'élève à 2,63%, sans compter les investissements (considérables) du privé. «Dans mon pays, l'investisse-

ment privé dans la recherche est pratiquement nul. Les grands groupes internationaux ne s'intéressent pas à nos scientifiques. Ils préfèrent embaucher ceux du Nord, qui ont participé à des projets spécifiques et publié leurs travaux. Au Pérou, les publications scientifiques sont quasi inexistantes.»

La biologiste ne comprend pas qu'un pays en voie de développement puisse se fixer d'autres priorités que celle de «miser sur les jeunes cerveaux». «C'est l'unique façon de sortir du sous-développement», insiste-t-elle. Elle déplore aussi qu'avec la fuite des cerveaux, le peu d'argent que l'Etat péruvien consacre à la recherche profite, en définitive, à l'étranger.

Et si une grande multinationale lui permettait de mener, à Lima, un programme spécifique de recherche? «Ce serait génial!», s'exclame-t-elle. Même si on lui demandait de renoncer à son droit de propriété intellectuelle sur le résultat?

«Il n'existe aucun lieu au monde où les scientifiques soient les maîtres de leur travail. Mon contrat actuel, par exemple, stipule que les résultats appartiennent au Génoscope. Il serait illusoire de prétendre à autre chose.» ■

1. Derniers chiffres disponibles, Annuaire statistique de l'UNESCO, Paris, 1999.

## 2. L'EMPRISE DES POUVOIRS

# Le parcours du combattant d'un chercheur afghan

Abdul Lalzad a connu la guerre civile, les taliban et l'exil. Réfugié en Angleterre, il a réussi à reprendre ses recherches grâce à l'aide d'une ONG fondée dans les années 1930.

**DONALD MACLEOD**

JOURNALISTE AU GUARDIAN (LONDRES).

**E**n principe, le génie thermique n'est pas une activité politiquement dangereuse. Et en principe, toujours, un éminent spécialiste du dessalement par l'énergie solaire devrait être bien vu dans un pays sec comme l'Afghanistan. Mais ce malheureux Etat ne vit plus dans des conditions normales depuis longtemps.

A l'Université de Kaboul, le professeur Abdul Lalzad et ses collègues avaient connu bien des difficultés: les pénuries pendant la guerre civile, la baisse des effectifs d'enseignants et d'étudiants (qui, d'ailleurs, étaient en majorité des étudiantes au début des années 1990)... Mais ils parvenaient, malgré tout, à poursuivre leur travail. Doté d'un diplôme russe, le professeur Lalzad exerçait d'importantes responsabilités. Il avait produit cinq manuels et plus de 30 publications.

Après la chute du gouvernement Najibullah, soutenu par les Russes, l'Université de Kaboul a beaucoup souffert des luttes de factions entre moudjahidin. Mais ce n'est qu'en 1996, avec la victoire des taliban, qu'elle fut totalement fermée.

### Battu à coups de kalachnikov

Les activités scientifiques du professeur Lalzad furent alors brutalement interrompues. Son épouse pashtoune perdit son poste d'enseignante lorsque le travail fut interdit aux femmes. Et les études de ses enfants, surtout des quatre filles, se trouvèrent compromises. Le professeur se mit à travailler pour la Croix-Rouge, qui le chargea de distribuer plusieurs milliers de tonnes de vivres à 40 000 veuves et mutilés. Mais il fut arrêté, battu à coups de kalachnikov et jeté en prison, car on le soupçonnait de renseigner les ennemis des taliban. Il fut relâché grâce à la Croix-Rouge, mais, sachant sa vie en danger, s'enfuit au Pakistan, où sa femme et ses enfants vinrent le rejoindre.

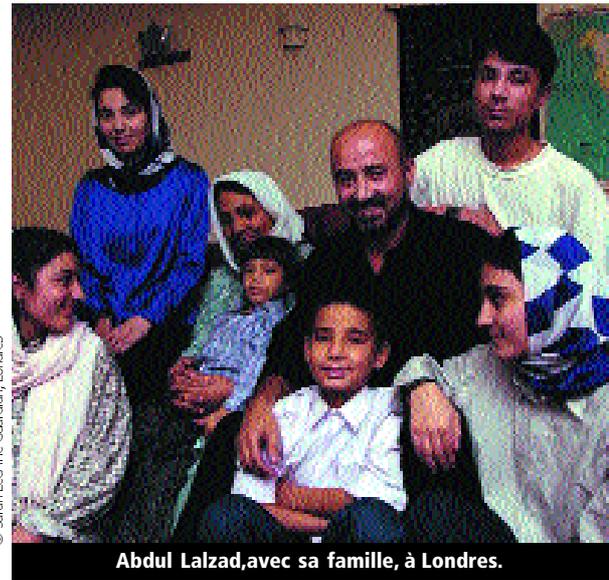
C'est en décembre 1998 qu'il est arrivé au Royaume-Uni, où il a eu le plus grand mal à reprendre ses recherches. Il a d'abord dû attendre 18 mois, dans la frustration, l'acceptation de sa demande d'asile. Puis

il a fini par trouver un poste à la South Bank University de Londres pour continuer ses travaux. Le CARA (comité d'aide aux universitaires réfugiés), organisme fondé en 1933 pour venir en aide aux professeurs juifs et autres victimes des purges nazies dans les universités, l'a soutenu financièrement et l'a aidé à obtenir des visas pour sa famille. Sa fille aînée, Muzhdah, 18 ans, était arrivée avec lui en Angleterre, mais sa femme et ses cinq autres enfants étaient restés bloqués à Peshawar (Pakistan). Ils sont finalement partis une semaine avant le début des bombardements américains sur l'Afghanistan.

Malgré cette sinistre toile de fond, ses travaux sur le dessalement ont avancé: il construit actuellement un modèle expérimental de petite usine solaire. En septembre, il a présenté ses résultats lors d'une conférence internationale à Paris. Des firmes britanniques et canadiennes l'ont contacté pour faire breveter ses idées. «Si l'expérience confirme les modèles mathématiques, assure-t-il, ce sera une grande percée: la technologie de dessalement la moins coûteuse et la plus efficace du monde.»

Le CARA souligne que l'aide aux universitaires réfugiés, cet investissement minuscule, s'avère immensément profitable au Royaume-Uni. Elle lui a déjà valu 18 prix Nobel depuis 1930. Aujourd'hui, les registres de l'organisation contiennent une trentaine de noms, dont un pédiatre irakien contraint à l'exil pour avoir aidé la population kurde, un parasitologue de Somalie, et un pathologiste éthiopien, arrivé à Londres avec cinq balles dans le corps.

La soif d'apprendre est forte, sans doute beaucoup plus que le régime des taliban. Dès le lendemain de son arrivée en Angleterre, la fille cadette d'Abdul Lalzad, Shogofa, 17 ans, s'est inscrite à l'université la plus proche. Elle veut devenir médecin. ■



Abdul Lalzad, avec sa famille, à Londres.



[www.academic-refugees.org](http://www.academic-refugees.org)

## 2. L'EMPRISE DES POUVOIRS

# Dans l'œil du cyclone

On les croyait à l'abri, avec la fin de la guerre froide et l'avènement de la mondialisation. Au contraire: universitaires et étudiants sont plus que jamais exposés à la répression.

**SAM ZIA-ZARIFI**

DIRECTEUR DU PROGRAMME LIBERTÉ ACADÉMIQUE DE L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE HUMAN RIGHTS WATCH.

**L**a liberté académique est un baromètre sensible du respect des droits humains. Là où elle est respectée, le débat est admis, les idées et les groupes minoritaires sont protégés. Là où elle est niée, règnent l'ignorance et l'intolérance – terreau idéal de l'extrémisme. A preuve l'Afghanistan, où les taliban ont fermé la plupart des établissements supérieurs et interdit aux femmes et aux filles d'aller à l'école. Mais dans le monde entier, sur un mode moins outrancier, des Etats violent les droits humains en assimilant toute pensée critique à un danger pour la morale publique, la sûreté nationale ou l'identité culturelle. Souvent, les premières victimes sont des universitaires, qui, parce que c'est leur métier,

questionnent leur propre civilisation, ses théories scientifiques et son socle culturel.

Les attaques contre la liberté académique ne sont l'apanage ni des taliban ni du monde musulman. Aux Etats-Unis et au Canada, par exemple, on a récemment vu des professeurs en butte à la vindicte des autorités ou de l'opinion pour avoir critiqué certains aspects, passés ou futurs, de la politique gouvernementale. Pourtant, dans le climat actuel, seule la liberté d'expression empêchera le retour d'une triste époque, celle de l'hystérie anticommuniste, dans les universités américaines.

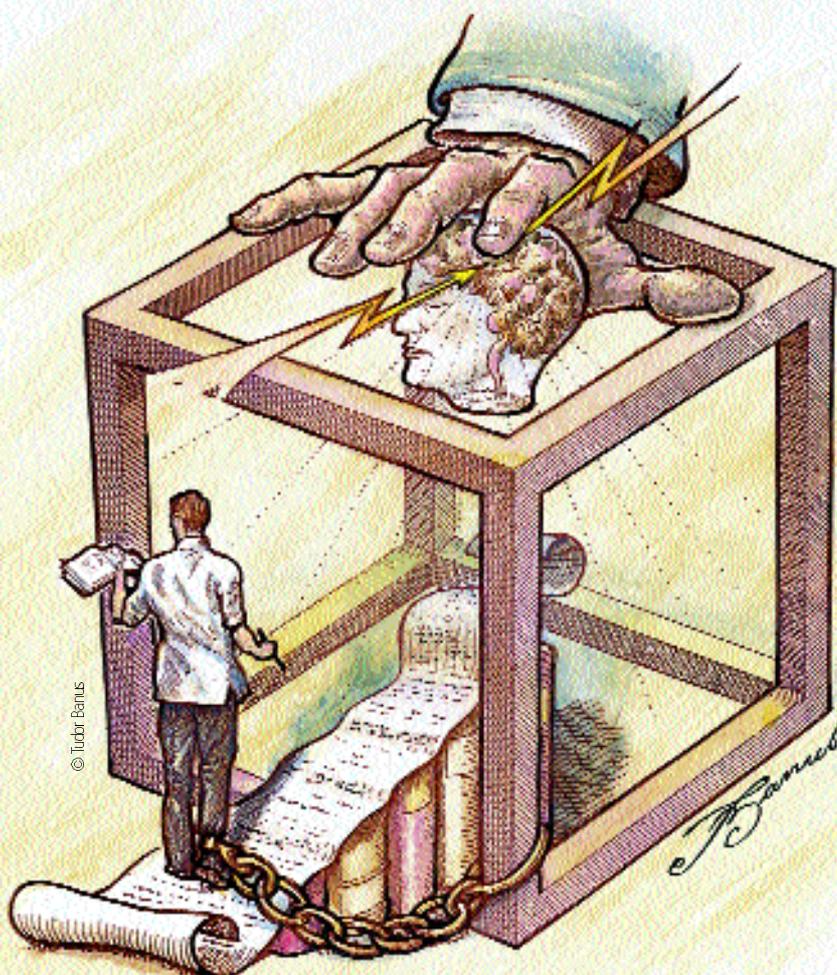
Pendant la guerre froide, les atteintes à la liberté académique étaient clairement motivées par l'idéologie. Des deux côtés, les intellectuels dissidents qui osaient contester les dogmes fondateurs étaient mis sur la sellette. Ils étaient l'objet d'une chasse aux sorcières, subissaient l'exil intellectuel (et physique). Dans les pays satellites, la sanction était tout aussi prévisible, mais plus violente. En Amérique latine, en Afrique, au Proche-Orient, en Chine, en Corée (du Nord et du Sud), des enseignants et des étudiants ont été tués, mutilés, emprisonnés, muselés par des gouvernements alignés sur l'une ou l'autre des superpuissances.

### Nouveaux prétextes

Avec la chute du mur de Berlin, on a cru que le respect des droits humains – en particulier des libertés académiques – allait s'améliorer. Quel besoin avait-on, dans un monde avant tout soucieux de son mieux-être, de réprimer des intellectuels dont certains contribuaient à développer les notions émergentes de mondialisation financière, intellectuelle et culturelle?

Or, depuis la fin de la guerre froide et l'expansion de la communication interplanétaire, les universitaires sont plus visés que jamais. Avec leurs contacts internationaux et de haut niveau, ils sont à même de comparer les sociétés les unes aux autres et d'expliquer les insuffisances de leur gouvernement à leurs étudiants et à l'opinion. A l'heure où menace un nouveau conflit mondial, les pressions contre la liberté académique vont sûrement s'intensifier.

Toute une série de nouveaux prétextes sont invoqués pour justifier la répression qui s'abat sur les universitaires. Par exemple, la défense de l'identité ethnique et religieuse figure en bonne place. Certains gouvernements s'autoproclament gardiens de l'orthodoxie – ethnique, religieuse ou même laïque de



l'Etat – et persécutent ceux qui la contestent.

Les universitaires du monde islamique ont payé le plus lourd tribut à cette forme nouvelle de coercition. De l'Indonésie à l'Afrique du Nord, en passant par la Malaisie, le Pakistan, l'Asie centrale et le Moyen-Orient, professeurs et étudiants subissent de terribles pressions. On peut classer ces pays en trois catégories.

Premier cas: la religion fait partie de l'idéologie officielle, comme en Afghanistan, au Pakistan, en Iran et en Arabie Saoudite. L'Etat justifie ostensiblement la répression des enseignants qui le critiquent par la protection de la foi. Au Pakistan, cette année, un professeur d'hygiène a été condamné à mort pour s'être demandé si le Prophète pouvait observer les prescriptions de l'islam avant d'en avoir reçu la révélation. En Iran, où enseignants et étudiants ont mené un débat capital sur la concordance entre religion et monde moderne, des dizaines d'intellectuels (dont plusieurs membres du clergé et des théologiens) ont été jetés en prison pour avoir soi-disant froissé les sensibilités religieuses. Dans ces pays, la brutalité de la répression est souvent justifiée par la menace que feraient peser sur le pays des idées venues de l'étranger.

Deuxième cas: l'Etat a officiellement embrassé une idéologie laïque, comme en Turquie et dans de nombreuses républiques d'Asie centrale, où les signes extérieurs de piété peuvent valoir de graves ennuis. Agitant le spectre de la menace islamiste, des régimes autoritaires se perpétuent en faisant taire toutes les critiques.

Troisième cas: dans la plupart des pays à majorité musulmane, l'Etat justifie des années de mauvaise gestion, de corruption et de répression en s'appuyant sur la prétendue tension entre l'islam et l'Occident.

La Tunisie et l'Égypte, deux pays qui se posent en alliés indéfectibles des Occidentaux, ne tolèrent aucune critique, ni religieuse ni libérale. D'un côté, les universitaires pieux sont muselés, sous prétexte qu'ils menacent l'ordre politique. De l'autre côté, l'Etat réprime les intellectuels qui critiquent les injustices au nom de la démocratie libérale.

### **Au Turkménistan, l'enseignement des langues étrangères a été interdit**

La défense de l'identité ethnique a aussi alimenté la répression. En Yougoslavie, sociologues et historiens ont été sollicités pour justifier les exactions. Comme ils ont refusé de rentrer dans ce jeu, le gouvernement Milosevic a entrepris une épuration des universités serbes. En Indonésie, l'Etat s'en est pris aux universitaires dans des régions peuplées de minorités – comme la rétive province d'Atjeh – afin d'empêcher tout débat sur l'élargissement de l'autonomie locale. Au Turkménistan, l'enseignement des langues étrangères a été interdit, au nom de la nécessité de sti-

## **UN CHIEN DE GARDE PLANÉTAIRE**

**C**réé en juin 2001 grâce à un capital de lancement de l'Unesco, le Réseau pour l'éducation et les droits académiques (NEAR) centralise et diffuse l'information sur les atteintes aux libertés universitaires dans le monde. Il s'efforce de développer des liens entre associations et de nouer des contacts avec la société civile pour mobiliser l'opinion. Tout rapport signalant un abus est recensé sur le site [www.nearinternational.org](http://www.nearinternational.org). NEAR alerte, ensuite, tous ceux qui peuvent protester auprès des Etats et des institutions internationales. ■

muler la science turkmène.

Les attaques contre la liberté académique ont pris une tournure inquiétante en se «privatisant». Des groupes militants, de plus en plus nombreux, ont désormais la volonté et les moyens d'agresser des universitaires qui font entendre la voix de la raison. En Espagne, ceux qui se montrent favorables à une résolution pacifique du problème basque font l'objet d'intimidations de la part du mouvement séparatiste.

### **Mobilisation mondiale**

En Colombie, tant les paramilitaires que les guérilleros qu'ils combattent ont pris l'habitude de s'attaquer aux universités pour faire taire les critiques. Mais il existe des formes significatives de résistance. Depuis quelques années, des universitaires agissent pour la défense de leurs collègues réprimés. Ces mêmes qualités qui les désignent à la persécution – esprit critique, accès à l'information – permettent aux enseignants et aux étudiants de s'entraider.

La réaction de la communauté académique mondiale à l'arrestation en Chine, au début de l'année, de plusieurs

professeurs accusés d'espionnage est fort instructive. Plus de 400 sinologues, dans une quinzaine de pays, ont signé une pétition en leur faveur, appelant le gouvernement chinois à produire des preuves et à adopter les normes internationales de procédure judiciaire. La pétition a été publiée dans les médias avec le soutien de plusieurs grandes organisations universitaires. Le gouvernement des Etats-Unis a intercédé auprès de la Chine en faveur de ceux des accusés qui étaient citoyens ou résidents américains. Ils ont vite été relâchés. Si la mobilisation universitaire internationale a joué un rôle essentiel dans ce cas précis, d'autres chercheurs – leur nombre n'est pas connu – se languissent toujours en prison pour des motifs vagues et infondés.

La communauté universitaire internationale est capable d'intervenir efficacement pour ses membres persécutés, mais le succès exige une coopération et une coordination permanentes. C'est précisément ce qu'apportent le programme Liberté académique de Human Rights Watch, et, plus largement, le Réseau pour l'éducation et les droits académiques (voir

La brutalité de la  
répression est souvent  
justifiée par la menace  
que feraient peser  
des idées venues  
de l'étranger

**«Tant il est  
aisé d'écraser,  
au nom  
de la liberté  
extérieure,  
la liberté  
intérieure  
de l'homme.»**

Rabindranath Tagore, poète indien (1861-1941)

## 2. L'EMPRISE DES POUVOIRS

# Taisez-vous, Ibrahim!

Depuis mai dernier, un sociologue égyptien de renom est en prison.

Il a osé s'attaquer à des tabous, dit-on. Pour les défenseurs des droits de l'homme, son procès pourrait être celui de la liberté d'expression.

**STEVE NEGUS**

JOURNALISTE AU CAIRE,  
ANCIEN RÉDACTEUR AU CAIRO TIMES.



© Amir Nabil/AP/Sipa, Paris

Saadeddin Ibrahim, lors de son procès.

**«Il n'y a  
qu'un bien,  
le savoir,  
et qu'un mal,  
l'ignorance.»**

Socrate,  
philosophe grec  
(470-399 avant J.-C.)

**E**n mai 2001, la condamnation du sociologue Saadeddin Ibrahim à sept ans de prison a ébranlé la société égyptienne.

Le gouvernement s'est toujours prévalu de son bon droit pour réprimer l'activisme islamiste, même s'il fait le jeu des conservateurs en s'attaquant aussi aux groupes situés à l'autre extrême politique. Saadeddin Ibrahim, 63 ans, n'appartient à aucun de ces deux bords. C'est un universitaire de renommée mondiale, dont les recherches pionnières sur les origines sociales des militants islamistes auraient pu aider le gouvernement. Dans les années 1990, invité à la télévision nationale, il expliquait aux Égyptiens comment combattre cette forme d'extrémisme. Proche de l'épouse du Président, Suzanne Moubarak, il écrivait dans la presse officielle du pays. Mais Ibrahim n'a jamais ménagé ses critiques à l'encontre du régime. Il évoquait ouvertement les problèmes de l'Égypte avec sa «minorité» chrétienne, brisant un tabou par l'utilisation de ce vocable, car le discours nationaliste de l'Etat affirme que les coptes font partie intégrante de la nation.

De même, il déplorait l'absence de démocratie dans le monde arabe. Certains attribuent sa disgrâce au fait qu'il a qualifié de «républarchies» les Etats arabes où l'on est président de père en fils. En mai 2000, le Centre Ibn Khaldoun pour les études sur le développement, qu'Ibrahim dirigeait, fit l'objet d'une descente de police. Le chercheur fut arrêté, avec 27 de ses collègues. Il fut accusé de «*ternir la réputation de l'Etat*», de «*recevoir des fonds étrangers sans autorisation*», de détourner de l'argent et d'acheter des

responsables de la télévision publique. Les enquêteurs se sont montrés très intéressés par une enquête que préparait le Centre sur le déroulement de futures élections parlementaires.

Ibrahim se vit offrir une chance ultime: en septembre 2000, selon l'un de ses avocats, il fut relaxé avec la promesse qu'aucune charge ne serait retenue contre lui s'il se taisait. Mais il continua à parler haut et fort et annonça qu'il poursuivrait son enquête sur les élections. Quatre jours plus tard, il tombait sous le coup de nouvelles inculpations.

### Accusé de trahison

Son procès dura quatre mois (novembre 2000-février 2001). «*Etant donné le rôle que joue l'Égypte dans la région, il n'est pas étonnant qu'elle fasse l'objet de diffamations*, disserta le procureur général, Sameh Seif. *Ce qui est surprenant, c'est que ces attaques viennent de chez nous, de gens qui partagent notre vie mais ne laissent que peines et douleurs sur leur passage*». Le sociologue fut taxé d'«*escroc*» et de «*falsificateur de génie*», et accusé de trahison. La défense mit en avant, entre autres, que de nombreuses organisations égyptiennes recevaient des fonds étrangers et publiaient des rapports critiques. Mais Ibrahim fut reconnu coupable (sauf de corruption) et condamné à sept ans de prison. Six des co-inculpés furent condamnés à deux à cinq ans de prison ferme, et 21 autres à un an avec sursis.

Les réseaux de connaissances du chercheur à l'étranger et sa double nationalité égypto-américaine, valurent au gouvernement égyptien de violents éditoriaux dans la presse. Le *Washington Post* invita les Etats-Unis à se rappeler cette affaire au moment de réexaminer l'aide accordée au Caire. Mais en Égypte, seule une minorité de confrères défendirent sa cause. L'essayiste politique et ancien diplomate Hussein Amin attribue ce «lâchage» à la jalousie. «*Saadeddin Ibrahim est considéré en Occident comme le plus grand intellectuel égyptien*, dit-il. *Il gagne beaucoup d'argent et il est invité partout*». Quant à la presse locale, elle s'est davantage intéressée à sa prétendue «trahison» qu'à la défense de la liberté d'expression.

Certains collègues du sociologue emprisonné espèrent néanmoins qu'il sera libéré cet hiver pour raisons de santé. Pour l'heure, cette affaire semble être un avertissement lancé aux intellectuels. Selon une déclaration conjointe signée Amnesty International et Human Rights Watch, elle «*survient dans un contexte d'attaques contre la société civile qui visent à la museler*». ■

## 2. L'EMPRISE DES POUVOIRS

## Le piège de la nostalgie

En Russie, les jeunes historiens ont pris la relève. Mais leurs recherches se heurtent au conservatisme de certains archivistes, qui préfèrent cultiver une vision nostalgique du passé.

NICK HOLDSWORTH

COLLABORATEUR DU TIMES HIGHER EDUCATION SUPPLEMENT. AUTEUR DE MOSCOW: THE BEAUTIFUL AND DAMNED. LIFE IN RUSSIA IN TRANSITION, LONDRES, ANDRE DEUTSCH, 2000.

L'écrivain russe Victor Astafiev ne refuse pas la controverse. Au contraire: ce vétéran de la Deuxième Guerre mondiale est célèbre pour ses récits d'un réalisme impitoyable sur la Grande Guerre patriotique. Mais l'an dernier, quand son dernier livre – *Veseli Soldat* (Le Brave soldat) – est paru, un auteur de son envergure, honoré comme l'un des plus grands écrivains vivants, ne s'attendait pas à susciter une telle rage.

Astafiev, qui vit à Krasnoïarsk (Sibérie), a été vilipendé par la presse, fustigé par les hommes politiques locaux pour son implacable description du comportement de l'armée soviétique pendant la dernière guerre. Faisant fi de l'union nationale qui, avec une détermination sans faille, aurait permis de chasser les fascistes, Astafiev raconte comment des garçons mal entraînés ont servi de chair à canon, poussés au feu par des commissaires politiques en armes. Balayant le tabou de l'insurrection unanime des peuples de l'URSS contre l'envahisseur, il affirme que ce dernier a d'abord été accueilli en libérateur par des populations fatiguées de la tyrannie stalinienne.

## Retour en arrière

Les édiles de Krasnoïarsk, dont beaucoup sont, comme Astafiev, de purs produits du communisme de guerre, ont décidé de supprimer la petite pension que la ville lui versait. Désespéré, l'écrivain, âgé de 77 ans, a dû être hospitalisé pour un problème cardiaque. Aujourd'hui, il est à nouveau chez lui. Mais ni lui ni ses amis ne se risquent à évoquer cet épisode révélateur d'un phénomène nouveau dans la Russie post-communiste: le déni d'Histoire.

L'affaire Astafiev témoigne, avec d'autres, de la disparition progressive, en dix ans, de ce climat d'ouverture intellectuelle qui a régné en Russie après l'effondrement de l'URSS. Les bouleversements qui ont suivi l'échec du putsch fomenté par les durs du Politburo, en août 1991, avaient fait voler en éclats la culture du secret, cultivée pendant la période soviétique. Deux années durant, les chercheurs russes ou étrangers ont été à la fête: les archivistes leur ouvraient tout grand leurs portes, dans l'ivresse de la liberté. Puis, en 1993, il y eut un nouvel affrontement entre Boris Eltsine et les forces conservatrices. La construction d'une

Russie nouvelle exigea alors la refonte des services de sécurité et une nouvelle définition du secret d'Etat. Une loi nouvelle fut adoptée selon laquelle la majeure partie des documents seraient «déclassifiés» et rendus publics au bout de 30 ans.

Avec les universités du pays tout entier, l'Académie des sciences de Russie s'efforça de faire émerger une nouvelle génération d'historiens. Mais aujourd'hui, malgré la loi de 1993, les chercheurs spécialistes de l'ère soviétique affirment qu'ils ont de plus en plus de mal à accéder aux archives du Parti, de la police secrète et du gouvernement.

Ce retour en arrière a commencé dès la fin de l'ère Eltsine. L'organisme d'Etat chargé de la déclassification des documents secrets a interrompu ses travaux voici deux ans. Selon les chercheurs, des directeurs d'archives, naguère ouverts et prévenants, en sont revenus à la vieille coutume soviétique du «non» à la quasi-totalité des demandes.

«Il y a les archivistes qui gardent les documents sous clef et ceux qui réclament de l'argent pour les montrer», raconte Nikita Petrov, un historien réputé, spécialiste du NKVD (la police secrète du temps de Staline), qui collabore aujourd'hui avec l'organisation de défense des droits de l'homme Mémorial, à Mos- ▶



Les vestiges d'un goulag stalinien, en Sibérie.

cou. A en juger par son expérience, les archives concernant les activités anti-bolcheviques pendant la dernière guerre sont particulièrement difficiles à faire ouvrir.

De nombreux archivistes appartiennent à la vieille garde. Une certaine nostalgie du passé liée à l'exaltation grandissante des symboles nationalistes dans un pays en proie à la crise économique et sociale, les conduisent à reprendre leurs anciennes habitudes.

L'historien reconnaît cependant que la loi de 1993

ce, malgré un complément de salaire de 700 francs par mois, en moyenne, alloué aux chercheurs par la fondation de l'Académie des sciences.

«*Hormis quelques difficultés ponctuelles pour accéder aux documents et à certaines sources de financement, nous travaillons, aujourd'hui comme hier, de manière satisfaisante, assure-t-elle. Lors des colloques internationaux, nos collègues américains sont d'ailleurs surpris par la vigueur de nos controverses.*» Ces désaccords entre historiens portent notamment sur les causes de la guerre froide, la réaction de la Russie à la création de l'OTAN, ou encore la gestion de la crise de Cuba. «*Au début de l'année 2001, précise-t-elle, l'Académie des sciences a exigé que tous les chercheurs l'informent de leurs contacts avec des étrangers. Là, beaucoup ont craint un retour des contrôles de l'ère soviétique. Mais cette décision est restée lettre morte.*»

### La vie est trop dure

Pour Nikita Petrov, le renforcement du secret traduit surtout le désir de recouvrir les difficultés présentes sous un voile de nostalgie. «*On se refuse à regarder en face un passé criminel. Les enseignants, les médecins, les fonctionnaires sont si mal payés qu'ils doivent lutter pour leur survie. Le passé leur offre un réconfort. Comme le montre l'affaire Astafiev, on préfère ne pas savoir. D'un autre côté, Astafiev n'a pas été jeté en prison. Même s'ils l'avaient voulu, ses contradicteurs n'auraient pas pu le faire.*»

D'autres historiens se sentent encouragés par le regard que la nou-

velle génération porte sur le passé. Irina Cherbakova, professeur d'Histoire à l'Université des sciences humaines de l'Etat russe, à Moscou, a récemment lancé un concours national, sous les auspices de l'association Mémorial, à destination des élèves de 14 à 18 ans. Ceux-ci devaient réaliser des textes et des illustrations sur le thème de la Russie au XX<sup>e</sup> siècle. Irina Cherbakova a reçu plus de 3500 contributions: «*Les jeunes se sont servi du témoignage de leurs grands-parents, de documents d'archives de l'ère soviétique, de journaux intimes, de photos. Certes, l'échantillon n'est pas scientifique, mais leurs réactions permettent d'espérer une appréciation bien plus franche de notre passé. Voilà de quoi nous rendre un peu d'espoir.*»

Cette lueur brille dans un paysage par ailleurs bien terne, concède Irina Cherbakova. «*Les gens ne veulent ni analyser ni discuter de l'histoire soviétique. Ils préfèrent se complaire dans la nostalgie. La vie est trop dure, notamment pour les plus âgés. Si bien qu'ils détestent qu'on les mette en face de leur passé et de leurs responsabilités.*» ■



Dans l'est de la Sibérie: l'ancien camp de Sewerntj, dans une mine d'uranium.

© H. J. Bulcardo/Judio X, La Bèrnie

est remarquablement démocratique et fonctionnelle: en menaçant d'aller au procès, Mémorial a pu arracher certains documents. Mais jusqu'ici, ce défi à la liberté académique n'a connu aucune suite judiciaire. Il reste, pour l'heure, un défi personnel, souvent difficile à cerner et à combattre. Ce n'est pas la loi qui a changé, mais l'âme du pays.

Tout le monde, pourtant, ne partage pas ce sentiment. Pour Natalia Yegorova, directrice adjointe de l'Institut d'histoire universelle à l'Académie des sciences de Russie, il n'existe aucune restriction à la liberté universitaire, si ce n'est l'épineux problème des salaires. «*Le degré d'accès aux documents, dit-elle, dépend des archives que vous voulez consulter. Chacune a ses propres règles. Beaucoup ne sont plus secrètes du tout, comme la plupart de celles des plus hautes instances du parti communiste.*»

Cette spécialiste de la politique étrangère de l'URSS et de la guerre froide considère que la principale entrave à sa liberté est de nature financière, et

# «L'université doit s'engager»

La justice sociale devrait être au premier rang des préoccupations des universitaires, estime Brenda Gourley\*, chancelière adjointe de l'Université du Natal, en Afrique du Sud.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CYNTHIA GUTTMAN

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

**S**elon vous, le monde académique est trop éloigné des réalités sociales.

En Afrique, c'est indéniable. Je vis à l'épicentre de l'épidémie de sida: la province du Kwazulu Natal a le taux d'infection le plus élevé du monde. Dans ce contexte, le sida est un problème de droits humains. J'estime que les universités ne s'engagent pas assez sur des enjeux de ce type, alors que l'absence de justice sociale est, à l'évidence, une question cruciale aujourd'hui. Nous devons assumer nos responsabilités sociales. Les universitaires constituent une sorte d'autorité indépendante, qui repose sur ce qu'on appelle les libertés académiques ou encore l'autonomie universitaire. Depuis cette position, ils devraient assumer un magistère intellectuel, en particulier dans cette période difficile. Refuser cette mission est une abdication morale. Par ailleurs, je déplore les progrès de l'anti-intellectualisme: le solide «bon sens» et le pragmatisme à courte vue gagnent du terrain, aux dépens de la réflexion.

Que peut faire l'université face à la pauvreté et aux inégalités?

A la fin des années 1980, nous avons pris le taureau par les cornes en lançant un dialogue d'«initiatives stratégiques» avec de nombreuses communautés du pays. Nous leur avons demandé comment l'université pouvait répondre à leurs préoccupations, quel rôle elle pouvait jouer dans la transition de l'apartheid vers la démocratie. Cela nous a aidés à anticiper, à communiquer avec un large éventail de personnes, y compris les futurs responsables gouvernementaux.

Notre faculté d'agriculture, par exemple, a longtemps formé ses étudiants à l'agriculture commerciale. Aujourd'hui, elle s'intéresse aussi à la petite exploitation, à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté. Son niveau n'a pas baissé pour autant. Sur d'autres problèmes, l'université doit s'engager sans réserve. L'épidémie de sida doit devenir une question de droits humains, les facultés de droit devraient être à l'avant-garde de ce combat.

On craint souvent que les pressions économiques ne minent les libertés académiques. Votre expérience confirme-t-elle ce risque?

J'ai confiance dans notre aptitude à éviter toute

compromission. Dans le monde entier, la croissance des effectifs étudiants a mis les finances publiques à rude épreuve. Je passe un temps considérable à chercher de l'argent. Je mets les donateurs face à leurs responsabilités financières, comme je mets les universitaires face à leurs responsabilités sociales. Pour la recherche médicale et sociale sur le sida, un domaine où nous sommes très actifs, j'en appelle à leur conscience morale. Je leur rappelle que nous vivons au milieu de l'une des pires catastrophes qui ait jamais frappé l'humanité.

Faut-il réorganiser l'université pour l'adapter à la société?

Les frontières de l'université, je ne cesse de le répéter, doivent devenir plus perméables, plus poreuses. Nous ne pouvons prétendre tout savoir, ni représenter l'ensemble des composantes et des intérêts de la société. Or, tous sont importants pour la vie intellectuelle et pour comprendre ce que les universités peuvent apporter. Ici, l'essentiel, c'est le partenariat.

Seulement avec le monde des entreprises?

Sûrement pas. Nous coopérons avec la société civile depuis l'époque de l'apartheid, quand le campus abritait 84 ONG. C'était très bénéfique pour l'université: nous étions en prise directe avec de nombreux problèmes sociaux, en particulier quand ces ONG sollicitaient notre aide pour concevoir et gérer des projets. Dans le monde entier, le secteur non gouvernemental connaît une expansion sans équivalent. Or, les universités ne se consacrent pas assez à la formation de leurs futurs cadres. Pour combler cette lacune, nous venons de créer un Centre de la société civile. De plus, j'ai beaucoup insisté pour qu'on intègre à notre programme diplômant un module obligatoire de service civil. C'est un outil d'apprentissage irremplaçable et c'est aussi un moyen très efficace de faire aboutir les projets concrètement, puisqu'on peut impliquer un grand nombre d'étudiants dans l'effort collectif.

Ressentez-vous le besoin d'un organisme international de défense des libertés académiques?

Oui. Nous savons que de grossières atteintes aux libertés académiques sont commises en Afrique et ailleurs. Si les universitaires ne protestent pas, qui le fera? Aucun de nous ne peut rester passif. ■

\* Brenda Gourley a aussi été élue chancelière adjointe de l'Open University (Royaume-Uni).

**«D'une certaine manière, la liberté académique est devenue une réalité parce que Socrate a pratiqué la désobéissance civile.»**

Martin Luther King, pasteur américain (1929-1968)

# Droits économiques: le grand retour

Les fractures économiques sont-elles aux origines profondes des attentats du 11 septembre? La question est posée. Mais, depuis plusieurs années déjà, les organisations de défense des droits humains les ont placées en tête de leurs priorités.

**PHILIPPE DEMENET**

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

es unes après les autres, toutes les grandes organisations non gouvernementales de défense des droits civils et politiques se sont ralliées à la bannière des «droits économiques» au milieu des années 90: la vénérable Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et ses 105 ligues nationales, Human Rights Watch et ses universitaires... Plus étonnant: l'organisation médicale d'urgence Médecins sans frontières (2000 volontaires sur le terrain) a lancé, dès 1996, une campagne mondiale pour le droit à la santé et «l'accès aux médicaments essentiels». Dernier rallié: Amnesty International et son million d'adhérents ont franchi le Rubicon en août 2001.

«Souci de cohérence», «obligation de pertinence»: toutes invoquent les mêmes arguments pour justifier le fait qu'elles s'attaquent aujourd'hui, avec vigueur, à ce qu'elles considèrent comme des carences des Etats en matière de santé et d'éducation, à l'hypocrisie des multinationales qui opèrent là où des populations sont martyrisées et à la cécité des institutions financières internationales, peu soucieuses des conséquences sociales de leurs programmes.

## Un texte gelé par la guerre froide

Réveil tardif? Juridiquement, les droits économiques sont garantis par le «Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels», adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 16 décembre 1966 (en même temps que le «Pacte international relatif aux droits civils et politiques») et entré en vigueur dix ans plus tard. Depuis lors, les 141 Etats qui y ont adhéré doivent s'efforcer d'améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens, de leur garantir le

droit au travail, à la formation, à un salaire «équitable», le droit de se syndiquer et de faire grève, le droit à «une nourriture, un vêtement et un logement suffisant», le droit à la santé et à l'éducation...

Longtemps, ce texte s'est trouvé gelé par l'ampleur même de ses ambitions et par la guerre froide. Les Etats du bloc communiste s'en faisaient les hérauts, tandis que l'Occident n'avait d'yeux que pour les libertés civiles et politiques. Certaines organisations, comme la FIDH, pourtant dédiées à la défense de tous les droits humains, en étaient venues à se focaliser sur les seuls droits civils: «il faut se souvenir du contexte: dans les années 1970-1980,

## Il est plus facile d'obtenir la libération d'un opposant qu'un changement dans une politique d'ajustement structurel

les dictatures communistes, latino-américaines, asiatiques, africaines, faisaient de la défense des droits civils une priorité absolue», rappelle Antoine Bernard, directeur exécutif de la FIDH.

Le retour sur le devant de la scène des droits économiques aura été la conséquence involontaire de la chute du mur de Berlin et de la mondialisation. Extension de l'économie de marché, généralisation du pluralisme politique et du progrès technologique, «la mondialisation s'est traduite par un enrichissement pour quelques-uns, par la déchéance et le désespoir pour le plus grand nombre», écrivait Pierre Sané, alors secrétaire général d'Amnesty International<sup>1</sup>, dans le *Rapport annuel 2001* de l'organisation.

Depuis l'extension du mandat d'Amnesty, chercheurs et directeurs de cam-

pagne se sentent plus à l'aise: «jusqu'ici, nous parlions de la famine au Soudan comme d'une conséquence du déplacement forcé des populations, contraire aux droits civils et politiques», raconte Bénédicte Goderiaux, chercheuse à Amnesty. *Désormais, une nouvelle réflexion va pouvoir s'engager. Sur la question de l'accès à la nourriture, par exemple.*

## Des catalogues de toutes les misères

Il reste qu'il est «moins complexe de se battre pour obtenir la libération d'un opposant qu'un changement dans une politique d'ajustement structurel», ainsi que le souligne Antoine Bernard. Et si la liberté ne se divise pas, quelle que soit la latitude, il n'est pas sûr que l'on puisse exiger le même accès aux soins de santé ou au marché de l'emploi dans un pays riche et dans un pays pauvre. «Il faudrait pouvoir établir des standards minimums! Ainsi, même les pays les moins avancés pourraient commencer à les mettre en pratique», souhaite Joanne Csete, directrice des programmes sur le sida et les droits humains, à Human Rights Watch.

Plus d'un militant s'est déjà perdu dans l'immense éventail des droits économiques. Le champ est tellement vaste que certains comptes rendus d'enquête finissent pas ressembler à des catalogues de toutes les misères du monde. En juin 2001, Human Rights Watch publiait un rapport sur les enfants kenyans victimes du sida. Après une longue digression sur les méfaits du sida en Afrique, il recommandait, entre autres, que le gouvernement du Kenya... scolarise tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire. «Nous nous efforçons de fournir quelques étapes réalistes aux gouvernements. Peut-être, cette fois, en a-t-on fait trop», reconnaît Joanne Csete, auteur du rapport.

Pour éviter la dispersion, son organisation a pourtant décidé de se cantonner aux «situations dans lesquelles la conduite arbitraire d'un gouvernement entraîne la violation de droits économiques et

sociaux». Amnesty, quant à elle, jure qu'elle n'abandonnera pas ses «points forts»: une prise en compte des violations au cas par cas, sans faire de discours, suivie d'une enquête minutieuse et irréprochable. «On va s'efforcer d'établir si, oui ou non, l'intégrité physique et mentale d'un homme a été violée par un déni de droits économiques», précise Salil Tripathi, coordinateur de campagne pour les questions économiques. Et ce ne sera pas simple: cerner l'impact d'un investissement économique sur les droits de l'homme est bien plus complexe que d'estimer son impact sur l'environnement».

Comment, par exemple, mesurer les effets du bouclage des territoires palestiniens sur les droits économiques et sociaux des populations? La FIDH s'y est essayée: «nous avons mesuré le volume des exportations de tomates produites à Gaza, avant et pendant le bouclage du territoire», raconte Antoine Bernard. Puis nous avons comparé les chiffres pour calculer le manque à gagner des producteurs et de leurs familles».

Autre défi: avec l'élargissement du champ d'intervention, les cibles potentielles se sont multipliées. Aux chefs d'Etat, traditionnellement visés par les rapports et les pétitions, s'ajoutent les institutions

financières internationales et les sociétés multinationales. Mais ces dernières, personnes morales de droit privé, ne sont en aucun cas tenues d'appliquer les pactes internationaux. «Heureusement, les chefs d'entreprise sont aussi des êtres humains», rétorque Kamal Samari, porte-parole d'Amnesty. On peut les convaincre que le profit ne va pas forcément de pair avec l'absence d'éthique».

### Des codes de conduite vérifiés par audit

Dans ce dessein, et bien avant l'élargissement du mandat d'Amnesty, son secrétaire général, Pierre Sané, avait pris son bâton de pèlerin pour aller prêcher, quatre années de suite, devant les puissants réunis à Davos, les vertus d'un engagement actif en faveur des droits humains. De même qu'il plaidait, devant les dirigeants des compagnies pétrolières, pour l'élaboration volontaire de «codes de conduite» censés moraliser le fonctionnement de leurs sociétés.

Face aux multinationales, les grandes organisations de défense des droits humains ont choisi la stratégie de «l'accompagnement», plutôt que de se lancer

dans une confrontation qui pourrait se révéler coûteuse. «Nous ne rédigeons pas les codes nous-mêmes, mais si une entreprise nous demande notre avis, nous insistons sur deux points: que la bonne application du code soit vérifiée régulièrement par un organe indépendant – un universitaire, une ONG, un cabinet d'audit – et que le code s'applique à tous les niveaux et sur tous les terrains d'action de la compagnie, autrement dit pas seulement au siège», confie Salil Tripathi.

Certaines entreprises, comme Shell, BP, Levi Strauss ou Reebok, se sont effectivement dotées de ces règles d'autodiscipline. Mais leurs agissements n'ont pas toujours été à la hauteur de leurs engagements, ainsi qu'Amnesty a pu s'en rendre compte avec l'affaire Talisman Energy. La compagnie pétrolière canadienne exploite un champ pétrolifère dans le Sud Soudan, une région ravagée par la guerre civile. En mai 2000, un rapport d'Amnesty sur *Le coût humain du pétrole* dénonçait «les graves violations» commises par les troupes gouvernementales et leurs milices autour des forages: déplacements forcés des populations, massacres de civils... Facteur aggravant: la sécurité de Talisman Energy est ►



Dans l'est de l'Equateur: comment mesurer les effets des ravages de l'industrie pétrolière sur les droits économiques de la population locale?

© Rhodri Jones/Panos Pictures, Londres

assurée par des forces gouvernementales.

A la suite de ce rapport et d'autres, la compagnie a élaboré un code d'éthique, s'est équipée d'un Monsieur droits de l'homme à temps plein et s'est engagée, chaque année, à évaluer sa «responsabilité sociale» dans un rapport vérifié par un cabinet d'audit. C'est le *Rapport 2000* qui a soulevé la colère d'Amnesty. Selon l'organisation, «il sous-estime les sérieuses violations qui sont perpétrées».

### Une caution morale

Friandes de tout ce qui pourrait ressembler à un label de bonne conduite, les sociétés multinationales ont tendance à rechercher le contact avec les organisations de défense des droits humains. «Nous sommes régulièrement approchés par des multinationales, qui, sous couvert de nous demander notre avis, veulent nous utiliser comme une caution morale», avertit Antoine Bernard.

L'arme ultime – pour le moment – des organisations humanitaires reste l'exercice de la «libre parole» et l'exposition à la «honte publique» du récidiviste. «C'est une arme symbolique, reconnaît Antoine Ber-

nard. *Mais elle peut faire du mal à l'image extérieure d'une entreprise ou d'un Etat».*

C'est ainsi que le Fonds monétaire international (FMI), attaqué de tous côtés, a sensiblement modifié son langage et ses priorités. «Depuis 1999, explique Sergio Pereira Leite, directeur adjoint du bureau européen du FMI, nous mettons l'accent sur le maintien des dépenses sociales (santé, éducation), dans les pays où nous améliorons la balance des paiements, comme le veut notre mission. Nous ne parlons plus de programmes d'ajustement structurels, mais de programmes de croissance et de lutte contre la pauvreté. Il est temps, maintenant, que le dialogue s'approfondisse avec les organisations de défense des droits humains.»

Pour une sanction plus efficace, certaines organisations, comme la FIDH, rêvent de voir s'instaurer une Cour économique internationale. Les victimes, par le truchement des organisations humanitaires, pourraient y porter plainte contre les Etats et les personnes morales (les multinationales) coupables de violer leurs droits économiques. Le projet suscite de vives oppositions, mais les partisans de la «justiciabilité» des droits économiques invo-

quent l'exemple de la Charte sociale européenne, adoptée par les 41 pays membres du Conseil de l'Europe.

### Un test décisif

Un Comité d'experts indépendants – gardiens de la Charte – peut être saisi sur plainte des ONG habilitées. C'est ainsi qu'en 1998, le Portugal a été solennellement invité à mettre fin au travail des enfants et qu'en 2001, la Grèce a été rappelée à l'ordre pour des textes législatifs sous-entendant une forme de «travail forcé». «Les lois du commerce ne devraient pas être considérées comme des normes supérieures aux textes internationaux sur les droits de l'homme», estime Sylvia Ostry, chercheuse au Munk Center for International Studies de l'Université de Toronto. «Le test décisif en la matière se produira sans doute dans le domaine de l'accès aux médicaments anti-sida: là, des pays comme l'Afrique du Sud et le Brésil ont déjà dit non aux règles du commerce international sur la propriété intellectuelle, au nom du droit humain à la santé». ■

1. Aujourd'hui Sous-Directeur général du secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO.

## César Carrillo\*: «En Colombie, il faut avant tout défendre le droit à la vie»

Les défenseurs des droits humains combattent désormais pour les droits économiques, au même titre que pour les droits civils et politiques. Qu'en pensez-vous?

Jusqu'à présent, de nombreuses ONG ne considéraient pas les syndicalistes comme des défenseurs des droits humains. Heureusement, elles sont en train de changer. En Colombie, nous avons toujours été en première ligne quand il s'agissait de lutter pour les droits civils et politiques, aussi bien que pour les droits économiques. Mais aujourd'hui, c'est le droit à la vie qu'il faut défendre avant tout.

Notre syndicat a organisé toute une série d'activités pour dénoncer les mauvais traitements infligés à de nombreuses communautés et les défaillances de l'Etat colombien face aux violations des droits humains.

Beaucoup de vos collègues ont payé cet engagement de leur vie...

Les syndicalistes colombiens sont des héros. La Colombie est le pays au monde où les syndicalistes sont victimes du plus grand nombre d'assassinats. Selon l'Uso, qui a perdu une cinquantaine de militants au cours des dernières années, 10 000 syndicalistes colombiens sont directement menacés. Selon Amnesty International, 112 ont été assassinés en 2000 et 93 entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2001. Nous sommes violemment critiqués et assimilés à la guérilla, ce qui fait de nous des cibles idéales pour les paramilitaires. En face, l'Etat ne prend pas les mesures qu'il faudrait pour garantir notre sécu-

rité.

Faites-vous une différence entre la violation de vos droits économiques et la violation de vos droits politiques?

Pour moi, les droits civils et politiques sont les plus importants. Les miens ont été violés lorsqu'on m'a empêché de poursuivre mes activités syndicales. Cela dit, les droits économiques sont aussi des droits humains fondamentaux pour pouvoir vivre dignement. Mais encore faut-il que le droit à la vie soit respecté. ■

Propos recueillis par Ásbel López, journaliste au Courrier de l'UNESCO.

\* Entre 1988 et 1995, César Carrillo a présidé l'Union Syndicale Ouvrière (Uso), le principal syndicat pétrolier de Colombie, qui a subi de lourdes pertes humaines. Arrêté en 1996 avec 15 autres personnes, il a été emprisonné pendant un an et demi. Après l'assassinat de son avocat, Eduardo Umana Mendoza, et de nouvelles menaces de mort, il a dû s'exiler fin 1998.



Affiche publicitaire d'un film iranien, à Ispahan.

© Trip/Ask Images Paris

# Écoutons la « nouvelle conscience islamique »

Pour le philosophe marocain Abdou Filali-Ansary\*, les musulmans ont avant tout besoin d'espaces de débats ouverts. Ce défenseur d'une approche critique des sources de l'islam espère qu'ainsi, ils cesseront de confondre religion et politique.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE BOUKHARI

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux penseurs musulmans ont voulu « réformer » la pensée islamique. Or, ces tentatives n'ont guère abouti à la modernisation des régimes musulmans. Pourquoi ?

Quand il y a crise, on a tendance à revenir aux sources. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement réformiste a été très puissant parce que la modernité, avec la conquête coloniale, a fait brutalement irruption dans le *dar el-islam* (Domaine de l'islam). Par modernité, on entend le double changement du rapport de l'homme avec la nature et avec lui-même. Pour la première fois, l'homme réalise, grâce à la science,

que beaucoup de choses, comme certains phénomènes climatiques ou la maladie, ne sont pas des fatalités. De même, l'ordre social ne paraît plus immuable. Les révolutions peuvent balayer les despotes et les peuples aspirent à améliorer leur condition matérielle.

De l'Inde au Maghreb, une grande vague de penseurs s'est levée pour dire que l'islam des origines allait bien dans le sens de cette modernité si puissante. Mais l'Iranien Djamal ad-Din al-Afghani, l'Égyptien Mohammed Abduh et d'autres n'ont pas fait comme les réformistes chrétiens, qui ont balayé

les précédentes interprétations, pour pouvoir porter un regard direct sur les Écritures. Ces intellectuels ont considéré l'histoire des premiers musulmans comme une référence, au même titre que le Coran et la Sunna (voir glossaire p. 41). Leur retour aux sources était apologétique: il visait à redonner confiance aux musulmans, en leur disant ▶

\* *Directeur de Prologues, revue maghrébine du livre. Auteur de L'islam et les fondements du pouvoir; traduction et introduction à la pensée de Ali Abderraziq, La Découverte, Paris, 1997; L'islam est-il hostile à la laïcité?, Le Fennec, Casablanca, 1998. A paraître: Par souci de clarté; à propos des sociétés musulmanes contemporaines, Le Fennec.*

que leur religion était favorable au progrès.

L'événement fondamental dans l'histoire récente de la pensée musulmane s'est produit dans un deuxième temps. Dans les années 20, un grand schisme a divisé le mouvement réformiste: d'un côté, l'Égyptien Hassan el-Banna, célèbre pour avoir fondé les Frères musulmans et, de l'autre côté, un autre Égyptien, Ali Abderraziq, le précurseur du courant critique de l'islam.

Pour avoir traduit son œuvre, je peux dire qu'il fut le premier à entreprendre un retour aux sources avec un regard critique. Il souligne que les principes cardinaux de l'islam, l'obéissance et la consultation, ne sont pas des règles d'organisation politique mais des valeurs morales: en contrepartie de l'obéissance qui lui est due, toute personne ayant des responsabilités (familiales, économiques, politiques, etc.) doit éviter de décider seule, en despote, et doit prendre en compte les avis de ceux qu'elle dirige. Abderraziq démontre que l'ordre politique islamique est une construction des musulmans, pas une obligation religieuse. Vous voyez la grande différence.

Pourtant, le prophète Mohammed avait bien créé une cité islamique, qui alimente l'imaginaire des musulmans, et il était lui-même chef de guerre.

La communauté de Médine fondée par le prophète n'était pas une entité politique. C'était une communauté religieuse. Mohammed est né dans une société sans Etat. Les tribus s'y faisaient une guerre incessante, sauf pendant quatre mois de trêve par an. Il a essayé de prêcher dans ce milieu pendant dix ans mais n'a réussi à rallier que des exclus: esclaves, femmes, membres de tribus minoritaires. D'où son départ pour Médine en 622 (hégire), où il a réussi à concilier deux tribus ennemies et à créer la première communauté musulmane. C'était une sorte d'anti-tribu, qui excluait le principe identitaire. On y entrait parce qu'on voulait devenir musulman, sur simple déclaration (profession de foi). Mais cette communauté a été attaquée par les autres tribus et le Prophète a dû se défendre, devenir chef de guerre.

Lorsqu'il est mort, l'Arabie était acquise à la nouvelle religion et il avait préparé une expédition pour porter le nouveau message vers la Syrie. Du fait de circonstances historiques, la communauté de Médine était devenue une entité religieuse prosélyte. Mais les directives lais-

sées par Mohammed étaient claires: ne jamais convertir par la force.

Pourtant, il y a une sourate très violente dans le Coran: «**après que les mois sacrés se sont écoulés, tuez les polythéistes partout où vous les trouverez, capturez-les, assiégez-les, dressez-leur des embuscades**».

C'est vrai, cette sourate est d'une violence extraordinaire. Elle a été révélée au Prophète dans un contexte de guerre, quand les polythéistes menaçaient la survie des musulmans. Je mettrais en regard de ce verset, un autre commandement du Prophète: attention, respectez les gens,

*sommes une communauté religieuse, pourquoi créer un Etat?»*. Il ont été exécutés ou écartés. Au cours des siècles, de nombreux penseurs ont repris ces idées et subi le même sort. Leur histoire n'a jamais été écrite.

Pourquoi?

Aucun pouvoir ne l'a permis. Au XX<sup>e</sup> siècle, le courant critique a continué à être occulté. Mais il est resté vivant. Ali Abderraziq a eu de nombreux héritiers spirituels, comme le Soudanais Mohammed Mahmoud Taha, pendu par Nemeiri en 1985, dont l'œuvre se vend à des dizaines de milliers d'exemplaires. Aujourd'hui, il



Ce manuscrit est la plus ancienne version écrite connue du Coran. Il est conservé en Ouzbékistan et classé «Mémoire du monde» par l'UNESCO.

pas d'arbre arraché, pas de maison brûlée, pas de femme violée... C'est cela qui a fait venir les populations à l'islam.

Après la mort du prophète en 632, la communauté des musulmans est belle et bien devenue un Etat.

Les musulmans se sont tout de suite divisés sur cette question. Les défenseurs d'un empire (le califat), mené par un chef «élu» par une assemblée, l'ont emporté. Les partisans d'Ali, qui voulaient un Etat dirigé par la famille du Prophète, ont créé le chiisme. Mais on oublie toujours qu'il y avait un troisième courant: des musulmans de la première heure, comme Malik Ibn Nuwaira ou Abu Dharr, ont dit: «nous

y a les Tunisiens Mohammed Talbi, Abdelmajid et Mohammed Charfi, le Pakistanais Fazlur Rahman, l'Iranien Abdul Karim Sorouch. Ils montrent tous que la tendance étatiste a triomphé pour des raisons historiques et qu'elle résulte d'une interprétation possible des textes parmi d'autres. Mais évidemment, ces gens-là ne tuent pas...

Tout de même, sans parler d'histoire, il y a des obstacles de taille à la critique des textes, comme la nature «incrédée» (essentiellement divine) du Coran.

Ce dogme s'est imposé très tardivement, trois à quatre siècles après la mort du Prophète. Au départ, cette idée était

minoritaire. Mais les théologiens qui l'ont défendue ont été tellement persécutés qu'ils ont obtenu l'appui des masses et ont fini par l'imposer. Je voudrais souligner quelque chose de bien plus important encore: le fameux concept de charia, conçue comme loi totale régissant la vie des croyants, s'est cristallisé près de deux siècles après la mort du Prophète. Il faut le dire et le répéter car c'est une rupture extrêmement importante.

C'est Mohammed Ibn Idriss Chafi'i, un jeune intellectuel brillant né 150 ans après la mort du Prophète, qui a consacré la charia. Les sources de l'islam n'indiquent que des *houdoud* (limites, frontières) imposées par Dieu, un peu comme des commandements: ne tuez pas, n'enlevez pas les femmes, etc. Les juristes musulmans s'en inspiraient, chacun à sa manière, pour soumettre les lois et les coutumes à des critères éthiques. Mais Chafi'i est allé beaucoup plus loin. Il a extrapolé à partir des *houdoud* coraniques et en a tiré des lois pour toutes les activités humaines.

A chaque étape de l'histoire, c'est le courant le plus dur qui l'a emporté. Pourquoi?

Parce que, très tôt, le politique s'est saisi de la chose religieuse. Ensuite, les débats religieux ont toujours été dominés par des considérations politiques et «instrumentalisés» à des fins partisans.

Parlons de cet islamisme moderne, né au début du xx<sup>e</sup> siècle, à l'opposé de ce que vous appelez le courant critique. Comment expliquez-vous qu'il ait marqué autant de points?

L'intégrisme a été poussé par deux grandes forces, qui nous broient comme des mâchoires d'acier. Il a bénéficié de l'appui des régimes locaux et du nouvel ordre mondial, dominé par l'«Occident». Partout, il a été manipulé pour lutter contre la gauche et les mouvements de libération. Comme l'a montré Mohammed Charfi dans *Islam et Liberté*, les régimes arabes et musulmans ne se sont pas contentés de financer certains mouvements. Ils ont mis en place des politiques éducatives destinées à enseigner la vision intégriste de l'islam. Résultat, on a planté, dans les esprits, le décor d'une confrontation durable. Les nouvelles générations sont coupées de la pensée universelle. La philosophie n'est plus enseignée dans les pays musulmans, ou alors à dose

homéopathique. L'autre grand vent qui a poussé l'intégrisme vient des relations internationales et des rapports économiques Nord-Sud. Comme les pays avancés soutiennent les régimes despotiques, il ne reste que la mosquée pour contester l'ordre économique, local et mondial. Ajoutez ce qui est ressenti comme une série d'agressions extérieures: le soutien massif à Israël, les bombes sur l'Irak, Srebrenica et maintenant l'Afghanistan. Les médias, eux aussi, portent une lourde responsabilité. Ils ne parlent de l'islam que lorsqu'il y a des attentats et font mine d'ignorer que l'intégrisme est minoritaire. Avec tout cela, nous sommes en train de camper le décor d'une nouvelle guerre de cent ans, de créer une polarisation extrême entre islam et Occident.

Vous rejoignez la thèse d'Huntington...

Non. Huntington a donné une réalité ontologique à ce choc, presque biologique, comme si nous étions fondamentalement différents, comme si la culture était une espèce de seconde nature. En réalité, ce choc est une construction historique, le produit de conditions particulières et de choix politiques.

Pour vous, l'islam n'est donc pas hostile à la démocratie et aux droits de l'homme.

La démocratie et les droits de l'homme sont des conquêtes récentes de l'humanité. Ces valeurs que les intégristes et Huntington prétendent occidentales sont universelles. La démocratie, c'est comme le feu ou les chiffres arabes. C'est un patrimoine de l'humanité. L'islam n'est ni pour ni contre. Un musulman ne peut être contre que s'il adhère aux constructions historiques du Coran incréé et de la charia, ces chimères produites tardivement pour dire que la religion doit tout régir. Bien sûr, les Occidentaux ont été les premiers à accéder à la démocratie. Mais cela s'est produit du fait de conjonctures particulières et, eux aussi, sont passés par de violents débats pour éliminer une partie de leur héritage religieux.

Dans les pays musulmans, le courant critique pourrait avoir ses chances si les conditions minimales de liberté étaient réunies. Regardez l'histoire récente de l'Iran. Dans les années 50, ce pays était à peu près au même niveau de développement que la Grèce. Si la CIA n'avait pas renversé Mossadegh en faveur du chah, il aurait probablement utilisé ses richesses

## GLOSSAIRE

**Charia:** loi religieuse embrassant tous les aspects de la vie individuelle et collective des musulmans.

**Chiisme:** de l'arabe «parti». Courant minoritaire composé des partisans d'Ali, cousin et gendre du Prophète, qui estiment que la succession de Mohammed aurait dû revenir aux membres de sa famille (Ali et ses descendants). Ce courant se divise lui-même en nombreuses «sectes»: **duodécimains, ismaéliens, druzes, zaidites, alaouites**, etc.

**Coran:** de l'arabe «lecture», «récitation». Pour les musulmans, ce livre sacré a été révélé par Dieu au prophète Mohammed par l'intermédiaire de l'ange Gabriel, à partir de 609. Il se compose de 114 **sourates** divisées en **versets**.

**Kharidjisme:** de l'arabe «sortir». Secte rigoriste qui entra en dissidence en 657 et qui s'est perpétuée dans le cadre de la secte **ibadite**, représentée à Mascate (Oman), Zanzibar (Tanzanie), Djerba (Tunisie) et dans le Mzab algérien.

**Sunnisme:** islam majoritaire qui se dit «orthodoxe». Il met l'accent sur la fidélité à la tradition, la **sunna**, qui est l'ensemble des enseignements, paroles et gestes du Prophète. Divisé en quatre écoles juridico-théologiques, plus ou moins rigoristes: **hanafite** (qui domine en Syrie, Turquie, Asie centrale, Inde, Chine), **malékite** (Maghreb, Afrique noire, Europe de l'Ouest), **chaféite** (Egypte, Irak, sud de la péninsule arabique, Afrique orientale, Indonésie, Malaisie...), **hanbalite** (Arabie saoudite).

**Wahhabisme:** Mouvement religieux fondé par Ibn Abd al-Wahhab au xviii<sup>e</sup> siècle et inspiré du hanbalisme, rite le plus rigoriste de l'islam sunnite. En fondant son royaume en 1932, avec l'appui des Britanniques, Ibn Séoud en a fait sa doctrine officielle. ■

pétrolières pour évoluer vers la démocratie.

Mais le chah a réprimé toute contestation et accepté la domination américaine. Une fois de plus, les musulmans ont été renvoyés à leur identité «primordiale», à l'islam. Même les Iraniens de gauche ont fini par se rallier à Khomeyni pour faire face au despotisme. Vingt ans après, en 1997, les électeurs iraniens ont donné plus des deux tiers de leurs voix à Mohammed Khatami, un adepte de ce courant



Base de données très complète sur l'islam:  
www.fondation.org.ma

## LA «NOUVELLE CONSCIENCE ISLAMIQUE»

# Un Islam, des islams

Allah est unique mais l'islam est multiple: Babel linguistique, bigarrure ethnique, mosaïque géographique, kaléidoscope politique, le monde musulman affiche aussi une extraordinaire diversité doctrinale.

**SLIMANE ZÉGHIDOUR**

GRAND REPORTER À LA VIE (PARIS),  
AUTEUR DE LA VIE QUOTIDIENNE À LA MECQUE, HACHETTE,  
1990.

Le mot «islam» dérive de la racine sémitique «slm» et signifie à la fois «paix» et «prospérité». Cette racine se retrouve, bien avant le Coran, dans le vocable de Salem, le dieu cananéen qui donnera son nom à Ur-Salem, la Ville de Salem: Jérusalem. De «slm» découlent également des noms comme Salomon, Salomé, Salmanassar, le roi d'Assyrie, ainsi que chalom (salut de «paix» en hébreu et en araméen) et «salam», en arabe. Pour le musulman, «islam» évoque l'«abandon» confiant de soi en Dieu. Son éthique fondamentale se résume, selon la Sunna, à «adorer Dieu,

*sans rien Lui associer, observer la prière canonique, payer l'aumône obligatoire, jeûner durant le mois de Ramadan, offrir à manger à l'affamé et le salut de paix, au voisin comme à l'inconnu».*

Aujourd'hui, le mot islam désigne à la fois la religion (l'équivalent de christianisme) et la civilisation (l'équivalent de chrétienté). Mais le croyant préfère utiliser, pour désigner l'univers islamique, soit le terme d'*oumma* (la «matrie», la communauté des croyants), soit l'expression *dar el-islam* (la Maison de l'islam).

Cette demeure de l'esprit s'étend de l'Indonésie au Maroc et du Cercle polaire au tropique du Cancer. Elle englobe 57 Etats, aux régimes politiques extrêmement divers, allant de l'émirat médiéval à la république constitutionnelle, en

passant par tout un éventail d'autres régimes: ultra-conservateurs, islamo-chrétiens, modernistes, laïques. Ces Etats se divisent en alliés et adversaires des Etats-Unis, en ultra-libéraux et socialistes, en riches et pauvres...

### Un croyant sur dix est chiite

De plus, un musulman sur trois – fait peu connu – vit dans des Etats d'autres aires culturelles: catholique (France, Belgique), protestante (Royaume-Uni, Etats-Unis), chrétienne orthodoxe (Russie, Macédoine), juive (Israël), hindouiste (Inde), bouddhiste (Sri Lanka), confucéenne (Chine)... Au total, les disciples de Mohammed – turcs, kurdes, persans, arabes, malais, berbères, slaves, chinois, africains – se répartissent sur un vaste

## PHILIPPE FARGUES\*: LA MODERNITÉ EST DÉJÀ LÀ

Un changement radical se déroule en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Bien que l'indice de fécondité soit encore légèrement supérieur à trois enfants par femme, il est en décroissance rapide, tandis que trois pays (Liban, Tunisie, Iran) sont déjà passés sous la barre des 2,1 enfants par femme, le seuil de remplacement des générations. D'autres suivent de près: Algérie, Maroc, puis Libye et Egypte.

La Méditerranée n'est plus un fossé: avec 1,55 enfant par femme, Tunisie se distingue plus des villes européennes. La culture musulmane ne peut plus être désignée comme un frein à la modernité démographique: c'est l'Iran qui, sous un régime islamique, a connu la transition démographique la plus accélérée de l'histoire. De 6,40 enfants par femme en 1986, à 2,06 en 1998, ce pays a franchi en 12 ans une étape que l'Occident avait mis un siècle ou plus à accomplir.

Au-delà de contextes spécifiques (conflits civils, guerres, embargos) et de la crise économique qui lui a partout servi de catalyseur, la baisse de fécondité est le résultat de phénomènes universels et irréversibles: l'urbanisation, la scolarisation (notamment des filles) et la tertiarisation de l'emploi.

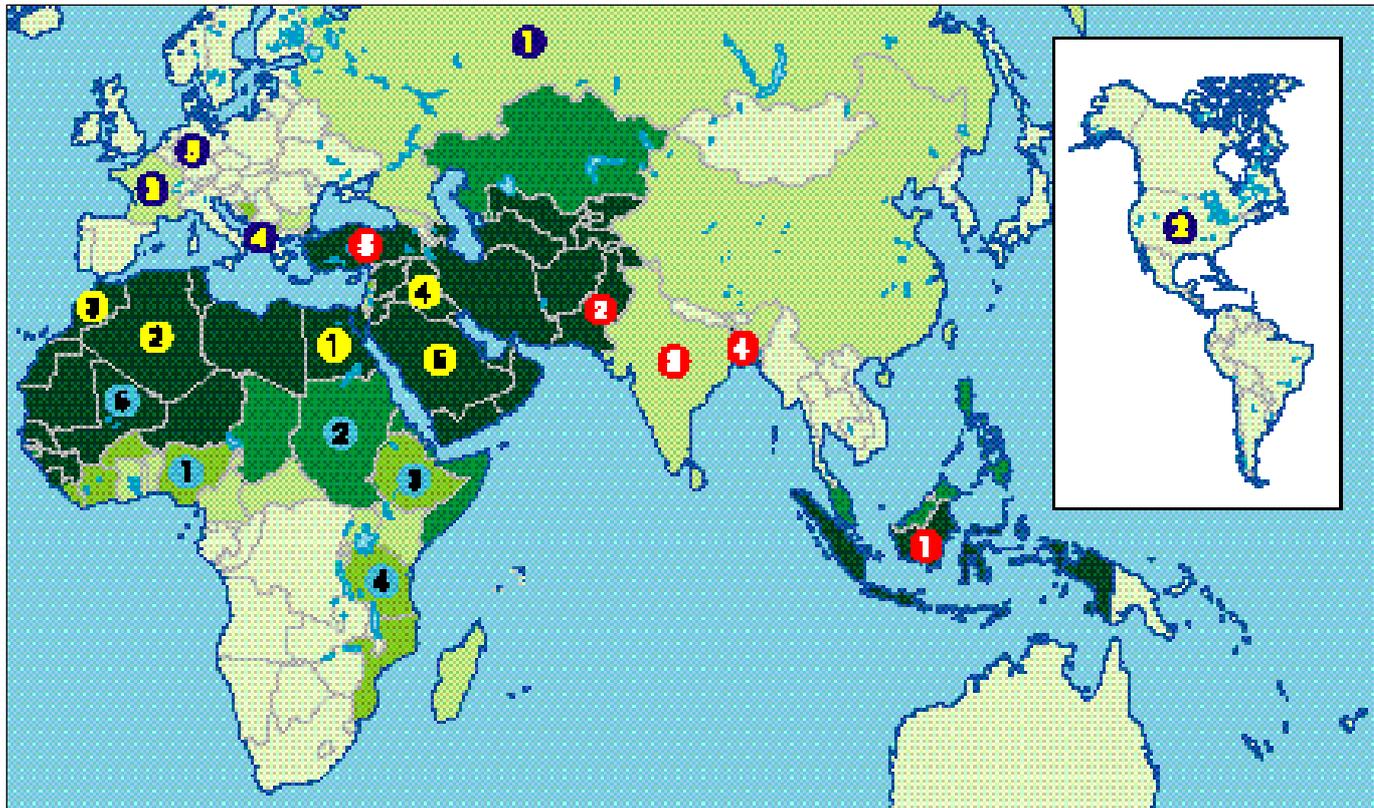
Avec la généralisation de la famille restreinte, c'est l'ordre patriarcal qui bascule. Ce système réglait depuis toujours les hiérarchies au sein de la famille et donnait une forme particulière à l'allégeance politique. Il reposait sur deux piliers: la subordination des cadets à l'aîné, et celle de la femme à l'homme. La baisse de la natalité met en question le premier, faute de cadets. Quant au second, encore entériné par des législations fondées sur la charia, il est récusé par le changement sociologique. L'éducation des filles (à l'égal des garçons), le retard de l'âge de leur mariage, la multiplication des jeunes femmes célibataires (condition jusqu'alors inconnue), l'admission des femmes, par le travail, au sein d'un univers d'hommes étrangers à leur parenté, sont autant de signes annonciateurs de la fin du patriarcat.

L'avènement de la famille à deux enfants ne signifie pas que la croissance démographique zéro soit pour tout de suite: les effectifs annuels de naissances ont atteint leur maximum vers 1980–1990, selon les pays. Leur réduction spectaculaire depuis cette date ne se fera pas sentir sur les marchés du travail avant 2005–2015.

Pourtant, dès maintenant, il y aurait des raisons d'optimisme. Les jeunes adultes de 25 ans sont, pour un court moment de l'histoire, dans une situation exceptionnellement favorable. Etant plus nombreux que jamais pour se partager les charges du troisième âge, ils entrent dans la vie active en sachant que les bénéfices de leur travail ne seront pas hypothéqués par l'entretien des générations précédentes. Avec leur propre fécondité, basse, ils peuvent escompter que leur épargne et leur investissement serviront à améliorer la qualité de la vie, plutôt qu'à absorber, comme par le passé, les effets de la poussée démographique.

Mais pour transformer cet atout théorique en bénéfice tangible, il faut que ces jeunes aient la possibilité d'épargner, c'est-à-dire de travailler. Or, dans la plupart des pays de la région, la massification de l'école et des diplômes a suscité des aspirations dans la population, mais le marché du travail leur a opposé le chômage, ou la déqualification. ■

\* Directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Paris). Auteur de *Génération arabes*. *L'alchimie du nombre* (Fayard, Paris, 2000).



**Pourcentage de musulmans dans le monde:** de 0 à 4% de 5 à 24% de 25 à 49% de 50 à 74% de 75 à 100%

	Population musulmane (en millions)	Population musulmane (en %)
<b>Monde arabe</b>		
1 Égypte	58,6	90
2 Algérie	30,5	99
3 Maroc	28,8	99
4 Irak	22	97
5 Arabie Saoudite	21,3	97
<b>Afrique (hors monde arabe)</b>		
1 Nigéria	53	43
2 Soudan	25,6	72
3 Éthiopie	21,1	33
4 Rép. Unie de Tanzanie	13,1	37
5 Mali	9,6	90

	Population musulmane (en millions)	Population musulmane (en %)
<b>Asie (hors monde arabe)</b>		
1 Indonésie	182,6	87
2 Pakistan	134,5	95
3 Inde	121	88
4 Bangladesh	114,1	12
5 Turquie	65	90
<b>Amériques / Europe*</b>		
1 Fédération de Russie	14,6	10
2 Etats-Unis d'Amérique	4,1	1,9
3 France	3,2	5,5
4 Albanie	2,4	70
5 Allemagne	1,7	2,1

\* Selon d'autres sources, la population musulmane dans la Fédération de Russie serait comprise entre 8,5 et 21 millions, aux Etats-Unis entre 6 et 7 millions et en France entre 4 et 5 millions.

**Les cinq principaux pays musulmans dans chaque grande région du monde.**

territoire, de la jungle javanaise au désert saharien, des montagnes himalayennes aux steppes de Haute Asie.

Même diversité sur le plan doctrinal. Ainsi que l'avait prédit Mohammed lui-même, l'islam se divise, dit-on, en 73 obédiences, courants, chapelles, confréries, sectes: sunnites, chiïtes, kharidjites, ismaéliens, wahhabites (voir glossaire), zaïdites, alaouites, ahmadis, alévites, ibadites, boh-ras, qadianis, bektachis, druzes...

Un croyant sur dix est chiïte et la majorité sunnite, pourtant réputée «orthodoxe», se décline en quatre grandes

écoles juridico-théologiques (chaféite, hanbalite, hanafiste, malékite) qui dominent, chacune, un pan du *dar el-islam*. De fait, l'*oumma* est aussi bigarrée que la chrétienté. Mais elle n'a jamais eu d'autorité centrale unique. D'où la difficulté, voire l'impossibilité, de dégager un consensus sur de nombreux points de la foi, du dogme ou de la politique.

Si l'islam n'a ni pape ni Vatican, il admet en revanche plusieurs pôles intellectuels. Le monde chiïte, confiné à l'Iran pour l'essentiel, dispose d'un véritable clergé coiffé par un ayatollah, le «grade»

le plus élevé de la hiérarchie religieuse. Quant au monde sunnite, il n'obéit à aucune structure hiérarchique. Cependant, l'université théologique d'El-Azhar, au Caire, fait fonction de référent pour les oulémas (les docteurs de la loi islamique) du monde entier. Il n'empêche, cette université reste une institution d'Etat, dont le recteur est nommé par le président égyptien. A Téhéran, au Caire et ailleurs, la religion demeure très liée au pouvoir politique, quand elle ne le conteste pas.



# L'audimat n'aime pas le Sud

L'opinion du Nord connaît mal les problèmes des pays pauvres, négligés par les médias. L'auteur d'une étude sur le sujet analyse les raisons de cette ignorance et les moyens d'y remédier.

**GREG PHILO**

DIRECTEUR DU GLASGOW MEDIA GROUP.

information circule de manière inégale. Depuis plus de 30 ans, toutes les études parviennent à la même conclusion. «*On constate d'abord un déséquilibre quantitatif: le tiers-monde reçoit infiniment plus d'informations sur le premier monde qu'il ne lui en adresse. De plus, la couverture en continu de l'actualité des grandes métropoles développées contraste avec la diffusion intermittente d'images d'un Sud en crise*», résume Annabelle Sreberny, spécialiste des médias.

Autre argument à charge: l'information, ciblée sur les catastrophes et les conflits, n'explique pas dans quel contexte politique et social complexe ils émergent. Et elle tend à minimiser les éventuelles responsabilités des pays du Nord – qui remontent parfois à l'époque où les pays africains servaient de pions dans la guerre froide.

Tous les grands médias internationaux – la BBC, ITV, l'AFP ou Reuters – se voient reprocher leur perception trop

étroite du Sud. Un journaliste américain, Mort Rosenblum, critique l'obsession du taux d'audience chez les responsables des médias et la promotion d'une information «divertissante» qui nuit à la qualité. Aux Etats-Unis, selon une étude réalisée par Steve Askin, les épisodes de famine qui ont frappé l'Afrique, en 1992, ont commencé à attirer l'attention des médias lorsqu'on a su que les éléphants en mouraient aussi.

Cette approche superficielle satisfait-elle réellement l'audience? Peu de travaux abordent cette question cruciale. Selon une enquête scandinave, si la presse parle du Sud à propos de conflits, les lecteurs voudraient en savoir plus sur la



Dans la mine, en Angola.

culture et la vie «normale» de ces pays. Au Royaume-Uni, une agence gouvernementale, le Département pour le développement international, soucieux de connaître l'impact sur l'opinion du traitement des pays du Sud par la télévision, a récemment commandé une grande étude sur le sujet<sup>1</sup>.

Dans le même ordre d'idées, un organisme indépendant, le Third World and Environment Broadcasting Trust (3WE), a interviewé 38 cadres dirigeants des télévisions britanniques, pour mieux cerner la façon dont ils conçoivent la couverture de l'information en provenance des pays du Sud. A Londres, par exemple, le directeur de Carlton Television a ainsi déclaré: «Nos tentatives passées montrent que les émissions sur le monde en développement n'attirent pas le public. Elles ne parlent pas de nous, mais d'événements sur lesquels nous n'avons pas prise».

### Les idées préconçues des dirigeants de chaînes

De tels postulats ont des conséquences évidentes. Selon un rapport commandé par 3WE, sur les quatre chaînes hertziennes britanniques, la diffusion de programmes d'informations concernant les pays du Sud a baissé de moitié entre 1989 et 1999. L'étude que nous avons menée montre que, sur les télévisions britanniques, l'information consacrée au tiers-monde fait la part belle aux conflits, au terrorisme et aux catastrophes. Ces sujets représentent plus du tiers du temps dévolu aux pays du Sud par les grandes chaînes que sont la BBC et ITN (Independent Television News).

Pour le reste, ces pays apparaissent dans le cadre de l'actualité sportive ou dans le sillage de personnalités diverses: dans notre échantillon, les Bahamas sont mentionnées à l'occasion d'un séjour de Mick Jagger et de Jerry Hall, d'autres pays parce qu'ils sont survolés par le dirigeable de Richard Branson, le patron de Virgin.

Pour une bonne part, la concurrence, exacerbée par l'essor des chaînes satellites et câblées, explique cette situation. Dans le contexte de libéralisation des années 1980, qui a favorisé la déréglementation de l'audiovisuel, la course à l'audience est devenue une véritable obsession.

Mais elle ne satisfait pas nécessairement les aspirations du public. Dans les groupes de discussions que nous avons organisés, l'attitude des téléspectateurs



La fièvre du diamant, en Angola.

© Paul Lowe/NetworkRapha, Paris

différait largement des idées préconçues qu'en ont les dirigeants de chaînes. Certains de nos interlocuteurs (environ 25% de l'échantillon) ont admis un désintérêt total pour le tiers-monde. Souvent en réaction, ont-ils expliqué, au flux d'images désastreuses dont ils se sentaient bombardés. Comme l'a dit l'un d'eux: «Chaque fois qu'on allume la télévision ou qu'on ouvre le journal, on nous parle d'une guerre qui commence, de la pauvreté qui s'étend, de nouvelles destructions. Trop c'est trop!».

Presque tous se sont souvenus d'images négatives, conformes, en effet, à ce que montre la télévision. Mais le niveau d'intérêt pour ces sujets n'était pas pour autant uniforme. Ce qui gênait la majorité de nos interlocuteurs, en revanche, était de

ne rien comprendre à ce qu'on leur montrait: «J'ai l'impression, en permanence, de manquer des informations nécessaires sur le contexte», nous a confié un témoin.

De façon unanime, il a été reproché aux journalistes de traiter les événements comme si tous les antécédents en étaient connus. Parmi ceux avec lesquels nous avons travaillé en contact étroit, beaucoup ont confirmé ce sentiment. Parfois, les reporters ont pour consigne de sacrifier l'explication au bénéfice des faits les plus spectaculaires, combats, fusillades ou émeutes. On préfère, a-t-il dit, le coup de feu à la «pédagogie».

A l'issue de cette première phase,

nous avons commencé à évoquer, avec des journalistes, les moyens d'améliorer l'information télévisée. Il nous a alors paru indispensable d'organiser un dialogue entre des journalistes de la BBC et un groupe de téléspectateurs «ordinaires». Nous allions examiner ce que ces derniers avaient compris – ou pas – du journal télévisé, puis leur permettre d'en discuter directement avec ceux qui l'avaient élaboré. Nous voulions aussi voir dans quelle mesure la compréhension d'une information modifie l'intérêt

qu'on lui porte. En présence de David Shukman, de la BBC, nous avons commencé par regarder deux séquences qu'il avait présentées.

Elles concernaient la guerre en Angola et les effets dévastateurs des

mines sur la population.

Ces images bouleversantes ne pouvaient laisser personne indifférent. Mais, pour toute la compassion qu'elles inspiraient, elles perpétuaient les associations habituelles. Encore des images de guerre venues d'Afrique! Pour nos téléspectateurs, tout cela était bien triste, mais puisqu'ils n'y pouvaient rien, ils ne se sentaient guère concernés. Le reportage soulignait la place du commerce du pétrole et des diamants dans la crise, et l'importance de la corruption dans le pays, au bénéfice des profiteurs de guerre. Ces explications confortaient les *a priori* des téléspectateurs: les Africains ne sont

### Des reporters ont pour consigne de sacrifier l'explication au bénéfice de faits spectaculaires

## SORIOUS SAMURA\*: EXPLIQUER LE CONTEXTE

**D**e l'Afrique, les médias du Nord ne montrent que des stéréotypes. Quand ils font l'effort de couvrir l'actualité du continent, ils ne prennent jamais le temps d'approfondir. Les comptes rendus trop rapides négligent le pourquoi et le comment. La mise en perspective, l'attention accordée aux détails serviraient à comprendre que l'Afrique n'est pas un continent de tueurs. Comme au Kosovo ou en Tchétchénie, les conflits y sont le résultats d'enchaînements de causes.

Quand j'ai présenté le scénario et les rushes de mon film Cry Freetown [qui décrit l'entrée sanglante des rebelles dans Freetown, en 1999] aux gens de Channel 4 et d'ITN, au Royaume-Uni et de CNN, aux Etats-Unis, ils les ont jugés trop brutales pour leur public.

J'avais un seul argument à leur opposer: «c'est la réalité, tout s'est passé ainsi. Et n'oubliez pas que des enfants ont assisté à ce carnage. Ils n'avaient pas la possibilité d'éteindre le poste. Ni de changer de chaîne».

En filmant des scènes de massacres, de viols et de mutilations, j'ai voulu choquer. Cette guerre durait depuis huit ou neuf ans dans l'indifférence générale parce que les médias n'en parlaient pas. Ce silence explique ma démarche: pour une fois, surprions les spectateurs. D'abord, en expliquant les tenants et les aboutissants, puis, en montrant ces images insoutenables. Je pense avoir réussi.

Le contexte reste le maître-mot. J'ai suivi, devant un écran de télévision, les événements de septembre dernier aux Etats-Unis et malgré les milliers de morts du World Trade Center, à aucun moment je n'ai vu de scènes aussi crues que les miennes. Quand il s'agit de l'Occident, on ménage les téléspectateurs, on se dit qu'ils vont imaginer ce qu'ils ne voient pas, qu'il n'est pas nécessaire de tout montrer puisqu'ils comprennent. Mais quand il s'agit de l'Afrique, c'est différent. S'ils nous assimilent parfois à des barbares, c'est parce qu'on ne leur montre que des faits bruts et des stéréotypes coupés du contexte – encore l'Afrique, pensent-ils, avec ses inondations, ses famines...



© Insight News Television, Londres

Dans tous mes reportages, je veux montrer comment les échanges et la coopération entre l'Afrique et l'Occident ont mal tourné. Et je fais en sorte que les téléspectateurs du Nord se sentent concernés. Pour Cry Freetown, le commerce des diamants entre les compagnies minières occidentales et les rebelles était une accroche évidente. Exodus [sur l'émigration] rafraîchissait la mémoire de l'Occident: dans le passé, il s'est installé en Afrique, il s'est servi sans demander la permission. Pour retenir l'attention, je m'efforce de montrer aux contribuables des pays du Nord comment leurs impôts et leurs gouvernements alimentent le désordre et la corruption.

J'aimerais aussi raconter des histoires positives. Avec mon récent documentaire sur l'Ouganda, je voulais lancer un message d'espoir, mais j'ai, hélas, retrouvé les mêmes problèmes – trop peu d'investissements en faveur des jeunes, dans l'éducation en particulier, et trop de corruption. La réalité est ainsi. J'en rends compte.

En Afrique, nos médias ne sont pas assez puissants pour changer les comportements. Nous ne manquons ni de compétences, ni d'individus motivés et intègres, mais nous manquons de moyens financiers. Si le Nord peut diffuser ces films, il aidera à changer les choses. ■

\* Originaire de Sierra Leone, Sorious Samura a suivi des études de cinéma au Royaume-Uni, voici 12 ans, grâce à une bourse de l'UNICEF. Ses documentaires Cry Freetown, Exodus et Walking on Ashes ont été diffusés par Channel 4 (Londres) et CNN.

pas doués pour se gouverner.

Je suis alors intervenu dans la discussion, en demandant d'où provenaient les mines et les munitions. Des pays industrialisés, ont répondu les membres du groupe, qui ont évoqué le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Europe de l'Est, parmi les grands vendeurs d'armes. Et avec quel argent ces armes sont-elles achetées? Ils ont rappelé les informations du reportage: la vente de diamants et de pétrole, le blanchiment d'argent... Mais la City de Londres n'est-elle pas soupçonnée de participer au transfert illégal d'énormes sommes venues d'Afrique? Puis, j'ai demandé à mes interlocuteurs s'ils portaient des diamants...

Nous avons renouvelé l'exercice avec trois groupes. A chaque fois, cette question a surpris, voire choqué. Elle sous-entendait qu'en achetant un diamant en Angleterre, on contribuait peut-être à

l'achat de mines antipersonnelles. J'ai alors expliqué comment le trafic illicite des «diamants de sang» finance les guerres dans toute l'Afrique. Dans les trois groupes, cette information a provoqué une vive discussion. Les téléspectateurs ont demandé pourquoi cet élément n'était pas rappelé à l'antenne. Certains participants ont longuement questionné les journalistes qu'ils soupçonnaient de subir la censure, ce que ceux-ci ont nié.

### Tout à coup, ce n'était plus le problème des Africains

Grande leçon de l'étude: l'intérêt des téléspectateurs s'est aiguisé dès qu'ils ont appréhendé les ressorts politiques et économiques des conflits montrés à la télévision. Et surtout, ils ont saisi en quoi ils étaient concernés. Tout à coup, ce n'était plus le problème des Africains. Si les gens réalisent que les relations économiques et politiques mondiales nourrissent les

crises, ils savent aussi qu'on peut changer ces relations. Le «nous n'y pouvons rien» vacille, et le public commence à regarder le monde d'un œil différent.

Notre travail a permis à des journalistes et à des universitaires spécialisés de coopérer pour améliorer la qualité de l'information et sa vertu pédagogique. Si ce travail collectif se poursuit, peut-être sera-t-il possible de mettre sur pied de nouvelles structures et de nouvelles méthodes pour parler du Sud dans les médias.

1. Audience Interest and Understanding of News Programmes (*Intérêt du public et compréhension des journaux télévisés*). L'étude, réalisée par le Glasgow Media Group, est disponible sur le site: [www.gla.ac.uk/Acad/Sociology/media.html](http://www.gla.ac.uk/Acad/Sociology/media.html)

# Boris Cyrulnik

## Il y a une vie après l'horreur

Face à la violence et à la déliquescence de la famille, de plus en plus de jeunes sont traumatisés ou, dans le meilleur des cas, très angoissés. Mais ils ne sont pas pour autant condamnés aux pires dérives. Aidons-les à devenir résilients, plaide Boris Cyrulnik.



© L. Montier/Gamma, Paris

**V**ous avez dû lire avec attention les profils de terroristes qui ont récemment été publiés dans la presse. Ces jeunes hommes avaient eu une enfance plutôt équilibrée, ils étaient diplômés... Pourtant, ils ont basculé dans le fanatisme et la violence. Comment l'expliquez-vous?

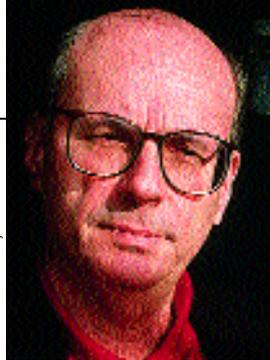
Par l'absence d'empathie. Les Allemands sont devenus nazis exactement de la même manière: par incapacité de se représenter le monde de l'autre. Pour eux, il fallait être blond, dolichocéphale (au crâne allongé), non juif. Tous les autres étaient des êtres inférieurs. Les terroristes impliqués dans les attentats de New York avaient été des enfants bien élevés, bien développés, diplômés, mais n'avaient pas appris qu'il existe d'autres manières d'être humain que la leur.

**Pourquoi?**

Dans certains pays musulmans, il existe des fabriques de fanatiques. De la même manière, en France, on a inculqué la haine des «Boches» aux enfants, après la guerre de 1870.

Les professeurs étaient payés pour leur dire qu'un jour, ils accéderaient à la gloire en allant casser du Boche. J'ai vu la même chose au Moyen-Orient. J'ai vu des livres où l'on disait aux petits garçons que s'ils mouraient pour la religion, ils iraient à la droite d'Allah. Ces écoles, qui n'enseignent qu'une seule vérité, sont des écoles de haine.

Mais certains étaient des enfants d'immigrés plutôt bien intégrés en Europe...



## «Si on ne sait pas qui on est, on est ravi qu'une dictature vous prenne en charge»

Ils devaient faire partie de ces gens qui n'avaient pas réussi à passer le cap de l'adolescence. Il y en a de plus en plus dans nos pays, 30% en moyenne, parce qu'on ne sait pas s'en occuper. Ces jeunes qui flottent sont des proies parfaites pour les sectes et les mouvements extrémistes. Quand on ne sait pas qui on est, on est ravi qu'une dictature vous prenne en charge et, dès l'instant où l'on se soumet à un maître, à un texte unique, on devient fanatique. De plus, la mondialisation angoisse beaucoup de gens, qui ont l'impression d'être dépersonnalisés. Les personnes angoissées se sécurisent en obéissant à quelqu'un qui leur dit «voilà comment il faut se comporter». La soumission, chez ces gens-là, provoque la disparition de l'angoisse.

Vous ne pensez donc pas que la mondialisation économique induise une «mondialisation psychique», la naissance d'une sorte d'«inconscient collectif mondial» qui nous permet de nous adapter aux flots d'idées et d'informations venues de toutes parts?

Non. Il peut y avoir une mondialisation sur le plan technique mais pas sur le plan psychologique. Au contraire, si je veux voir le monde, il faut que j'accepte de ne pas tout percevoir. L'identité est comme la parole. Lorsqu'un bébé arrive au monde, il possède plusieurs milliers de phonèmes. Mais pour parler, il est obligé d'en réduire le nombre entre 100 et 300, selon les langues. L'identité, aussi, est une réduction: je renonce à mille choses que je ne pourrai jamais intégrer pour être la personne que j'espère devenir. Aujourd'hui, avec la mondialisation, beaucoup de gens cherchent à retrouver leurs racines pour pouvoir «se réduire» afin d'acquérir une identité.

Le repli identitaire serait donc dû à l'expansion trop brutale du «modèle» occidental?

Il y a effectivement retour à une identité forcenée, qui devient une aliénation.

Comme c'est l'Occident qui a les armes, l'argent et la technologie, il y a de fortes chances pour que les mentalités occidentales se mondialisent. Soit les gens s'y plieront mais seront malheureux. Soit, à l'opposé, la haine de l'Occident grandira, comme actuellement. Des identités imaginaires, vieilles de plusieurs siècles ou même de plusieurs millénaires, continueront à resurgir. Nous avons donc le choix entre la «désidentification» et l'aliénation.

Il n'y a pas de solution médiane?

Si. Pour éviter d'être aliéné par une identité, il faut que les gens sachent qu'elle est constituée d'un patchwork de différents éléments. Toutes les identités sont le produit de l'héritage d'un père, d'une mère et d'une religion que chacun interprète selon son contexte culturel. En France, par exemple, les Bretons sont très fiers de leur vaisselle peinte de Quimper mais bien peu savent que ce style a été créé par un Italien immigré en Bretagne, il y a un siècle.

Vous avez évoqué les problèmes graves des adolescents d'aujourd'hui, qui «flottent» de plus en plus. De fait, on n'a

jamais aussi bien compris les enfants que maintenant et pourtant, il n'y a jamais eu autant de névroses précoces, de suicides d'adolescents, de délinquance.

Ce n'est pas paradoxal. Tous les progrès se payent. Le prix de la liberté, c'est l'angoisse. Aujourd'hui, on aide les enfants à développer leur personnalité, à prendre conscience d'un tas de choses. Ils sont plus intelligents, plus vifs, mais plus angoissés. On s'en occupe très bien à la maternelle et à l'adolescence, on les abandonne. La société ne prend pas le relais des parents. Du coup, un adolescent sur trois s'effondre, après le bac généralement. Pour éviter cela, il faudrait davantage de structures sociales et culturelles qui leur permettraient de donner un sens à leur vie, en encourageant la créativité, la parole, l'être ensemble, l'élan vers l'autre. Or, on ne le fait pas.

Problème de l'adolescent: «qu'est ce que je vais faire de ce qu'on a fait de moi?». Pour répondre à cette question, il doit être entouré de structures affectives (des groupes partageant la même activité, des copains) et pouvoir travailler. Mais la technologie a provoqué une telle révolu-

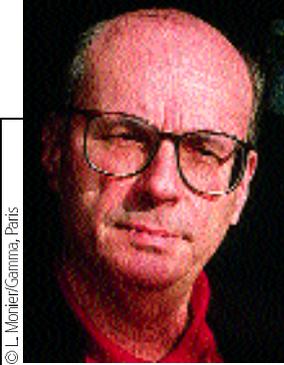
## CYRULNIK, L'INCLASSABLE

A n'en pas douter, Boris Cyrulnik est un résilient. Son enfance fracassée par la guerre et la déportation de ses parents ne l'a pas empêché de devenir un homme accompli: heureux parmi les siens, respecté par ses pairs et auteur vedette dans son domaine.

Né à Bordeaux en 1937, cet homme qui ne parle de ses blessures «qu'à la troisième personne», en écrivant sur les enfants, a su transformer ses faiblesses en atouts. «N'ayant pas été à l'école, dit-il, je ne suis pas sur "l'autoroute"; je suis mon propre chemin, en faisant juste ce qu'il faut pour être considéré comme normal.» Au lieu de l'éloigner des hommes, le drame qu'il a vécu l'a amené à essayer de comprendre: qu'est-ce que l'humain? Après des études de médecine, il devient psy en tous genres (neuropsychiatre, psychologue et psychanalyste) et franchit les sacrosaintes barrières entre les disciplines. Il fait ainsi appel, entre autres, à l'éthologie (science des comportements des espèces dans leur milieu naturel), quitte à se faire des ennemis dans la communauté scientifique.

Cet anti-spécialiste, grand voyageur et inépuisable curieux, n'hésite pas non plus à remettre en cause certains dogmes de la psychanalyse. Contrairement à Freud, qui en faisait le fondement de la névrose et du malaise dans la culture, Cyrulnik pense qu'il existe une «bonne» culpabilité: celle qui «invite à s'empêcher de faire du mal parce qu'on se met à la place de l'autre, et qui est probablement le fondement de la morale». ■





© L. Montier/Gamma, Paris

## «Dans la plupart des cultures, on est coupable d'être une victime»

lant de «famille traditionnelle». Or, celle-ci est apparue au XIX<sup>e</sup> siècle en Occident, en même temps que les usines. C'était une adaptation à la société industrielle: l'homme était une annexe de machine et la femme une annexe d'homme. L'usine fonctionnait, le château fonctionnait, les églises fonctionnaient. L'ordre régnait. Les individus, presque toutes les femmes et la plupart des hommes, étaient psychologiquement massacrés. Mais une minorité, 2% de la population environ, pouvait se développer correctement. Ils se mariaient pour transmettre leurs biens. A l'époque, cette famille traditionnelle était d'ailleurs assez peu répandue car la plupart des ouvriers ne se mariaient pas (puisqu'ils n'avaient rien à transmettre). Cette société a disparu, la famille traditionnelle existe de moins en moins mais le modèle est toujours dans les esprits. Et les lois commencent seulement à changer.

Quand une seule théorie se met en place, l'évolution des mentalités est très lente. Il faut mener des «guerres verbales», débattre, publier, pour faire avancer les choses. On peut inventer mille formes de familles différentes mais les enfants ont

besoin d'un lieu de protection, d'affection et de développement, avec des interdits: l'inceste et d'autres prescriptions, qu'ils peuvent négocier.

La notion de résilience que vous développez dans vos derniers ouvrages<sup>1</sup> fait une très belle carrière. Pourquoi un tel succès?

Quand on se penche sur les enquêtes épidémiologiques mondiales de l'OMS, on constate qu'aujourd'hui, une personne sur deux a été ou sera gravement traumatisée au cours de sa vie (guerre, violence, viol, maltraitance, inceste, etc.). Une personne sur quatre encaissera au moins deux traumatismes graves. Quant aux autres, ils n'échapperont pas aux épreuves de la vie. Pourtant, le concept de résilience, qui désigne la capacité de se développer dans des conditions incroyablement adverses, n'avait pas été étudié de manière scientifique jusqu'à une période récente. Aujourd'hui, il rencontre un succès fabuleux. En France, mais surtout à l'étranger. En Amérique latine, il y a des instituts de résilience, en Hollande et en Allemagne, des universités de résilience. Aux Etats-Unis, le mot est employé couramment. Les deux tours du World Trade Center viennent d'être surnommées «*the twin resilient towers*» par ceux qui voudraient rebâ-

tir.

Pourquoi ce concept n'a-t-il pas été étudié plus tôt?

Parce qu'on a longtemps méprisé les victimes. Dans la plupart des cultures, on est coupable d'être une victime. Une femme violée, par exemple, est souvent condamnée autant que son agresseur: «*elle a dû le provoquer*», dit-on. Parfois, la victime est même punie plus sévèrement que l'agresseur. Il n'y a pas si longtemps, en Europe, une fille qui avait un enfant hors mariage était mise à la rue alors que le père ne courait guère de risques. D'autre part, les victimes des guerres ont honte et se sentent coupables de survivre. La famille, le village les soupçonne: «*s'il rentre, c'est qu'il a dû se planquer ou pactiser avec l'ennemi*».

Après la Deuxième Guerre mondiale, qui fut la plus meurtrière de l'Histoire, on a basculé dans l'excès inverse. Les victimes sont devenues héroïques: elles devaient faire une carrière de victime car on pensait que si elles s'en sortaient, cela relativiserait les crimes des nazis. A l'époque, René Spitz et Anna Freud<sup>2</sup> décrivent des enfants dont les parents ont été massacrés par les bombardements de Londres. Ils sont tous très altérés, pseudo-autistes, en train de se balancer, atteints de troubles sphinctériens. Lorsqu'ils les

## LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

**AFRIQUE DU SUD:** International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.  
**Mast Publications,** PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.  
**ALLEMAGNE:** German Commission for Unesco, Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.  
 Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.  
**ARGENTINE:** Edilyr Srl, Librería Correo de la Unesco, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194  
**AUSTRALIE:** Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.  
 ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.  
 United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.  
 Gordon & Gotch Australia Pty. Ltd., Private Bag 290, Burwood VIC 3125. Fax: 03 9888 8561  
**AUTRICHE:** Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.  
**BELGIQUE:** Partner Press, 11 rue Charles Parenté, B-1070 Bruxelles. Fax: (32 2) 556 41 46/Tel.: (32 2) 556 41 40/partner.press@ampnet.be  
**BRÉSIL:** Fundação Getúlio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.  
**CANADA:** Renouf Publishing Company Ltd., 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J5. Fax: (1-613) 745 7660.  
 Faxon Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.  
**CHILI:** Universitaria Textolibro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.  
**CHINE:** China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.  
**CORÉE:** Korean National Commission for Unesco, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.  
**DANEMARK:** Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.  
**ESPAGNE:** Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Librería Al Andalús, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.  
 UNESCO Ebea, Avenida Urquijo 60, Ppal.Dcha., 48011 Bilbao. Fax: 427 51 59/69  
**ÉTATS-UNIS:** Berman Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.  
**FINLANDE:** Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.  
 Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.  
**GRÈCE:** Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.  
**GUATEMALA:** Comisión Guatemalteca de Cooperación con la Unesco, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.  
**HONG KONG:** Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.  
**HONGRIE:** Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 1 26, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.  
**INDE:** Unesco Office, 8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 110057  
**ISRAËL:** Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.  
**ITALIE:** Licos/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.  
**JAPON:** Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.  
**LUXEMBOURG:** Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.  
**MALTE:** Sapientzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.  
**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.  
**MAURICE:** Editions Le Printemps Ltée., 4 Route du Club, Vacoas. Fax: 686 7302  
**MEXIQUE:** Librería El Correo de la Unesco SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.  
**NORVÈGE:** Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.

**NOUVELLE ZÉLANDE:** GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.  
**PAYS-BAS:** Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888.  
 Tijdschriftcentrale Wijk B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.  
**PORTUGAL:** Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.  
**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:** Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.  
**ROYAUME-UNI:** The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.  
**RUSSIE:** Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.  
**SRI LANKA:** Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.  
**SUÈDE:** Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.  
**SUISSE:** Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.  
 Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.  
 Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81  
 Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. fax: 943 36 05.  
**THAÏLANDE:** Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.  
**TUNISIE:** Commission Nationale Tunisienne auprès de l'Unesco, 22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.  
**URUGUAY:** Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.  
**VENEZUELA:** Distriplumes, Apartado 49232, Colinas Bello Monte, 1042 A Caracas. Fax: (58 2) 9798360  
 Unesco/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorro, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: (58 2) 2860326.

Mensuel publié en 28 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.  
31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France  
Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47  
Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org  
Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort  
Rédacteur en chef: James Burnet  
Anglais: Cynthia Guttman  
Espagnol: Louise Corradini  
Français: Sophie Boukhari

Secrétariat de direction/éditions en braille:  
Annie Brachet (01.45.68.47.15)

#### Rédaction

Michel Bessières  
Ivan Briscoe  
Philippe Demenet  
Lucia Iglesias Kuntz  
Asbel López  
Amy Otchet  
Shiraz Sidhva

#### Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Gérard Prosper  
Photogravure: Annick Couéffé  
Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)  
Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)  
Relations Editions hors Siège et presse:  
Solange Belin (01.45.68.46.87)

#### Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral,  
Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

#### Editions hors siège

Allemand: Urs Aregger (Berne)  
Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)  
Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)  
Hindi: Pushplata Taneja (Delhi)  
Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)  
Persan: Jalil Shahi (Téhéran)  
Portugais: Alzir Alves de Abreu (Rio de Janeiro)  
Oourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)  
Catalan: Jordi Folch (Barcelone)  
Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)  
Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)  
Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)  
Chinois: Feng Mingxia (Beijing)  
Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)  
Grec: Nicolas Papageorgiou (Athènes)  
Cinghalais: Lal Perera (Colombo)  
Basque: Juxto Egaña (Donostia)  
Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)  
Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)  
Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)  
Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)  
Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-Compostelle)  
Serbe: (Belgrade)  
Sarde: Diego Corraie (Nuoro)  
Russe: Valeri Kharkin (Moscou)

#### Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

#### Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)  
Relations agents et prestataires:  
Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)  
Gestion des stocks et expéditions:  
Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'UNESCO», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)  
DÉPÔT LÉGAL: C1 - NOVEMBRE 2001  
COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -  
Diffusé par les N.M.P.P.

The UNESCO Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris by UNESCO. Printed in France. Periodicals postage paid at Champlain NY and additional mailing offices. Photocomposition et photogravure: Le Courrier de l'UNESCO. Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

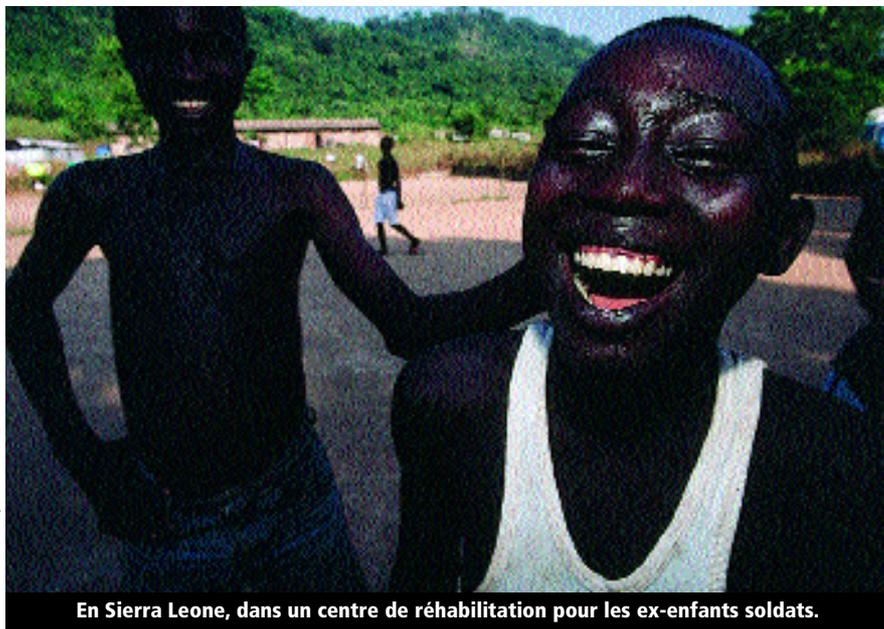
N° 10-2001-OPI 00-593 F

revoient des années plus tard, Spitz et Anna Freud s'étonnent de leur récupération et écrivent clairement que ces enfants abandonnés passent par quatre stades: protestation, désespoir, indifférence... tous les étudiants apprenaient cela. Mais personne ne s'intéressait au quatrième stade: guérison.

Comment la résilience s'est-elle imposée en psychologie?

Le mot, qui vient du latin *resalire* (re-sauter) est apparu dans la langue anglaise et est passé dans la psychologie dans les années 1960, avec Emmy Werner. Cette psychologue américaine était allée à

offrandes alimentaires, à chercher l'adulte qu'ils vont transformer en parent. Ensuite, ils se forgent une identité narrative: je suis celui qui... a été déporté, violé, transformé en enfant soldat, etc. Si on leur donne des possibilités de rattrapage, d'expression, un grand nombre, 90 à 95%, deviendra résilient. Il faut leur offrir des tribunes de créativité et des épreuves de gosses: le scoutisme, préparer un examen, organiser un voyage, apprendre à être utile. Les jeunes en difficulté se sentent humiliés si on leur donne quelque chose (et si en plus, on leur fait la morale). Mais ils rétablissent le rapport d'équilibre quand on leur donne l'occasion de donner. Devenus adultes, ces



En Sierra Leone, dans un centre de réhabilitation pour les ex-enfants soldats.

Hawaï faire une évaluation du développement des enfants qui n'avaient ni école ni famille, et qui vivaient dans une grande misère, exposés aux maladies, à la violence. Elles les a suivis pendant 30 ans. Au bout de tout ce temps, 30% de ces individus savaient lire et écrire, avaient appris un métier, fondé un foyer: 70% étaient donc en piteux état. Mais si l'homme était une machine, on aurait atteint 100%.

Y a-t-il un profil socio-culturel de l'enfant résilient?

Non mais il y a un profil d'enfants traumatisés qui ont l'aptitude à la résilience, ceux qui ont acquis la «confiance primitive» entre 0 et 12 mois: on m'a aimé donc je suis aimable, donc je garde l'espoir de rencontrer quelqu'un qui m'aidera à reprendre mon développement. Ces enfants sont dans le chagrin mais continuent à s'orienter vers les autres, à faire des

enfants sont attirés par les métiers d'adultes. Ils veulent faire bénéficier les autres de leur expérience. Ils deviennent souvent éducateurs, assistants sociaux, psychiatres, psychologues. Avoir eux-mêmes été des «enfants monstres» leur permet de s'identifier, de respecter l'autre blessé.

### PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE BOUKHARI

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

1. Un Merveilleux Malheur (*Odile Jacob, 1999*) et Les Vilains Petits Canards (*Odile Jacob, 2001*). Boris Cyrulnik est aussi l'auteur d'une douzaine d'autres livres, dont Naissance du sens (*Hachette, La Villette, 1991*) et L'ensorcellement du monde (*Odile Jacob, 1997*).
2. *Respectivement, psychanalyste américain (1887-1974) et fille de Sigmund Freud (1895-1982)*.

Dans le prochain numéro:



Toutes les voix d'un seul monde

**Le dossier du numéro  
de décembre 2001  
Le dialogue  
des civilisations**

**Dossier:**

- L'unique alternative: un monde de dialogue ou un monde de violence
- Le « choc des civilisations », ou le spectre d'une nouvelle guerre froide
- Les forces et les limites du dialogue entre les États
- Religions: rencontres au sommet, indifférence à la base?
- ONG du Nord et du Sud: une lente et difficile convergence
- Amérique latine: l'économie autochtone peut-elle se faire sa place?
- Quand les médecines indienne et occidentale apprennent l'une de l'autre
- Tourisme: partir à la rencontre de l'Autre

**Et dans les rubriques:**

- La boxe thaïe, une passion
- L'épuisement des nappes phréatiques: l'Arabie saoudite assèche son avenir
- L'école peut-elle redonner vie à des langues moribondes?
- Réfugiés: leurs droits et leur sort
- Le passé des Routes de la soie, clé de leur résurrection?
- Médias: le Nord vu du Sud

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet à l'adresse suivante:

 [www.unesco.org/courier](http://www.unesco.org/courier)

Publié en 28 langues